

Discours de Marine Le Pen, Présidente du Front National, lors du Congrès de Tours
des 15 et 16 janvier 2011

Chers amis, ici réunis, chers militantes et militants du Front National avec nous dans tout le pays, chers compatriotes de métropole et d'Outre-Mer. Je ne peux commencer cette intervention sans vous dire ma fierté de voir le Front National parvenu à mener à bien ce moment particulier de son histoire.

Je tiens particulièrement à remercier Bruno Gollnisch pour son fairplay tout au long de cette campagne et son comportement exemplaire au seuil de la grande bataille présidentielle.

Nous pouvons ensemble être fiers, mes chers amis, de cette très belle et riche campagne interne, qui a été l'occasion d'un débat fécond, sur notre projet, sur notre vision stratégique.

La loyauté et la fécondité des débats ont montré à tous les français la maturité de notre mouvement.

A cette heure, j'ai conscience que l'éminente distinction que vous avez bien voulu m'accorder, constitue une terrible responsabilité que j'accueille avec la plus grande humilité.

Je l'exercerai, soyez en sûrs, avec la seule détermination de servir.

Mesurant le poids de la mission que vous me confiez, je serai honorée et rassurée de vous savoir à mes côtés.

Sur cette route semée d'embûches, nous leur montrerons que les hommes d'action ont pour habitude de faire de l'obstacle un moyen.

Ce vote interne a été d'une grande utilité.

Dans le combat que nous menons pour la France, il a conféré à la vision stratégique que nous défendons une légitimité directe et désormais incontestable.

Ce vote donnera à notre projet une crédibilité renforcée et donc une force particulière.

Jamais peut-être, une expression imagée de notre belle langue n'aura été aussi adaptée que celle de « passer le flambeau » ;

ce flambeau, celui du Front National, si magnifique et si prestigieux à mes yeux de militante, que je reçois, de surcroît, des mains de Jean-Marie Le Pen.

Longtemps, il n'a été qu'une petite flamme, qu'avec quelques compagnons unis par un incroyable courage et un amour immodéré de la France, le Président fondateur a tenu entre ses mains pour lui éviter de s'éteindre.

Dans sa fonction de Président d'honneur, son irremplaçable expérience comme sa sereine autorité et la rectitude de sa pensée seront pour nous, seront pour moi, un appui déterminant.

J'ai été pendant 42 ans le témoin privilégié de ce combat.

J'ai vu la droiture, la noblesse d'âme, la persévérance, la vision et parfois la bravoure avec laquelle il a assumé la direction du Front National, toutes qualités qui permettent aujourd'hui, d'affirmer qu'il s'est incontestablement hissé à la hauteur de l'Histoire.

Comme fille, j'ai vu aussi, sous la carapace du chef, les blessures causées par l'injustice du traitement fait à notre mouvement, à nos militants et donc à lui-même.

Nous avons tous une dette à son égard, la mienne est double puisque Président et père, il a largement contribué à faire de moi, non seulement la militante, mais aussi la femme que je suis.

Aujourd'hui je voudrais simplement lui dire merci.

Il y aura bientôt 40 ans, j'avais alors 3 ans, naissait le Front National.

En 1972, nous étions encore en pleine période des « trente glorieuses ».

Nous mesurons désormais à quel point il fallait une sensibilité hors du commun pour percevoir au milieu d'une société prospère et insouciante ce qui préfigurait la France dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Et nous y sommes, nous y sommes aujourd'hui. Près de 40 ans après.

Nous mesurons aujourd'hui à quel point Jean-Marie Le Pen a eu raison, à quel point les hommes et les femmes qui se sont levés depuis pour nous rejoindre formèrent et forment encore la part la plus lucide, la plus désintéressée, la plus courageuse de notre peuple.

Le peuple français, ce peuple dont le nom fut associé partout et toujours dans le monde à l'intelligence et à la liberté. Le Front National fut le mouvement des éveilleurs.

Oui, le FN est un exemple pour l'ensemble des partis politiques en France.

Il a montré sa maturité démocratique, mais plus encore, au cours de ces années passées, il a montré qu'il était bien un grand parti politique Republicain.

Au Front National, nous nous souvenons de ceci : La déclaration des droits et des devoirs de l'Homme et du citoyen de 1789 déclare dans son article 2 : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme.

Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression».

Qui mieux que nous à défendu ces principes tout au long de 40 ans d'histoire politique française ?
 Personne en vérité, car ces principes sont au cœur de l'ADN de notre mouvement depuis son origine.

Qui mieux que le Front National peut aujourd'hui porter ces principes ?
Oui, je le dis à tous les faiseurs d'opinion, le doute n'est plus permis : Cette élection a été d'une grande utilité et le résultat ne laisse plus aucun doute.

Dans le combat que nous menons pour la France, il a conféré à la vision politique et stratégique que je défends une légitimité nette et désormais incontestable.

Ce choix, votre choix, donnera à ma candidature et à notre projet une crédibilité renforcée : la force de la clarté.

Mais plus encore, **chacun sait bien désormais ce que veulent les adhérents du Front National pour la France.**

A nouveau, le monde entier a les yeux braqués sur nous et sur la France.

Et les aboiements, nous ne les entendons plus.

Et la censure nous ne la voyons plus.

Et les brimades et la violence ne nous font plus peur.

Car nous sommes dans l'œil du cyclone, au moment précis où le réel rappelle à chaque instant à nos compatriotes que nous avons raison de les alerter, **c'est maintenant, qu'ils savent que nous disons la vérité.**

Ce grand français qu'était Paul-Emile Victor racontait souvent que « ce qui l'inquiétait le plus dans l'espèce humaine, c'est qu'elle pouvait s'adapter à presque tout ».

L'état de notre pays est catastrophique mais dans la continuité de la vie quotidienne, certains français le perdent parfois de vue.

Il nous suffit parfois d'une petite semaine de vacances, d'un moment de détente un week-end dans un endroit qui a gardé son âme, chez nous ou ailleurs, pour qu'en revenant nous soyons saisis devant l'état de notre pays.

Je suis sûr que la plupart d'entre vous avez déjà éprouvé ce sentiment et qu'ici aussi, dans la tribune, parmi ces centaines de journalistes étrangers, beaucoup ont éprouvé en eux-mêmes ce choc : **mais qu'est donc devenue la France ?**

Qui pourra désormais empêcher les Français de voir la transformation de leurs villes, l'aveulissement de nos classes dirigeantes, et des super-riches qui vendent notre travail, notre patrimoine, l'injustice partout, l'injustice généralisée et la tyrannie du désordre et de la violence, le saccage de nos paysages et de notre qualité de vie, la marchandisation de notre culture, le règne déchaîné de l'argent, le renoncement devant les revendications liberticides de minorités qui cherchent à nous imposer leurs valeurs ?

Qui pourra convaincre encore les Français que tout cela n'est pas vrai ?

Les manipulateurs, les idéologues, les publicitaires, les censeurs pourront mentir encore et encore ; ils le feront en pure perte, car le réel, le monde réel, parle pour nous.

Chers amis, c'est de ce moment que datera l'irrésistible ascension de notre mouvement vers le pouvoir.

De ce Congrès commencera un effort sans précédent pour transformer le Front National.

Faire de notre parti un outil de construction et de renaissance de notre pays.

Au travail spectaculaire des éveilleurs doit maintenant, à compter de ce jour, succéder celui des bâtisseurs.

Il faut maintenant faire du Front National un outil, un outil pour reprendre le pouvoir des mains de ceux qui ont traîné notre si beau pays jusqu'ici, dans l'état où il se trouve aujourd'hui.

Un outil pour que nous ayons à nouveau prise sur ce qui a prise sur nous.

Le FN sera naturellement la maison commune des Français, la grande maison des amoureux de la France. **Le Front National que je présiderai sera un parti renouvelé, ouvert et efficace.**

Je me fixe dès à présent pour objectif d'en faire avec vous l'instrument puissant, le plus efficace et le plus performant qui soit dans notre stratégie de conquête du pouvoir.

Voici donc ce que nous voulons et ce que nous dirons aux Français au cœur des échéances politiques des mois à venir : Nous voulons mettre en œuvre une politique basée sur la remise en ordre de l'Etat-Nation par une souveraineté recouvrée, la revitalisation de la démocratie par la participation des citoyens aux affaires qui les concernent, un Etat protecteur et efficace au service de la communauté nationale, garant de la laïcité, de la prospérité et des libertés.

Un Etat luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi.

Nous organiserons la relocalisation du travail et de l'économie grâce au protectionnisme social et territorial, et ce de manière à empêcher la concurrence déloyale, le démantèlement de nos économies et la destruction de nos emplois.

Pour ce faire, nous engagerons dès notre arrivée au pouvoir un vaste train de réformes destiné à éliminer les privilèges et à mettre sur pied une politique fiscale et sociale efficace et juste.

Nous redonnerons la dignité à nos institutions et remettrons au cœur de la vie collective la passion de la solidarité, de l'équité, de la beauté et des hautes valeurs qui fondent notre civilisation.

Nous irons au pouvoir pour cela et pour rien d'autre car c'est que veulent les Français, j'en suis certaine. C'est ce que nous voulons tous !

Nous devons pour cela restaurer la Nation.

La sauver de l'arbitraire, des féodalités et du communautarisme, des technocrates illégitimes.

Nous voulons restaurer la Nation en l'affranchissant et en y restaurant les droits fondamentaux.

Le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.

En un mot comme en cent, nous voulons remettre l'Etat entre les mains du peuple.

Si nous voulons la démocratie, si nous voulons que les Français puissent être maîtres de leur destin, c'est bien parce que nous croyons en leur bon sens, en leur lucidité.

La démocratie ne nous fait pas peur.

Pour reprendre le pouvoir sur nos vies et espérer le déposer un jour entre les mains de nos enfants, le Front National a engagé un combat pour l'indépendance et la souveraineté de la France.

En clair, nous voulons pouvoir décider chez nous de ce qui est bon pour nous.

C'est simple et c'est l'essence même de la démocratie depuis des millénaires, depuis la Grèce-Antique.

L'Europe n'est pas un califat, la France n'est pas un califat, elle ne l'a jamais été, elle ne le sera jamais.

Notre vision de la démocratie n'est pas incantatoire mais pratique.

Nous n'envisageons pas une démocratie comme un agglutinat d'individus déracinés et dissemblables participants à des élections pour élire des candidats interchangeables : Strauss-Kahn ou Sarko, l'euro ou l'euro, l'immigration ou l'immigration, les délocalisations ou les délocalisations, le chômage ou chômage...

Nous voulons restaurer le cadre politique de la **communauté nationale**.

La démocratie directe est la meilleure forme de gouvernement surtout parce qu'elle est celle qui permet d'associer les citoyens, les membres d'une même communauté à la décision, à la participation en toute souveraineté et que c'est cette participation qui est garante de la responsabilité civique et du lien collectif.

Restaurer la souveraineté nationale, cela signifie d'abord **sortir du carcan étouffant et destructeur de Bruxelles dans lequel on nous a enfermé malgré nous et qui nous prive de toute marge de manœuvre dans des champs entiers de l'action politique** : la monnaie, la législation, la maîtrise de nos frontières, la gestion de l'immigration...

Ne nous y trompons pas en effet.

Au rythme où vont les choses, notre politique budgétaire et notre diplomatie seront bientôt complètement soumises à Bruxelles.

L'Europe de Bruxelles s'est construite en niant ou en contournant la volonté des peuples.

L'Europe de Bruxelles a imposé partout les principes destructeurs de l'ultralibéralisme et du libre-échange, au détriment des services publics, de l'emploi, de l'équité sociale et même de notre croissance économique devenue, en vingt ans, la plus faible du monde.

Cette Europe de Bruxelles nous a imposé la suppression d'administrations d'Etat et de services dans tous les domaines de la vie publique :

– le recul des services public comme la Poste, la fermeture de tribunaux, la fermeture de petits collèges, de maternités, de centres hospitaliers, la désorganisation de l'armée, de l'éducation nationale, la fermeture de consulats à l'étranger, la suppression des directions départementales de l'Etat, la diminution des effectifs de police et de gendarmerie dans un pays qui a connu plus de 1.7 millions de vol et près de 500.000 agressions pour la seule année 2009...

L'Etat français s'est mis au service de la bureaucratie de Bruxelles qui dévoie la belle idée d'entente européenne pour y substituer un projet technocratique, totalitaire et nuisible à nos libertés.

La souveraineté n'est pas une vieille lune pour esprit nostalgiques, elle est fondamentale, elle est à la nation ce que la liberté est à l'individu.

Notre souveraineté monétaire c'est-à-dire notre capacité de défendre nos emplois, a été sacrifiée à des dogmes, => le dogme européen qui procède d'une démarche supranationale c'est-à-dire fondamentalement antinationale;

=> le dogme de l'euro qui n'est plus un outil monétaire mais un boulet que l'on tente de faire durer pour sauver à tout prix un édifice bruxellois qui ne défiera plus très longtemps les lois de l'équilibre;

=> le dogme de l'ultralibéralisme et du laisser-fairisme des bons élèves de la mondialisation alors que la Chine comme les Etats Unis pratiquent un protectionnisme effréné.

Le monstre européiste qui se construit à Bruxelles et qui par imposture sémantique se présente comme « l'Europe », n'est rien de moins qu'un conglomérat sous protectorat américain, l'antichambre d'un Etat total, global, mondial.

Aujourd'hui, on nous parle d'abandonner aux mains de technocrates irresponsables notre souveraineté budgétaire.

Si cette éventualité venait à se réaliser, il ne resterait alors qu'à dissoudre le Parlement puisque sa fonction première de la représentation dite « nationale » est de consentir à l'impôt.

Ce nouvel abandon institutionnel marquerait la fin de la France comme Etat. **Ainsi, après avoir rêvé l'économie sans usine, l'euro-mondialisme aurait fini par imposer l'idée de pays sans peuple.**

Que ce soit clair ! Nous n'accepterons jamais ce crime contre la démocratie et ce crime contre la France.

Répétons-le, la clé c'est l'Etat. Il faut retrouver l'Etat en le remettant au service du peuple et pour cela en chasser les coucous qui en ont fait la courroie de transmission des volontés des multinationales et de l'hyper classe mondiale.

Car l'Etat est devenu l'instrument du renoncement, devant l'argent, face à la volonté toujours plus insistante des marchés financiers, des milliardaires qui détricotent notre industrie et jettent des millions d'hommes et de femmes de notre pays dans le chômage, la précarité et la misère.

L'Etat-Nation doit à nouveau s'imposer par une remise en ordre de ses objectifs et de ses méthodes.

Ce choix de la nation qu'avec vous je porterai exige de nous une grande remise en ordre de l'Etat-Nation.

Dans un pays où la Nation s'est construite par la volonté de l'Etat, l'une ne va pas sans l'autre.

Etat, Nation, sont du reste des notions qui ne vont pas de soi et il serait mortel de croire que cette merveilleuse construction serait acquise pour l'éternité.

Au final, vous l'avez compris mes chers amis, il n'y a pas en France de démocratie, pas de liberté, pas de justice possibles sans l'Etat.

L'Etat, c'est le premier instrument au service des valeurs que je vous ai rappelées et qui sont au cœur de notre projet politique.

Ma conviction profonde est que la France et le peuple français ont plus que jamais besoin d'un Etat fort !

L'Etat et la Nation sont en effet dans notre pays indissociables.

Ailleurs souvent, l'Etat est perçu comme un instrument d'action collective parmi d'autres. C'est la conception anglo-saxonne, celle des pays où les nations sont plus anciennes que les Etats.

Ces pays s'accommodent sans difficultés d'un Etat minimal, à qui l'on demande de ne pas perturber le libre jeu des marchés.

La France, je le pense, ne relève pas de ce modèle.

La Nation française a succédé à l'Etat.

C'est l'Etat, à travers la constitution du domaine royal, puis la République, qui ont forgé la Nation.

Le peuple français est le résultat de quinze siècles, au moins, d'un lent et patient travail d'unification : unification territoriale, unification économique, unification politique, unification juridique et institutionnelle, unification linguistique.

Tout au long de nos quinze cent ans d'histoire, nous avons recherché l'unité qui nous singularise, mais cette unité est un joyau qu'il nous faut sans cesse chérir.

Que visaient si ce n'est la construction et la consolidation de l'unité nationale le Baptême de Clovis, l'œuvre des rois unificateurs, Henri IV et son « Paris vaut bien une messe », les bâtisseurs de nos cathédrales, les codes de Bonaparte, les hussards noirs de la troisième république, les résistants de 40 ou les soldats de notre empire ?

Nous sommes les héritiers de cette œuvre millénaire, et nous en bénéficions chaque jour, sans même nous en rendre compte !

Aujourd'hui encore, c'est l'Etat qui assure en grande partie l'unité de notre Nation.

Grâce à ses institutions, son armée, son école, son université, ses entreprises, son patrimoine culturel, sa ruralité et ses paysans, ses services publics, son système de protection sociale, l'Etat est devenu la colonne vertébrale de la France que nous aimons, de la France que le monde a admiré.

A l'heure où la crise et la mondialisation font rage, quand tout s'effondre, il y a encore l'Etat. « *A celui qui n'a plus rien, la Patrie est son seul bien* » disait Jaurès en son temps, lui aussi trahi par la gauche du FMI et des beaux quartiers !

Quand il faut réguler, protéger, innover, c'est vers l'Etat que l'on se tourne naturellement, parce que c'est l'Etat qui a la taille suffisante pour agir, la légitimité démocratique indispensable, et qu'il est inscrit dans notre ADN national.

Je l'affirme, l'Etat est une composante essentielle de l'âme de la France.

Malheureusement, **comme aux pires moments de son histoire, notre Nation est en proie à la dislocation.**

Elle connaît une fracture identitaire et sociale dont même les plus béats finissent par s'épouvanter. Nos valeurs de civilisation, nos traditions comme nos modes de vie ou nos coutumes sont contestés dans de nombreux endroits, dans nos écoles, dans les lieux publics ; dans des quartiers entiers, ils perdent même totalement droit de cité.

Les Français sont victimes de discriminations organisées légalement par l'Etat et sont même l'objet de propos ou de violences racistes dans leur propre pays.

Soumise à une repentance névrotique, la Nation est démoralisée; elle sombre dans le pessimisme.

La nationalité est conçue comme une situation administrative qui, dans l'esprit de ses nouveaux titulaires, ne donne que des droits.

Le drapeau tricolore est brûlé publiquement et remplacé par des emblèmes étrangers ;

notre hymne national est sifflé par des voyous qui se comportent comme en pays conquis.

La carte nationale d'identité a pris la forme d'une hideuse carte de crédit que les préfetures se plaisent à délivrer à qui la demande.

Beaucoup de nos compatriotes n'hésitent plus à faire le terrible constat de n'être plus chez eux en France ou d'être contraints de composer avec des modes de vie ou des comportements individuels ou collectifs qui les heurtent.

Certains, plus faibles, silencieusement, se résignent à une dramatique assimilation à l'envers.

La puissance publique se contente d'un rôle d'arbitre, laissant libre court au déni de justice, à la prolifération des mafias criminelles, à l'émergence d'arrogantes féodalités politiques ou financières ou à l'établissement de potentats locaux ayant profité à plein des effets pervers d'une décentralisation ratée; des autorités que l'on qualifie de « hautes » pour palier leur manque de légitimité (comme l'Hadopi), se voient indument confier des missions de justice ; des associations privées bénéficiaires de prérogatives pénales, comme les associations prétendent « antiracistes », sont appelées à jouer les procureurs, prérogatives illégitimes qu'elles utilisent abusivement pour imposer une censure politique ou exercer un véritable racket sur les justiciables.

Dans ce grand désordre institutionnel, certains magistrats dont le rôle est d'appliquer la loi se croient autorisés à l'interpréter abusivement, réveillant ainsi le spectre des parlements de l'Ancien régime et du gouvernement des juges.

L'Etat contre l'oppression du désordre

Face à ce délitement de l'Etat, les Français ressentent un double sentiment :

– Un cruel sentiment d'abandon qui s'exprime dans un silence souvent résigné

– Un fantastique sentiment d'injustice qui s'exprime par le slogan du « deux poids deux mesures »

N'en doutons pas ! Nous vivons **l'oppression du désordre** ; Péguy ne disait-il pas que « *seul l'ordre fait la liberté* ».

Et cette liberté est d'autant plus souhaitable qu'elle est indissociablement liée à la dignité.

Parce que c'est la condition première de la justice, nous rebâtissons l'Etat et nous lui redonnerons l'autorité, la neutralité, une conscience nationale et les moyens de fonctionnement et de modernisation dont il a besoin.

Nous devons restaurer les institutions et d'abord la première d'entre elle en rendant sa dignité à la fonction présidentielle.

Nous devons retrouver l'esprit de la Vème république en tournant le dos au **zapping institutionnel du quinquennat** par un mandat de sept ans non renouvelable, un mandat délivré des tentations électoralistes et des raisonnements « courtermistes ».

Pour être respecté, le Président de la République doit être respectable c'est-à-dire s'attacher à remplir la mission première qui est la sienne : assurer l'indépendance nationale, l'unité de la nation, la capacité de défense du territoire et de commandement souverain de nos armées.

Le Président doit être le Chef de l'Etat et cesser d'être le Chef d'un clan, le gouverneur d'un protectorat américain, un candidat en campagne ou, même comme on l'a vu, l'agent d'une chanteuse au succès déclinant.

Dans le gouvernement doit s'appliquer **une morale d'Etat** qui fera des gouvernants des exemples d'éthique et de probité.

Au sein de l'appareil d'Etat, **il nous faut retrouver l'ère des grands commis, des hussards de la République et des serviteurs de l'intérêt public** ; sans se laisser prendre par des logiques d'accaparement oligarchiques ou d'emballement « fonctionnariste », l'Etat doit obéir à la volonté nationale telle qu'elle s'est exprimée démocratiquement ; il nous faut réformer les écoles d'administration pour rétablir dans la haute administration l'apprentissage du sens de l'Etat, du patriotisme et de l'intégrité ; (il faut apprendre la Marseillaise aux

énarques) ; les connivences de caste ou l'esprit mondain comme les projets de pantouflage dans le privé seront bannis parce qu'incompatibles avec le service de la Nation.

Nous édifierons l'Etat irréprochable qui a été promis en 2007.

Nous conduirons nos administrations à s'ouvrir davantage sur le monde du privé en permettant l'embauche de personnes issues de l'entreprise, et notamment les salariés d'expérience. Nous assurerons l'égalité d'accès par le maintien des concours pour l'accès à la fonction publique.

L'Etat doit reconquérir tous les territoires perdus de la République et réinstaurer sa totale souveraineté sur les zones de non droit.

Il ne faut pas avoir peur de dire qu'il faut s'attaquer non pas à la délinquance (qui est un projet statistique) mais aux délinquants qui sont une méprisante réalité.

Et surtout à la drogue, véritable poison qui détruit le corps social, à son économie, à ses réseaux et à ses promoteurs.

En politique, la faiblesse est autant l'opposé de la vertu que le vice.

Face à cette délinquance qui évolue non pas à l'américaine, comme on le croyait il y a quelques temps, mais à la brésilienne, **nous n'avons plus le droit de ne pas être inflexibles** : la réponse de l'Etat doit être policière, judiciaire, carcérale, administrative pour les reconduites systématiques à la frontière, et éducative.

Il faut créer des tribunaux pénaux de proximité présidés par des magistrats issus de la société civile qui jugeront dans les heures qui suivent les méfaits, les affaires les moins graves et les incivilités.

Ainsi sera réellement mise en application la politique de tolérance zéro, sans engorger les tribunaux correctionnels.

L'Etat doit retrouver son rôle régulateur en matière économique et se réapproprier le contrôle de certains secteurs stratégiques comme l'énergie, les transports et si nécessaire, les banques insensibles aux injonctions d'éthique.

Il doit assumer sans complexe un **patriotisme économique et un patriotisme social**.

L'Etat doit tourner le dos au rustinage fiscal, créateur d'une insécurité juridique et d'une opacité des règles.

Le besoin de transparence, d'équité, de simplification et d'efficacité nous amèneront à proposer aux Français **une révolution fiscale**.

Grâce à l'arme fiscale, nous impulserons des dynamiques positives en faveur de l'épargne et de l'investissement, en faveur de la consommation relocalisée et de l'exportation, en faveur de la valeur travail et de la réindustrialisation, en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises.

Parallèlement, seront mises en œuvre des dynamiques dissuasives contre la spéculation, la prédation économique ou la dévastation sociale.

Malgré notre manque de goût pour les délires de bobos citadins qui confondent écologie et retour à l'âge paléolithique, le bon sens nous interdit de croire à la viabilité d'une planète dont le seul projet collectif serait de généraliser à 7 milliards d'individus le niveau de consommation et de gaspillage des ressources sur le modèle Etats-Uniens.

Voilà pourquoi nous engagerons **une grande politique de « relocalisation »** des productions, c'est-à-dire concrètement le rapprochement des lieux de production et de consommation afin de renforcer notre autonomie alimentaire et énergétique.

Cette politique de relocalisation profitera aux producteurs locaux et régionaux ; elle privilégiera l'emploi local et aboutira à limiter l'extension toujours incontrôlée des infrastructures de transports, et à une diminution des coûts des marchandises par une fiscalité incitative.

La relocalisation à l'embauche, à la production et à la consommation entraînera la diminution de l'impact des transports et des pollutions qu'ils génèrent, la réduction du nombre des intermédiaires garantira une meilleure traçabilité, gage de sécurité pour les consommateurs.

Cette notion de relocalisation dont nous reparlerons s'appliquera également de manière plus générale aux services publics, aux emplois et à bien d'autres domaines.

Elle sera une des clés d'une véritable politique écologique favorisant le retour à l'emploi, une production alimentaire saine et la défense de la biodiversité.

De manière plus générale, nous devons avoir le courage de dénoncer la logique consumériste.

En effet, à l'image de tous les totalitarismes, le mondialisme nous propose de forger un homme nouveau. L'homme nouveau est ce pauvre type égoïste, en errance permanente, qui n'est uni aux autres que par le partage de pulsions consuméristes.

Non, la consommation ne peut pas être l'alpha et l'oméga de nos existences, transformant les citoyens que nous sommes en simple consommateurs.

Non, nous ne voulons pas d'une société où l'avoir est plus important que l'être, où l'argent érigé en absolu est devenu une fin en soi, le critère principal d'appréciation de l'homme.

Une société dont l'horizon se limite à voir nos enfants se chercher leur identité et leur fierté au travers des marques commerciales des habits qu'ils portent, plutôt que dans la famille dont ils sont issus où dans le peuple auquel ils appartiennent.

Oui, il est une exigence pour nous de garder notre capacité d'indignation quand l'on prétend n'évaluer le bonheur des français qu'à l'aune de leurs projets de consommation.

Oui, il faut en finir avec le règne de l'argent-roi.

En matière internationale, notre doctrine s'inspire des **principes de solidarité entre les peuples et les nations**.

Elle s'appuie sur le respect de tous les peuples et la prééminence des logiques régionales pour le règlement des conflits.

Notre vision de la politique extérieure exclut les logiques supranationales, condamne l'ingérence et bien sûr rejette par principe l'idée même d'une gouvernance mondiale que nous ne confondons pas avec une diplomatie attentive aux enjeux internationaux.

Nous le voyons, nous le sentons, nous sommes au bout d'un système.

Nos adversaires n'ont plus d'idéal à proposer et leurs projets d'avenir ne sont que des constructions marketing laborieuses et éculées.

Le mythe de leur compétence de gestion a fait long feu.

Leur rêve européiste s'est transformé en cauchemar.

Leur euro, qui devait nous apporter le bonheur, a sapé nos économies, détruit notre pouvoir d'achat et nous interdit même de préserver l'emploi français; il est aujourd'hui en phase terminale sous perfusion du FMI et ne se maintient qu'au prix d'une régression sociale sans précédent.

La mondialisation identicide s'est transformée en horreur économique, en tsunami social, en Tchernobyl moral. L'utopie de la mondialisation heureuse a vécu.

2012 : la grande alternative.

Pourtant, à ce jour, nos pays n'ont pas encore fait le choix de l'alternative et en sont réduits à suivre et commenter le replâtrage d'un système qui s'effondre sous leurs yeux. Pour les Français, le choix de 2012 sera simple, clair, et même binaire :

– Soit le choix de la mondialisation c'est-à-dire de la dérégulation, de l'alignement sur le moins disant social, de la submersion démographique, de la dilution de nos valeurs de civilisation

– Soit le choix de la Nation ;

L'Etat se doit d'être protecteur et non oppresseur et d'agir avec la conscience que l'intérêt national est une loi d'airain.

L'Etat doit être le garant, y compris contre la dérive des partis, de la stricte application des principes républicains et en tout premier lieu de la laïcité.

Dans notre pays qui a été meurtri par des guerres de religions multiséculaires, aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique ; la foi doit rester une affaire strictement privée et son expression ne faire l'objet d'aucune provocation.

L'Etat doit donc censurer et sanctionner toutes les atteintes à la loi de 1905, s'agissant par exemple de la participation publique directe ou indirecte à la construction de mosquées.

Il doit interdire l'aménagement d'horaires particuliers dans les piscines pour les femmes musulmanes ou l'introduction d'interdits religieux alimentaires dans les cantines scolaires. Personne ne doit être conduit contre son gré ou à son insu à manger hallal.

Au plan des principes, parce que cette question est centrale pour la paix publique, je répète que la République n'admettra aucune tentation théocratique. Il appartient aux fidèles de mettre leur pratique religieuse en accord avec la République.

Quant aux groupes politico-religieux qui croient pouvoir, par des empiètements calculés et des provocations organisées, imposer leur loi, ils doivent apprendre que, notamment depuis Richelieu, **il n'y a pas et il n'y aura pas en France d'Etat dans l'Etat**.

Parce que les dérives ont été trop nombreuses, ces principes doivent être réaffirmés et solennisés.

A l'inspiration du Comte de Clermont Tonnerre nous proclamons : « tout pour les citoyens, rien pour les communautés » : nous ferons inscrire dans la Constitution : « La République ne reconnaît aucune communauté ».

Enfin, l'Etat doit défendre les principes contenus dans notre devise nationale liberté/égalité/fraternité qui ne sont rien d'autre que les principes chrétiens sécularisés.

De même que nous avons ramassé le drapeau tricolore que la classe politique a laissé trainer dans le ruisseau, nous relèverons les valeurs traditionnelles de la République française; les véritables défenseurs de la République, c'est nous !

Le Front national incarne l'esprit de Résistance

Le FN n'est pas simplement un parti politique, il incarne aujourd'hui en France l'esprit de Résistance, Résistance aux féodalités, Résistance aux injustices, Résistance aux totalitarismes modernes que sont l'islamisme et le mondialisme.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars seront la première étape de notre marche vers le pouvoir.

Même si, je ne vous le cache pas, la situation est grave, nous savons que l'histoire de notre pays est une lutte incessante entre les forces du déclin et celles du redressement, entre ceux qui se couchent et ceux qui osent dire non, entre les élites autoproclamées qui trahissent et le peuple qui se lève.

Nous, nous sommes le peuple !

Nous savons que c'est le propre des pouvoirs faibles de composer, de subir, d'accepter, de concéder.

Le génie de notre peuple a toujours fait émerger des Français pour sauver l'honneur et, par leur détermination et leur lucidité, permis à notre pays de retrouver le chemin d'une grande ambition nationale.

D'autres Français avant nous dans l'histoire ont eu à mener le combat que nous menons aujourd'hui et qui est finalement celui de la France éternelle. Comme eux, nous triompherons !

Mes chers amis, j'aimerais vous dire en conclusion que nous devons avoir foi en l'avenir de notre pays, et comme « l'on ne transmet que la foi que l'on a », le transmettre à tous nos compatriotes.

Les Français sont un grand peuple qui possède un grand pays.

La France n'est pas petite, elle n'est pas seulement ce pourcent de la population mondiale comme le disait avec dédain Valéry Giscard d'Estaing.

Sa langue, notre langue nationale, rayonne sur les cinq continents, privilège qu'elle partage seule avec l'anglais.

La francophonie doit vibrer à nouveau, sur les terres d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique.

La France est présente dans les trois océans, elle possède le deuxième espace maritime du monde, 11 millions de kilomètres carré, elle possède une richesse inexploitée que constituent nos collectivités d'Outre-Mer, en n'oubliant jamais qu'ils sont des territoires français et qu'ils doivent le rester !

Je salue d'ailleurs chaleureusement nos compatriotes d'Outre-Mer qui, de notre point de vue, font partie intégrante de la République française au même titre que n'importe quel territoire de métropole.

Notre territoire justement est exceptionnel; situé au cœur de l'Europe, il est riche d'une diversité exceptionnelle, que Fernand Braudel a su dépeindre avec éclat.

Nous sommes en pointe dans nombre de secteurs économiques, le nucléaire, l'aéronautique, l'agroalimentaire, le spatial.

Notre agriculture, malgré ses inégalités et la souffrance des agriculteurs, est devenue puissante, elle est la deuxième du monde.

Nos ouvriers, nos ingénieurs, nos chercheurs, nos étudiants font l'admiration du monde entier. Il y a un génie français qui se perpétue, capable du meilleur quand on sait le mobiliser et le faire vivre.

France rime avec beauté et culture.

Nous avons un patrimoine culturel, littéraire, artistique, architectural, religieux, culinaire unique au monde, qui nous permet aussi d'être de loin la première destination touristique de la planète. Ce n'est pas rien.

Nous sommes le pays des idées, du débat, nos penseurs et nos philosophes sont enseignés partout.

Admirée dans le monde entier pour ce qu'elle a apporté à l'humanité, la France est écoutée, suivie, soutenue, à condition qu'elle sache parler juste.

Les clés de la réussite, de la prospérité, du rayonnement et de la grandeur françaises sont donc entre nos mains et dans nos cœurs ! **Nous avons toutes les raisons de retrouver la fierté de ce que nous sommes, de cette France éternelle qui fait vibrer l'humanité toute entière depuis des siècles, et dont nous sommes les héritiers !**

Menons dès aujourd'hui ce combat pour la France, soyons chaque jour plus nombreux, plus forts, dans nos villes, dans nos campagnes et nos villages.

J'appelle le peuple de France à nous rejoindre, de toutes ses forces, de toute son énergie, de tout son cœur !

A tous les Français, et à vous mes amis, je vous le dis : Les plus beaux jours sont ceux que nous allons vivre. Vive le Front National, Vive la République Vive la France !

Discours de Marine Le Pen à l'occasion de la galette présidentielle organisée à Saint-Denis

Mes chers compatriotes, de métropole, d'outre-mer et de l'étranger, mes chers amis,
Nous voici donc en 2012, réunis pour ce premier grand rendez-vous de la campagne présidentielle cette année, l'année de tous les possibles !

Quel bonheur mes chers amis de partager cette galette des rois avec vous, qui célèbre l'épiphanie, et nous rappelle à quel point l'héritage chrétien marque la France, même si quelques belles âmes, quelques bobos en déroute voudraient faire oublier cette vérité évidente.

Quel bonheur de célébrer avec vous l'entrée dans un moment décisif de l'histoire de notre pays. Dans les semaines et les mois qui viennent, les Français devront faire un choix, ils devront dessiner l'avenir de notre pays. Les voilà, chers amis, les grands choix qui se posent aux Français à l'aube de cette élection présidentielle : quel est le chemin que vous voulez prendre ?

Je suis candidate à l'élection présidentielle, je parlerai donc directement aux Français, comme je le fais aujourd'hui, pour leur dire ce que je veux pour la France.

Et ce que je lui veux, c'est le meilleur, une France libre, forte, conquérante, digne et fière c'est l'arracher au fatalisme, c'est la mener au plus haut, la place qu'elle mérite !

Alors oui, mes chers amis, cette rencontre avec les Français, qui peut tout changer, qui va tout changer, j'y suis prête.

J'y suis prête et je la vis comme une chance immense et un devoir impérieux.

Ma vie, mon énergie est dévouée exclusivement à être avec vous, à parler aux Français de notre pays, à les convaincre comme le disait Bernanos que « l'espérance est un risque à courir », à les emmener sur le chemin que je dessine pour le retour de la France !

J'y suis prête parce que j'aime le débat, qu'il me passionne, j'y suis prête comme je suis prête à exercer la fonction suprême, consciente de l'immense responsabilité qui pèsera alors sur mes épaules. La responsabilité de redresser la France, de l'arracher au fatalisme, notre France abandonnée, méprisée, heurtée, brutalisée, par des décennies de renoncement et une crise qui n'en finit plus de la ravager.

Oui, la campagne qui s'ouvre mes chers amis sera décisive et enthousiasme ! Elle sera l'occasion de tout changer, de renouer enfin avec l'espoir !

Et cette campagne, vous l'avez remarqué avec moi, a démarré.

En effet, comme c'était prévisible, le grand concerto a commencé, les professionnels des campagnes électorales ont ressorti leur instrument favori, le pipeau !

Pipeau magique dans lequel il suffirait de souffler pour que, d'un coup, la France se réindustrialise, comme par miracle.

Pipeau magique qui permettrait d'acheter et de produire français, comme par enchantement. Comme si l'incantation suffisait, comme si tous les Traités européens qu'ils ont imposés à la France n'existaient pas...

Pipeau magique qu'on nous vend comme un bouclier dans la crise.

Oui, nous sommes incontestablement en campagne, ce pipeau, ils comptent bien s'en servir, en user et en abuser pour murmurer à l'oreille des Français leur petite musique électoraliste...comme tous les cinq ans !

Alors, préparez-vous mes amis, rien ne sera épargné aux Français. Aucun mensonge, aucune manipulation. Leur toupet, vous le savez, est sans limite.

Comme Ulysse et son équipage, le peuple de France devra s'attacher au mat du navire, n'écouter que son cœur et sa raison pour ne pas être envouté par le chant mélodieux des promesses non tenues qui, en réalité n'est que la voix de l'abandon et de la perdition.

Il faut, pour s'en convaincre, regarder Nicolas Sarkozy se jeter sur les 600 ans de la naissance de Jeanne d'Arc, qu'il n'a jamais célébrée, qu'il a laissé tomber comme les autres quand, seul, pendant des décennies, le Front National s'est évertué à ne pas laisser le souvenir de la Sainte de la patrie sombrer dans l'oubli.

Jeanne d'Arc, qu'il essaie sans vergogne de récupérer à des fins purement électoralistes, alors même qu'il en trahit chaque jour le combat patriote, le symbole de résistance et d'indépendance nationale !

Jeanne d'Arc en Lorraine le matin, mais Bruxelles l'après-midi pour se coucher une nouvelle fois devant les injonctions d'un commissaire européen non élu...

Oui, la campagne a bel et bien commencé ! Mais personne ne doit être dupe. Les coups de communication électoralistes sont comme les régimes à répétition, ça marche à chaque fois mais de moins en moins bien.

Les Français en ont soupé des fausses promesses et des discours immédiatement contredits par les faits.

Les Français attendent l'espérance, et il faut admettre qu'en tout domaine ceux-ci sont pitoyables : sécurité, immigration, logement, santé, pouvoir d'achat, chômage, éducation, formation, diplomatie, dépendance, salaires, retraites, croissance, déficit, dette...

Alors je vous le dis : cette campagne sera l'expression de l'espérance et de la colère françaises.

Oui, l'espérance d'un vrai changement, mais aussi la colère, qu'il est inutile de nier, de cacher. La colère légitime de tout un peuple, oublié, invisible, pour des élites qui lui ont tourné le dos. Pire, qui l'ont trahi. Colère aussi parce que monte depuis des décennies le terrible sentiment que le pacte social sur lequel notre pays s'est reconstruit après-guerre n'existe plus. Ce pacte sacré qui faisait le ciment de la nation, c'est celui d'une promesse ouverte à tous d'une possible ascension sociale.

Abandonnés depuis longtemps par les pouvoirs successifs, les Français des milieux populaires furent les premiers à se sentir exclus de ce contrat social, les premiers oubliés, à comprendre très vite qu'il n'y avait pas d'avenir prévu pour eux et pour leur descendance.

Puis plus largement, ce sont l'ensemble des salariés aux revenus modestes, les retraités à la pension trop faible pour penser au lendemain sans angoisse, les parents gagnant trop pour pouvoir bénéficier des aides sociales mais pas assez pour élever leurs enfants sans faire de gros sacrifices...

En somme, ce sont ceux qu'on appelle les classes moyennes qui comprirent aussi que le chemin que leur dessinaient les politiques de tout bord était en réalité une voie sans issue, une route piégée, les emmenant elles et les générations à venir vers la fin de la croyance autrefois fondée en de possibles lendemains meilleurs. Des classes moyennes à la dérive silencieuses donc oubliées pour finir par être complètement niées.

Ce terrible désespoir social qui touche maintenant une grande partie de notre peuple, sans doute majoritaire, il naît de la confrontation avec ce qu'est devenu le système français, celui d'un implacable descenseur social.

Les oubliés, les invisibles, ceux qui ne font pas la une des journaux, ceux qui n'apparaissent pas dans les courbes du CAC 40, ce sont bien sûr les classes moyennes qui descendent inexorablement.

Cette France qui descend, génération après génération, comment nos dirigeants n'ont-ils pas entendu sa plainte silencieuse pour eux, assourdissante pour nous !

Cette réalité désolante, c'est celle que l'on ressent dans des millions de familles françaises : l'ascenseur social est en train de mourir.

On vit moins bien que ses parents à son âge, et on craint, on redoute, on pressent souvent à juste titre que ses enfants vivront encore plus durement.

Il est plus difficile d'être jeune aujourd'hui qu'hier, plus difficile d'être salariés, plus difficile d'être parents, plus difficile d'être retraités, plus difficile d'être petits patrons, plus difficile d'être retraités.

Beaucoup de signes montrent que cette impression colle à une réalité tenace : le pouvoir d'achat recule pour beaucoup de nos compatriotes, les salaires et les pensions sont aujourd'hui souvent ridiculement faibles face aux dépenses du foyer qui grimpent en flèche, la rémunération du travail, donc de l'effort, a chuté, au profit de celle du capital, de la rente, le chômage bien sûr n'a cessé de progresser jusqu'à concerner aujourd'hui une part démesurée de nos jeunes, y compris diplômés.

Parmi nos jeunes, un sur quatre est au chômage, un record d'Europe. Comment l'accepter ?! Comment le tolérer ?!

Combien de parents de nos jours angoissent en pensant à l'avenir de leurs enfants ? Combien de grands parents tremblent en voyant leurs petits-enfants échouer à intégrer le marché du travail, à accéder au logement, à parvenir à vivre sans les subsides de la solidarité familiale, bien souvent le dernier mais indispensable recours ? Le descenseur social qui touche ces millions de familles françaises ne se mesure pas qu'à ces réalités bien tangibles.

Il est aussi intensément vécu par les classes moyennes, dans l'industrie, dans la fonction publique, dans les services, dans les bureaux, à la retraite, qui perçoivent très bien que les piliers de l'ascension sociale, les rouages fondamentaux de notre contrat social, ne remplissent plus leur rôle, pire, qu'ils jouent désormais le rôle inverse de celui qu'ils étaient censés jouer.

Classes moyennes trop riches pour être aidées, trop pauvres pour s'en sortir, qui savent ce que je dis, frappées durement en ce début d'année par un nouveau cortège de hausses insupportables : hausse des tarifs du gaz, hausse du prix du train, hausse des mutuelles, hausse de la TVA dans d'innombrables secteurs, et bientôt, cerise empoisonnée sur le gâteau, la TVA patronale !

Et à cette longue liste il faudra ajouter l'alourdissement des amendes contre les automobilistes, l'installation de centaines de nouveaux radars automatiques, comme si le pouvoir n'avait rien de mieux à faire que de traquer les automobilistes vaches à lait du système plutôt que les voyous !

Qu'on laisse un peu tranquille l'automobiliste : vous le savez je suis favorable à la suppression du permis à points et à la fin du tout-radar.

Qu'on s'attache plutôt aux vraies causes de l'insécurité routière, comme la conduite sous l'emprise de la drogue, drogue qu'on a renoncée à combattre, mais aussi le mauvais état des routes. Et surtout, qu'on s'attaque enfin à la délinquance, la vraie, celle qui prospère si facilement depuis tant d'années dans nos banlieues, nos villages, nos villes !

Classes moyennes accablées donc, et victimes du descenseur social, victimes de la lente disparition du mérite républicain, un principe aujourd'hui presque anachronique dans notre société.

Combien croient encore que l'effort qui mène à une bonne qualification, à un bon diplôme, sera récompensé par une entrée relativement facile sur le marché du travail, un salaire décent et une perspective de carrière raisonnable ?

L'école n'est plus ce tremplin qui permettait autrefois de s'élever dans la société, qui récompensait jadis les sacrifices des parents et les efforts de l'enfant par une intégration réussie, par la perspective d'un progrès social de génération en génération.

Voilà pourquoi mon projet insiste tant sur le redressement de l'école républicaine, le relèvement des exigences, l'obligation des méthodes classiques d'enseignement, le respect et l'autorité du maître.

Le travail lui-même n'assure plus l'avenir.

La menace permanente du chômage, le recours exponentiel au travail précaire ou intérimaire, le fléau des délocalisations de production et de services, le règne sans partage de la finance dans la grande entreprise, l'objectif ultime que constitue le profit, l'argent roi, toutes ces évolutions bien réelles et durement vécues par les Français font que c'est un sentiment permanent d'insécurité qui mine les foyers.

Et que dire de cette pression écrasante sans cesse exercée sur les salaires, sur les revenus du travail, alors qu'en haut, parmi les amis du pouvoir, les puissances d'argent, celles qui vivent de leurs rentes, on s'enrichit en permanence ?

Que dire de cette révélation que les actionnaires et les patrons du CAC 40 ont vu leurs dividendes et rémunérations augmenter de 30% durant le mandat de Nicolas Sarkozy alors même que celui-ci explique aux Français qu'ils doivent faire des sacrifices, encore et encore ?

On voit bien que leur petite entreprise ne connaît pas la crise !

De toute évidence, cette injustice flagrante démontre qu'il n'y a plus cette juste rétribution de l'effort fourni, elle contribue aussi à casser toute projection dans l'avenir d'individus qui ne sont plus que des variables d'ajustement d'un système qui méprise l'épanouissement de chacun.

Quand les jeunes ne parviennent plus à s'acheter un logement, quand les parents n'arrivent plus à constituer un patrimoine pour leurs enfants, quand les artisans ou commerçants renoncent à transmettre une affaire devenue trop peu rentable, où est l'ascenseur social ?

Où est cette promesse vitale que l'on peut, pour soi, pour les siens, progresser dans la vie, se construire un avenir, que l'on profitera du juste produit de son propre labeur ?

Le descenseur social ruine l'état d'esprit de générations entières, il plonge les classes moyennes dans une vision négative et angoissante de la société, il nuit à l'esprit de conquête et d'entreprise qui anime une société vivante, capable de s'offrir un futur, de se dessiner un autre horizon que celui, noir, qui se profile aujourd'hui pour la plupart d'entre nous.

Alors je le disais : colère française, mais comment ne pas la comprendre ? Comment ne pas entendre le cri sourd de la France qui descend ?

La classe moyenne française souffre terriblement, elle se contracte.

Or vous le savez, les pays qui voient leurs classes moyennes s'amenuiser sont des pays qui vont mal.

Une classe moyenne inexistante ou réduite c'est même un des marqueurs des pays du tiers monde, sous-développés, ou en voie de développement marqués par une ultra-minorité possédante et une ultra-majorité démunie et entre les deux... rien ou presque rien...

Ainsi nous pouvons affirmer qu'à l'aune de cette analyse, notre pays est en voie de sous-développement, de tiers-mondisation...

Regardons d'ailleurs la Grèce, pour sauver à tout prix un euro condamné et des banques rapaces celle-ci est en train de voir disparaître sa classe moyenne. Le douloureux renflouement de la monnaie unique l'a très brutalement ramenée à l'état de pays sous-développé.

La France ne doit pas, ne peut pas se laisser aspirer dans cette spirale négative, qui a largement commencé.

Le Maréchal Foch disait « Accepter l'idée d'une défaite, c'est être vaincu ». La caste sans le dire a accepté et signé la défaite. Elle est vaincue par son propre renoncement.

Pas moi, pas nous !

Mon devoir est de proposer un chemin à cette France qui descend. Un chemin positif, aux Français les plus pauvres une clé pour sortir du marasme. Aux classes moyennes une solution pour remplacer le descenseur social par l'ascenseur social.

Je n'ai pour relever ce défi aussi enthousiasmant qu'angoissant qu'un seul instrument, et ce n'est pas le pipeau magique vous le savez bien, mais bel et bien ce projet patriote qui constitue ma seule et unique boussole !

Oui, les classes moyennes qui descendent, la France des oubliés, relèveront la tête si enfin une volonté politique se donne les moyens de les protéger.

C'est bien la question des protections et du protectionnisme qu'il faut poser.

Il ne faut pas s'y tromper en effet : l'ouverture sans contrôle de notre pays et de l'Union européenne à tous les vents de la mondialisation sauvage est un processus qui frappe presque méthodiquement chaque parcelle du peuple français, l'une après l'autre.

Ouvriers, paysans, eux très vite ont été agressés dans leur chair par les ravages de ce système fou, qui laisse une concurrence déloyale se déployer sans aucune contrainte dans tous les secteurs de la vie économique et sociale. Mais c'est aujourd'hui toute la société française qui paie le prix fort de ce choix du laisser-faire généralisé, ce choix de la gauche et de la droite depuis des décennies.

Je vous le disais, le descenseur social marche à plein, la classe moyenne descend, et seul 1% de la population profite à fond de l'effondrement des protections.

Alors, même si cela doit gêner, je pose le débat du protectionnisme.

Protectionnisme économique, à travers des normes plus strictes pour les produits et les services qu'on importe en France, des quotas d'importation et des droits de douane ciblés vis-à-vis de pays qui ne respectent pas la règle du jeu. L'enjeu est simple mes chers amis : comment réindustrialiser la France si on ne s'en donne pas les moyens, si on ne rompt pas avec la cause première de sa désindustrialisation : l'effacement des frontières et des protections nationales ?

Si l'Argentine et le Brésil le font, pourtant des économies plus petites que la nôtre, pourquoi la France ne pourrait-elle pas protéger ses frontières de la concurrence déloyale, et obliger les usines à venir et à revenir en France ?

Comme dans ces pays d'Amérique du Sud, dynamiques, innovants. Un signal très clair sera donné : vous vendez en France, alors vous produisez en France ! C'est pourquoi il faudra taxer à hauteur de 35% l'industrie automobile qui ne réalise pas au moins la moitié de sa production sur le sol français.

Il faudra bien sûr remettre à plat leurs Traités européens, les Traités de l'UMPS et du centre, ceux qui nous brident et nous condamnent à l'isolement dans une politique du laisser-passer devenue parfaitement archaïque partout ailleurs dans le monde.

J'ai bien dit archaïque. Le modèle ultralibéral au même titre que le modèle qui fut adoré par les mêmes, le modèle communiste sont des modèles archaïques qui déconstruisent, brutalisent, appauvrissent, aliènent les peuples. Tous les deux sont d'ailleurs d'inspiration tyrannique et totalitaire.

La réindustrialisation et l'emploi ne sont pas que des mots, il n'y a qu'une volonté clairement affichée et des objectifs précisément définis qui permettront de les atteindre.

Et quand je pose concrètement la question du protectionnisme, du patriotisme économique, je la pose pour l'ensemble des Français.

Les protections aux frontières nationales concerneront également ces innombrables activités de service qu'on délocalise aujourd'hui à l'étranger, jetant au chômage des cohortes de jeunes, d'ingénieurs, de seniors !

Comment l'Etat a-t-il pu laisser la SNCF, entreprise publique, délocaliser une partie de ses services informatiques en Inde ? Mon projet pénalisera financièrement par une taxe de 35% également les délocalisations de prestations de services dont abusent tant de grandes entreprises françaises.

La comptabilité, l'informatique, le conseil, les centres d'appel n'ont aucune raison d'être délocalisés au Maroc, en Tunisie ou en Inde, alors que nous avons tant de talents en France à mettre et à remettre au travail ! Tant de talents qui veulent participer activement à la vie de la nation et à son rayonnement ! Le protectionnisme économique et social que je propose face au consensus de la Caste est la seule solution qui soit, en même temps, adapté à notre temps et donc moderne, mais aussi efficace et juste !

Je pose le débat du protectionnisme, et j'attends que les joueurs de pipeau posent leur instrument pour me répondre.

J'attends des réponses concrètes de leur part, et pas seulement des incantations... Je leur demande ce qu'ils comptent faire, tous, au centre, à gauche, à droite, avec ce boulet qu'ils nous ont accroché aux pieds : l'Europe de Bruxelles et son idéologie férocement mondialiste.

Ils ont le devoir d'expliquer aux Français pourquoi ils persistent obéir aveuglément à toutes les lubies européistes, qui interdisent de se défendre.

Pourquoi ils s'acharnent à faire payer la crise au peuple, avec la TVA soit disant sociale qui en réalité est une TVA patronale, et n'est rien d'autre que le 3ème plan de rigueur Sarkozy, une nouvelle dose de carburant pour alimenter le descenseur social...

Qu'y a-t-il en effet de social dans le fait d'augmenter de 3 ou 4 points la TVA payée par tous, classe populaire, classe moyenne, retraitée, chômeurs, plombant ainsi un peu plus leur pouvoir d'achat pour baisser les charges patronales ?

Cette TVA patronale est un vieux projet du MEDEF qui ne bénéficiera une fois de plus qu'aux grandes entreprises, car si le coût du travail est en lourd en France c'est parce que le chômage y est énorme, à cause de leur politique et que le système de protection sociale prend en charge toute la misère du monde au lieu d'être réservé aux Français. Ce que demandent les PME/PMI c'est d'être protégées de la concurrence déloyale par des protections aux frontières.

Les entrepreneurs savent très bien que même si on supprimait toutes les charges patronales demain, ils seraient toujours dans l'incapacité d'être compétitif face à des entreprises étrangères qui versent des salaires 10 fois supérieurs aux nôtres, qui font travailler les enfants de 5 ans, qui ne respectent aucune règle de sécurité, aucune norme environnementale.

Le seul moyen de retrouver la capacité de lutter économiquement, de se défendre c'est abandonner cette monnaie surévaluée qu'est l'euro et de mettre en place des protections douanières.

Oui, des protections contre le descenseur social, le protectionnisme contre le descenseur social, voilà ce que je propose très concrètement à la France !

Des protections pour faire de la France une nation conquérante, ambitieuse, créative.

Des protections pour remettre la France au travail, dans les usines, dans les bureaux, pour que les cols bleus et les cols blancs retrouvent foi en l'avenir et croient à un chemin possible pour leurs enfants.

Voilà la route que je dessine pour que classes populaires, classes moyennes, ensemble, passent de la colère à l'espérance !

Avoir un travail c'est donc évidemment essentiel, mais on n'a pas de travail si l'on n'a pas aussi un toit sur la tête !

Il faut donc aussi poser la question du logement, une autre immense inquiétude de nos concitoyens, l'autre préoccupation essentielle de la France des oubliés.

Là aussi, l'Etat a renoncé à son rôle de protecteur, et là aussi le descenseur social fonctionne à plein.

Là encore il n'y a pas de fatalité ! L'accès au logement, et chaque fois que c'est possible à la propriété, est un droit essentiel du citoyen.

Vivre avec la peur au ventre de ne pas pouvoir payer les mensualités du prêt immobilier que l'on a contracté et de se voir reprendre sa maison et jeté à la rue, vivre avec la trouille de ne pouvoir payer son loyer et de risquer l'expulsion, être dans l'incapacité de louer un bien parce que son salaire est trop bas ou précaire ou partiel n'est pas supportable.

Il faut donc, d'abord avoir le courage de poser la question de l'accès au logement social, et la question de la priorité nationale dans l'habitat social.

Oui, les Français, et quelles que soient leurs origines, doivent avoir un accès prioritaire au logement social ! En jouant la carte hypocrite d'une pseudo-générosité avec la terre entière, qui consiste d'ailleurs trop souvent à donner la priorité à des familles tout juste débarquées sur notre territoire et parfois même illégales car polygames, on asphyxie le logement social.

La France n'hébergera pas le monde entier, dans des conditions souvent déplorables, qu'on se le dise. Et si elle veut continuer à le faire, il y aura toujours 1,2 million de foyers en attente de logement social. Il y aura toujours plus de 120 000 pauvres hères à la rue, les plus oubliés des oubliés. C'est révoltant !

Si on ne construit pas chaque année l'équivalent en logements de la ville de Rennes pourquoi fait-on entrer chaque année en immigration l'équivalent de la ville de Rennes ? 200 000 personnes ! Et encore légalement ! Sans compter les clandestins dont le gouvernement minimise consciencieusement les chiffres.

On asphyxie les classes populaires et moyennes en refusant d'arrêter l'immigration et de réformer la politique de l'habitat.

Oui, je veux redresser le logement social, je veux que les plus pauvres d'entre nous, les accidentés de la vie, puissent y avoir accès, et pour cela il n'y a pas d'autre solution que de poser cette règle de justice qu'est la priorité nationale. La règle qui veut que les Français soit les premiers servis dans leur pays.

Car, mes chers amis, réfléchissons-y : la priorité nationale n'est rien d'autre qu'un protectionnisme social. Un patriotisme social.

Et vous percevez là toute la cohérence de mon projet présidentiel : protectionnisme économique et protectionnisme social, patriotisme économique et patriotisme social, pour inverser le descenseur social.

Pour permettre à la France qui descend, aux classes moyennes qui descendent, aux plus pauvres tout en bas, aux plus âgés délaissés, de se relever, de partir en avant, de donner une chance à leurs enfants !

Dans le même temps que j'instaurerai le protectionnisme social pour le logement social, je ferai réaliser un audit sur les conditions d'occupation actuelles de ces logements. Je refuse les abus, et je les combattrai, parce qu'ils sont l'injustice même, et l'aggravation des inégalités.

Je poserai aussi le principe de responsabilité : en cas de dégradation d'un logement social, les sanctions devront être beaucoup plus lourdes et l'expulsion plus rapide : Parce qu'il est inadmissible qu'on souille le bien public, qu'on dégrade ce que la communauté nationale vous paie. Et le logement social en fait à l'évidence partie !

On aide mieux quand on est plus exigeant. Cette règle fondamentale, je la poserai partout comme principe.

Les aides au logement seront concernées par cette réforme de fond.

Il faut simplifier un système d'aide aujourd'hui très opaque, et le recentrer sur ceux qui doivent naturellement en être les premiers bénéficiaires, dans le cadre du protectionnisme social : je pense aux familles nombreuses, aux femmes élevant seules leurs enfants, aux étudiants et aux jeunes travailleurs, à nos séniors prématurément jetés du marché du travail, aux personnes âgées isolées et aux personnes handicapées.

Je ne supporte pas l'injustice, et dans le logement elle est trop souvent criante. Voilà pourquoi je veux la combattre, et m'en donner les moyens !

Quant à l'accession à la propriété, elle est une question philosophique importante : nous croyons à la propriété, et nous la souhaitons pour chacun d'entre nous, même pour le plus petit, aujourd'hui oublié.

L'accession à la propriété doit être dynamisée, en incitant fiscalement à la création de logements neufs.

En mettant en place un « chèque premier logement » qui sera un crédit d'impôt pour les jeunes accédant pour la première fois à la propriété.

Je crois beaucoup à ce coup de pouce essentiel que représentera le chèque premier logement, et j'en ferai un point central de ma politique du logement.

Nous n'avons pas le droit de baisser les bras : le logement est une priorité assumée de mon projet présidentiel, et je compte bien tout entreprendre pour gagner cette bataille du logement !

Voilà toute une gamme de mesures qui s'inscrivent dans la même dynamique, et qui visent le même résultat : redresser la France qui descend, donner des raisons d'espérer à nos classes moyennes, à nos jeunes, qui auront demain la lourde tâche de mener notre pays vers son glorieux destin.

Mes chers compatriotes, trop de déceptions, trop de souffrances engendrées par des promesses de campagne sans lendemain, des promesses de campagne insincères, et lâches ont éloigné trop de nos compatriotes de la politique avec un grand P.

Je suis la seule candidate à avoir présenté un projet présidentiel détaillé pour la France, à avoir le courage de l'exposer en toute transparence, à avoir un projet qui ne laisse aucun secteur de la vie sociale à l'écart.

Quand les autres se chamaillent à coup d'insultes dignes d'une cour de récréation, « pauvre con » contre « sale mec », j'avance, je trace mon sillon, je vais à la rencontre de ceux que tout en haut on a oubliés, innombrables.

Au plus profond de mon cœur, je sais que la France éternelle nous appelle, nous attend !

Je sais que la France attend son heure, l'heure de sa renaissance !

Je perçois furieusement son désir, son besoin de porter à sa tête des hommes et des femmes qui l'aiment profondément, qui lui seront pleinement dévoués.

Je le sais au plus profond de mon âme, et je mènerai ces hommes et ces femmes au service de leur patrie !

La France a un bel et long avenir devant elle. Il y a de la place pour toutes les filles et tous les fils de France.

Aidez-moi ! Suivez-moi ! Avez Emile Zola crions que « la vérité est en marche, et que rien ne peut plus l'arrêter »

! Laissez parler votre raison, écoutez votre cœur gonflé d'amour pour notre pays, et venez vous battre pour la France avec moi, de toutes vos forces, de toute votre âme !

Vive la République ! Vive la France !

Université d'été 2013 : Discours de Marine Le Pen 15 septembre 2013

Mes chers compatriotes, de Marseille, de métropole, d'outre-mer et de l'étranger,

Je pense que nous pouvons être fiers de ces universités d'été.

Vos interventions, vos contributions, vos réflexions, à toutes et à tous, sont pour moi une matière utile. J'ai toujours besoin de ce terreau, le terreau fertile de vos idées, pour continuer à enrichir mon projet pour la France !

Merci à tous les intervenants ! Et bravo !

La réussite de ces universités, c'est un événement en soit, mais c'est aussi la poursuite d'une dynamique.

Comme vous, je la vois à l'œuvre depuis quelques années déjà, mais je la sens accélérer.

Nous avons continué en 2013, année pourtant sans élection, un très sérieux travail de fond.

Et nous avons connu depuis le début de l'année beaucoup de succès.

Je ne parle pas des sondages, qui montrent bien entendu une adhésion croissante à nos idées, et nous laissent espérer de grandes réussites aux élections à venir. Toujours nous progressons, toujours nous montons ! Bien sûr nous nous satisfaisons des bons chiffres que nous prenons comme des encouragements.

Mais je veux surtout parler de nos réussites concrètes, celles qui ont jalonné les derniers mois et qui ont renforcé la place du Front National.

Je pense bien entendu aux élections partielles.

L'élection de l'Oise d'abord, que notre candidate Florence Italiani a failli remporter ! Cette élection a fait date parce qu'elle a montré que nous avons maintenant des capacités de progression et de rassemblement qui surpassent toutes les prévisions !

Et je pense aussi à l'élection de Villeneuve-sur-Lot où Etienne Bousquet Cassagne a plus que fait trembler l'UMPS ! Alors que tous les partis du système s'étaient ligüés contre sa candidature, il a lui aussi fait exploser les compteurs.

Ces deux partielles sont une extraordinaire motivation pour nous, le camp des patriotes !

Elles montrent que le soi-disant front républicain est mort, que la funeste bipolarisation de la vie politique est enterrée et surtout, que les électeurs, de plus en plus, adhèrent à nos idées, que le vote Front National, moins encore que les autres, n'est un vote protestataire, mais, au contraire, qu'il est un vote positif, d'adhésion, assumé, plein d'espoir !

Et notre succès, en cette année 2013, peut-être le plus grand, c'est d'avoir approfondie notre présence dans tous les débats politiques, dans les débats entre Français, d'être incontournable puisque, vous le voyez bien : quel que soit le sujet abordé, nous sommes au centre des discussions.

A tel point que le Parti Socialiste, toujours bien inspiré par Rantanplan Harlem Désir, a choisi de consacrer son université d'été, non pas au chômage, non pas à la croissance, encore moins à chercher des solutions pour améliorer la vie des Français, mais au Front National !

Voilà le Parti Socialiste qui veut se lancer dans la « déconstruction » de notre programme ! Mais c'est bien la preuve, mes chers amis, que notre programme est au cœur de toutes leurs préoccupations ! Qu'ils viennent, nous les attendons avec gourmandise !

Et l'UMP aujourd'hui comme hier, par la bouche cette fois de François Fillon, parle de nous, parle de nous sans relâche. Oh, elle parle aussi beaucoup d'elle l'UMP, ça on ne peut pas lui enlever. Elle passe même son temps à se regarder le nombril.

A l'UMP, on se regarde aussi beaucoup les uns les autres, en chiens de faïence ! Mais à l'UMP, la vraie préoccupation essentielle, c'est le FN ! C'est notre progression ! Et c'est l'adhésion croissante des Français à nos idées !

Oui, mes chers amis, l'obsession qu'ils ont pour nous est un nouveau point commun entre le PS et l'UMP, un énième point commun et c'est un aveu de taille de leur part. L'aveu que la seule chose qui les inquiète n'est pas l'aggravation de la situation personnelle de chaque Français, mais la défense de leurs intérêts électoraux et politiques.

Ça, pour sauver leurs postes, leurs fauteuils, leurs mandats, ça cogite, ça blablate, ça se réunit. Les Français eux... attendront !

Alors si nous sommes aujourd'hui si hauts, si nous sommes aujourd'hui aussi présents dans le cœur et l'esprit des Français, si nous sommes de plus en plus capables de rassembler les patriotes et représentons objectivement la seule force politique porteuse d'espoir, si tous les regards convergent vers nous, si nos anciens, qui ont une longue expérience de la vie politique, sont en train de nous rejoindre en masse, et qu'ils comprennent où est la sincérité et où se cachent les mensonges, ce n'est pas le fruit du hasard.

J'entends parfois dans la bouche de certains commentateurs partisans, ces petites phrases, ces petites analyses de comptoir, presque aussi méprisantes qu'indigentes, qui consistent à conclure par paresse intellectuelle que le Front National ne progresse que parce que la situation de la France se détériore.

Ces réflexions (qui leur évitent de se remettre en cause) sont aussi la conséquence de la peur du système pour lui-même.

Ce système qui sent bien qu'il est à bout de souffle, en bout de course ; il ne pense plus, il rabâche, il n'argumente plus, il radote et fini par renvoyer sa véritable image comme le célèbre portrait de Dorian Gray- sclérosé, rabougri, desséché.

Face à eux, nous représentons la vie, l'énergie, l'imagination, l'espérance, une nouvelle jeunesse pour la France. Et chacun s'accorde à constater que nous menons une action de grande ampleur, pensée, sérieuse, méthodique, et que nous gagnons en efficacité.

Notre stratégie est payante. Elle nous fait entendre et comprendre, elle nous permet de rassembler un nombre croissant de Français. Et comme nous devons aller plus loin, comme nous devons connaître davantage de succès électoraux, comme nous avons de très hautes ambitions pour les scrutins de 2014, et les suivants, nous devons poursuivre et intensifier notre stratégie

Cette stratégie, qu'elle est-elle ?

Notre stratégie, c'est d'abord la mise en action d'un principe très simple : toujours privilégier les intérêts de la France et du peuple français. A la différence de beaucoup d'autres, nous ne nous inféodons à personne. Nous sommes indépendants, et de cette indépendance, nous tirons notre discours de vérité ; nous sommes toujours ceux qui cherchent ce qui est bon pour la France et les Français.

C'est pour cela que nous ne sommes affiliés à aucun camp : ni la droite, ni la gauche, toutes deux en échec parce que partisans. Notre seul camp, c'est celui de la France !

Notre stratégie, c'est aussi de parler de tous les sujets, et de faire des propositions sur tous les sujets. Aller sur tous les fronts. Il n'y a plus un domaine du débat public où nous ne soyons présents.

Et beaucoup dont nous sommes les seuls à parler, imposant le débat, sans tabou : l'Europe, l'euro, la mondialisation, l'immigration.

Notre stratégie, c'est aussi d'aller partout sur le territoire, à la rencontre de tous les Français, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Pour les municipales, nous voulons des listes partout en France, et je vous annonce qu'à cette date 623 têtes de listes ont déjà été investies !

Vous savez aussi que j'ai entamé début 2013 un tour de France des oubliés, au plus près des réalités des Français, dans toute la France, de toutes les conditions sociales, il m'a permis de constater à quel point dans nos campagnes, dans nos lointaines banlieues, dans tous ces coins de France méprisés de tous nous sommes attendus, nous sommes espérés !

J'achèverai bientôt ce tour de France à Brachay, petit village où je me suis déjà rendue pendant la présidentielle, village symbole de l'oubli dans lequel des pans entiers du territoire se trouvent.

Et notre stratégie enfin, ne l'oublions pas, parce que c'est aussi le cœur de nos ambitions, c'est une volonté farouche de rassembler les Français.

Droite et gauche divisent, fragmentent la société. Par leurs mensonges, par leurs échecs, par leurs tactiques permanentes de communication et de diversion. Nous sommes à l'inverse les garants de l'unité nationale, nous luttons contre les ferments de la division.

Parce que nous n'avons qu'un seul credo : unis les Français sont invincibles.

Je crois profondément à cette idée : je crois que les Français peuvent tout quand ils ont confiance en eux, et qu'ils se sentent profondément unis, en la France.

Mais je sais aussi, malheureusement, l'état actuel de désespérance de la société française.

Je sais que depuis l'élection de François Hollande, la déception face à la gauche ressemble étrangement à la déception éprouvée face à la droite auparavant.

Je sais le dégoût qu'inspire aujourd'hui la classe politique, inconsistante et inconséquente, à la plupart des Français.

Je sais qu'ils sont atterrés devant ce concours du pire auxquels se livrent UMP et PS, Nicolas Sarkozy puis François Hollande. Je les comprends.

Je sais les ravages de l'insécurité. Si forte ici à Marseille qu'on peut parler de parties du territoire national désormais hors de la République, hors de l'Etat de droit.

Je sais le retour aux féodalités, à la barbarie, et je sais que chacun en souffre, parfois dans sa chair.

Vous en savez quelque chose à Marseille. Les règlements de compte ne sont que la partie la plus voyante d'une insécurité quotidienne et les ministres ne viennent que pour la photo.

Monsieur Valls réunit les élus qui, depuis quarante ans, montrent leur incompetence dans le cadre d'un « pacte », comme le terme est bien choisi ! Il n'en oublie aucun, y compris ceux mis en examen ou condamné à de la prison ferme.

On finira même par être flatté d'avoir été écarté par Monsieur Valls de cette énième pitrerie car, bien évidemment, il a refusé de convier le Front National qui ne représente, il est vrai, qu'un ¼ de la population !

Monsieur Valls craignait d'entendre Stéphane Ravier exposer les solutions que les Français attendent.

Il n'y a pas d'exception marseillaise. Il n'y a qu'une préfiguration marseillaise. Il suffit de lire les faits divers. La gangrène criminelle s'étend peu à peu à toute la France. Aujourd'hui, même les campagnes et les bourgs ruraux ne sont plus épargnés.

Et n'en déplaise à Monsieur VALLS, les chiffres parlent même s'il cherche à les faire taire et la violence s'apparente de plus en plus à un terrorisme des rues dont le but est, certes, de voler ou de tuer mais aussi de terroriser la population avant de la soumettre.

Je mesure plus que jamais à quel point la France est déstabilisée.

Je sais à quel point la France est aujourd'hui déstabilisée, dans ses rapports humains, profondément dégradés, je viens de parler de l'insécurité, je pourrais aussi parler de l'immigration, du communautarisme, de l'affaiblissement de l'identité française, bref de tous ces maux qui ruinent notre capacité collective à la fraternité et à l'unité.

La France est déstabilisée dans ses valeurs profondes que les politiques de droite comme de gauche remettent en cause.

Déstabilisée dans le rapport au travail, aujourd'hui souvent une souffrance, dans le chômage, la précarité des salariés (la part des embauches en CDD s'est élevée à près de 82 % au 3^{ème} trimestre 2012), le sentiment de ne plus récolter le juste salaire devant les profits exorbitants des grandes sociétés, devant les gains sans limite de la finance internationale, de la spéculation, de la banque.

Déstabilisée car terre sans usines qu'on voudrait sans avenir !

La France est déstabilisée dans tout ce qui fait sa noblesse et sa grandeur.

Aujourd'hui, la France est rabaisée, sans cesse.

La France ne peut plus rien.

La France n'est plus rien.

On ne peut plus rien faire sans penser « Etats-Unis » ou « Europe ». Politique étrangère, souveraineté économique, culture, éducation, modèle social, plus rien de ce qui était autrefois une part constitutive de la grandeur française ne semble pouvoir exister aux yeux d'élites ou pour l'ailleurs les yeux de Chimène.

Je pourrais vous parler de tout cela pendant des heures tant cette petite boutique des horreurs politiques m'indigne.

Mais je ne le ferai pas.

Je ne suis pas là pour me lamenter avec vous sur la bassesse de ceux qui nous gouvernent depuis 30 ans. Je ne suis pas là pour faire des constats, continuer de regarder, de déplorer bien sûr, la nuit qui tombe sur la France.

Non, je veux vous dire aujourd'hui ce qu'il est possible de faire.

Je ne supporte plus comme vous le discours sur le « ce n'est pas possible ». Je ne veux pas que vous désespériez, et je veux porter un espoir.

Je sais que la France a besoin de nous. Je sais que la France compte sur nous, pour que nous puissions bientôt, au pouvoir, la remettre d'aplomb. Alors je veux dire aujourd'hui, par votre intermédiaire, à la France, quelle est ma perspective française.

Les 4 grands axes de la perspective française

Une France libre

Il faut d'abord à la France retrouver sa liberté. Sa liberté en tant qu'Etat, sa liberté en tant que Nation.

Une France libre, c'est une France souveraine et indépendante!

Deux notions inextricablement liées : de l'une, la souveraineté, dépend la réalité politique -pour ne pas dire métaphysique- de notre pays, de l'autre, l'indépendance, dépend sa grandeur.

C'est dans les choix de politique étrangère que s'exprime l'indépendance d'un pays. Cela ne signifie pas avoir en toute circonstance un avis contraire et opposé à celui de nos voisins ou alliés, mais cela signifie que l'on doit être capable d'avoir un avis différent.

La France ayant ses propres intérêts à défendre, elle ne peut et ne doit définir sa politique étrangère qu'en fonction d'eux.

Cette diplomatie forte et indépendante –et devrais-je dire forte CAR indépendante !- est celle qui a caractérisé la voix de la France dans le monde pendant des décennies, et qui a fait de notre pays un modèle pour les peuples qui aspiraient à retrouver le chemin d'une souveraineté nationale !

Oui, je le crois, il y a quelque chose de français dans l'attitude de l'Inde, de la Chine, de la Russie, du Brésil, de l'Argentine ou encore du Vénézuéla, à travers cette capacité à dire « non » aux puissants quand leurs intérêts sont en jeu.

Refus de l'atlantisme, volonté d'être une puissance d'équilibre, nécessité de l'existence d'un monde multipolaire. Il existait jusqu'à peu bon gré, mal gré, une certaine constance dans la diplomatie française. Il n'en est plus rien. Elle fut brisée d'abord, par Nicolas Sarkozy : alignement systématique de la France sur les Etats-Unis, réintégration du commandement intégré de l'OTAN, réorganisation de nos implantations militaires à l'étranger loin des zones de notre influence naturelle, de l'Afrique vers le Moyen-Orient.

Affaiblissement impardonnable de nos armées et réduction de leur format. En 2011, la France se rendait complice de l'assassinat d'un dirigeant étranger et plongeait la Libye dans un chaos islamiste dont elle ne s'est jamais relevée.

Pour la première fois depuis longtemps, un président de la République déshonorait la France à l'international. Nous nous rassurions alors comme nous pouvions, Sarkozy ne devait être qu'une « parenthèse » dans l'histoire de France.

Hélas encore, nous nous trompions.

La France aujourd'hui, ridiculisée comme jamais par des dirigeants incompetents, incohérents et nuisibles, récidive en Syrie.

Qui aurait deviné, que sous ses airs placides de modeste président du conseil général de Corrèze, François Hollande cachait un belliciste aussi zélé ? Plus soumis encore à Obama que Tony Blair en son temps à Georges W.Bush.

Cette soumission est telle que l'on devine même chez les Américains une forme de gêne, et chez certains Anglais une évidence de jalousie, semblable à celle de l'épouse légitime envers la maîtresse...

Plus inquiétante encore est notre soumission à des pays qui n'ont avec nous aucun lien historique ni culturel, seulement des liens d'argent sonnant et trébuchant et dont l'ensemble de la politique internationale vise à armer le fascisme vert, je veux parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar.

Ces deux pays, arrière-garde de tous les mouvements djihadistes internationaux, alimentent, à force d'armes et d'argent, le terrorisme et la guerre non seulement en Syrie, mais aussi au Sahel, en Afghanistan ou bien en Libye. La France, maitresse des USA, devenue catin d'émirs bedonnants...

Très clairement, je romprai avec cette diplomatie du renoncement et de la servitude !

Je redonnerai sa voix à la France, son rôle spécifique dans le monde !

Toute mon action portera au service de ses intérêts et de ses intérêts seuls.

Je renouerai des partenariats privilégiés avec toutes les zones d'influence du monde et je ne permettrai à aucun pays de décider à la place de la France qui est fréquentable et qui ne l'est pas.

Une diplomatie forte suppose également un outil militaire et de renseignement digne de ce nom. Une armée pleinement autonome, sans carence capacitaire, dotée des moyens matériels et humains nécessaires.

Je reconstituerais un arsenal militaire à la hauteur des ambitions que je nourris pour la France et je graverai dans le marbre de notre Constitution cette limite minimale de 2% du PIB pour notre budget militaire !

N'oublions jamais : l'industrie de défense ce sont des centaines de milliers d'emplois et l'un des plus puissants moteurs de la recherche et du progrès technologique ; il s'agit d'un investissement d'avenir par excellence !

La politique d'indépendance que je porte a eu ses modèles, et ses antécédents ont souvent couvert d'honneur et de gloire l'histoire notre pays.

Et la vérité nous oblige à nous souvenir qu'il fut un temps pas si lointain où la France se devait seulement d'être française, ni américaine, ni soviétique. Libre de ses choix politiques, maitresse de son destin. Un temps où notre pays était armé moralement, politiquement, économiquement et bien sûr militairement.

Il fut un temps pas si lointain où, aussi profondes que fussent ses plaies, la France était souveraine. Des Institutions fortes, une monnaie, des frontières, une armée gagnant en puissance. La France avait tous les attributs de la souveraineté. Elle pouvait traduire sa volonté politique en actions concrètes, toujours au service de ses intérêts.

Alors, ne venez pas me dire que ça n'est pas possible !

Vous l'avez compris, nous avons donc le double devoir impérieux de récupérer et notre indépendance et notre souveraineté ! Ce qu'assurément je ferai, à l'instant même où le peuple français m'aura donné sa confiance!

La souveraineté n'est pas un artifice de communication, un gadget ou un slogan électoral. C'est LA donnée fondamentale de tout pouvoir politique, de tout pouvoir qui prétend en être un. Elle n'est surtout pas dépassée, elle est l'instrument du futur, du rebond et de la liberté !

Regagner notre souveraineté c'est retrouver notre liberté législative quand l'essentiel de nos lois sont décidées à Bruxelles et imposées aux Français à leur insu ou contre leur gré.

C'est retrouver notre liberté budgétaire : la dernière des prérogatives qu'il restait aux parlementaires, qu'ils ont eux-mêmes transférée à la Commission européenne, pour faire mine aujourd'hui de batailler entre eux sur un budget dont ils n'ont plus la maîtrise.

C'est retrouver notre liberté monétaire pour qu'enfin la France ait une monnaie adaptée à son économie, et qu'elle retrouve la possibilité de financer sa dette aujourd'hui laissée à des marchés financiers prédateurs ;

C'est retrouver des frontières -enfin !- frontières économiques pour mettre en œuvre un protectionnisme intelligent, ainsi que le font l'immense majorité des pays du globe, frontières migratoires pour contrôler les flux humains et lutter contre les trafics et les réseaux criminels. Tout cela mes amis, suppose la remise en cause sans délai de l'Union Européenne.

Et parce que je crois en la démocratie, je me tournerai vers les Français par référendum pour leur demander leur avis sur notre appartenance à l'Union européenne !

Et sans délai, je ferai retirer les drapeaux européens, aujourd'hui symbole de soumission, de nos édifices publics et j'y mettrai partout des drapeaux nationaux !

Ainsi, je ne parle pas de l'Europe pour le plaisir de parler de l'Europe. Mais parce qu'il faut que les Français soient plus nombreux à comprendre qu'on ne peut rien faire sans défaire cette Union Européenne.

La souveraineté c'est aussi la reconnaissance d'un souverain, au-dessus duquel rien ni personne ne porte. En France ce souverain, c'est le peuple !

Or l'Histoire a montré que son autorité n'était pas absolue, quand de serviles parlementaires se sont autorisés à bafouer sa volonté, commettant une faute si lourde qu'ils n'en paieront probablement jamais le prix.

En adoptant en 2008 un Traité européen contraire à la volonté populaire librement exprimée moins de trois ans plus tôt, ces parlementaires se sont rebellés contre leur souverain légitime !

Ce précédent est le coup le plus rude jamais porté à la Démocratie depuis la Seconde Guerre mondiale.

En conséquence de cette trahison, je retirerai au Parlement son pouvoir constituant, qui sera désormais l'apanage exclusif du peuple. Aucun texte fondamental, ni aucun Traité européen ne pourra plus passer sans l'accord du peuple souverain.

Je mettrai par ailleurs en place un véritable référendum d'initiative populaire, pour que les Français, par eux-mêmes, se saisissent, s'expriment et tranchent les questions de leur choix.

Mes amis, d'une certaine manière notre tâche est autrement plus ardue que les épreuves du passé.

Nous combattons un ennemi que nous ne voyons pas et qui pourtant chaque jour remporte de nouvelles victoires.

Le projet est connu, mais ses auteurs se cachent : détruire la France, son identité et son pouvoir, pour lui substituer une entité supranationale et illégitime, au service exclusif du Marché et des puissances d'argent.

Nous évoluons dans un monde pernicieux, dominé par le mensonge, par la communication où le pouvoir, subrepticement, est passé des mains du peuple à celles d'individus non-élus. Des gens parfaitement étrangers au destin de la France et qui ont pu compter sur l'extraordinaire servitude d'une élite française indifférente au sort de la Patrie.

Nous nous battons contre des forces aux capacités redoutables, mais qui n'ont cependant pas encore mesuré la puissance intrinsèque du peuple français, quand celui-ci reprend la conscience de lui-même et de son unité !

Une France sûre et unie

Une France libre à l'extérieur ne peut être qu'une France sûre à l'intérieur.

Car la première des libertés individuelles est la sûreté, la liberté d'aller et de venir. Et il n'y a aucune fatalité à ce que nous vivions dans une société de plus en plus conflictuelle, de plus en plus barbare, de plus en plus anxiogène. La France doit redevenir sûre parce qu'il en va de notre cohésion nationale, de la sécurité des plus vulnérables et de notre prospérité !

Je veux que tous les Français et aussi, je le dis avec force, toutes les Françaises puissent circuler librement, en toute sécurité et partout sur notre territoire national, dans tous les quartiers de nos villes, à toute heure du jour et même de la nuit.

Assez de ces zones où le seul droit est celui des délinquants et des trafiquants

Assez de cette extension du domaine de l'insécurité par des bandes organisées de cambrioleurs itinérants !

Assez de ces rodomontades ministérielles qui n'arrivent même plus à dissimuler le laxisme d'État, hier comme aujourd'hui !

Je veux en finir avec la politique de l'excuse.

Je veux en finir avec la pseudo-pédagogie de Madame Taubira, ou avant elle de Madame Dati, et de tous leurs alliés en bien-pensance, qui fournissent les rangs de l'UMPS.

La sanction doit être appliquée dès la première transgression de la loi, dès le premier délit, même le plus petit.

La sanction doit toujours être appliquée, et vite, surtout pour les mineurs. Il faut bannir toute impression d'impunité.

Parce que la sanction est aussi éducation. Sans sanction, aucune éducation n'est possible.

J'ose le dire : la sanction, la sanction réelle, la sanction appliquée est la meilleure des dissuasions, la meilleure des préventions.

J'ose aussi rappeler à Madame Taubira une évidence claire : au moins pendant le temps de l'incarcération, la société est protégée de la récidive.

Et parce que la sanction, c'est la justice que l'on rend à la victime. N'oublions jamais la victime. Pensons d'abord à elle ! Et ensuite seulement au délinquant, ou au criminel.

D'où vient cette insécurité grandissante ?

De ce laxisme d'Etat avec lequel je romprai. Mais aussi pourquoi le nier de l'immigration, de l'immigration massive, de l'immigration incontrôlée, de l'immigration favorisée.

200 000 entrées légales chaque année depuis 10 ans, et combien de clandestins ?

Je le dis et ne fais que dire une évidence juridique : chaque clandestin est un délinquant. Dans un État de droit, être sans papier est un délit.

Or, c'est aujourd'hui un délit sans peine et même, disons-le, un délit rémunérateur et quasiment récompensé.

Aide sociale, logement d'urgence social, scolarisation gratuite, AME, autant de pompes aspirantes qui finissent par rendre la situation hors contrôle et la situation du délinquant plus appréciable que celle des honnêtes gens.

En nous privant avec Schengen du contrôle de nos frontières, l'Union européenne nous a privé aussi de notre capacité à assurer notre sécurité.

Et, à partir du 1er janvier prochain, ce sera encore pire.

Les Roms seront chez eux en France avec l'ouverture totale des frontières avec la Roumanie et la Bulgarie. Ils deviendront inexpulsables. Ces pompes aspirantes marcheront alors à plein régime avec des conséquences inédites.

Les Français doivent exiger l'abrogation de Schengen et ne pas accepter de plier devant les apôtres du laisser-aller, du laisser-faire, du laisser-venir.

Quant au droit d'asile, il est aujourd'hui totalement dévoyé, devenu une vulgaire filière nouvelle d'immigration clandestine, ayant subi une hausse de 74 % dans les 5 dernières années.

Je demande d'ailleurs l'abrogation immédiate de cette loi qui oblige les préfets à loger, pendant le temps d'instruction de leur dossier, soit en moyenne 18 mois !, les étrangers en attente d'un éventuel statut de réfugiés politiques et ce avant les citoyens français.

Je demande que les prestations familiales soient réservées aux Français, quelle que soit leur religion ou leur absence de religion, quelles que soient leurs origines ethniques ou la couleur de leur peau, mais aux seuls Français, aux seuls qui ont la nationalité française !

Je demande que les emplois, en ces temps de chômage, soit accordés en priorité aux Français. Et ma conception est la même pour les logements sociaux, au nom d'une saine justice.

Je demande que les Français ne soient pas obligés d'abonder au train de vie des criminels et des récidivistes d'habitudes. Il faut donc leur supprimer les aides sociales.

A fortiori quand le délire fiscal qui a fait créer en deux ans à Nicolas Sarkozy et François Hollande 84 taxes nouvelles- près de 30 milliards d'alourdissement fiscal chacun- payées par des Français aujourd'hui sur la paille.

Je demande que les travailleurs français soient protégés contre toutes les concurrences déloyales à commencer par celles dont ils sont victimes sur le territoire national.

Je demande enfin une politique de prévention qui repose sur les fondements mêmes de la République.

C'est bien beau d'afficher une charte de la laïcité dans toutes les écoles de France. Mais ce simple geste est déjà l'aveu d'un échec.

Plus d'un siècle après la loi de 1905, il faut écrire noir sur blanc des principes qui étaient il y a encore 20 ans des évidences.

Quelle force aura cette charte alors que la Cour de Cassation, en vertu des directives européennes, à condamner la crèche Baby Loup qui avait licencié une salariée qui portait le voile alors que l'on n'a même pas été capable de protéger le personnel de cette crèche qui, sous les menaces de représailles, a dû déménager !

Et puis, le texte de monsieur Peillon ne prend pas en compte la réalité de l'histoire de France, la réalité de notre culture. Pour comprendre la nation française, la République française, il faut connaître et admettre ses fondements chrétiens.

N'en déplaise à certains.

D'ailleurs, aucun problème concret n'y est abordé, ni la nourriture hallal dans les cantines scolaires, ni le voile à l'université, ni la séparation des sexes dans les piscines.

Cette opération de com est encore un aveu que le système se complait dans la politique de l'affichage.

Cette « charte pour rien » ne peut mettre fin à ce multiculturalisme qui fragmente la population de la France selon la religion et les origines.

La Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne et même les Etats-Unis constatent l'échec du multiculturalisme et de la discrimination dite positive.

En France, la droite archaïque et la gauche obsolète n'ont encore rien appris, rien compris. L'UMP et les centristes se sont empressés d'apporter leur soutien au socialiste Peillon, espérant benoîtement qu'un bout de papier punaisé dans un préau puisse régler les problèmes qu'ils ont créés.

Voilà quarante ans, de Valéry Giscard d'Estaing avec son regroupement familial à François Hollande avec ses naturalisations pour tous, droite et gauche encouragent cette immigration massive, pour le plus grand plaisir du MEDEF et des grands patrons voraces.

Et bien ce n'est pas l'avenir que je veux pour la France !

L'assimilation à la nation française est indispensable et elle ne se fera qu'en arrêtant l'immigration légale et clandestine, en rappelant des règles claires et fermes et en redonnant à chacun la fierté d'être français !

Dans le même temps, ils démantèlent l'Ecole de la République, creuset culturel, outil de l'assimilation de tous les Français dans un seul espace public national. Là non plus il n'y a aucune fatalité.

Je veux une Ecole qui transmette les savoirs.

Je veux une Ecole qui transmette notre histoire.

Je veux une Ecole qui apprenne le respect, à commencer par celui des enseignants.

Je veux une Ecole qui s'accroche au bon sens et qui tourne le dos aux dingueries pédagogistes.

Une école de la tranquillité, de la sécurité, de la sérénité.

Je veux en un mot le redressement de l'Ecole de la République.

Je sais que nos amis du Collectif Racine, regroupement d'enseignants, de professeurs, amoureux de l'école et de la France, s'y emploient avec passion et rigueur. Qu'ils aient tous nos encouragements, et vos applaudissements !

La France est une et indivisible. C'est cette France que j'aime. C'est cette France que nous aimons. Cette France où nous sommes tous égaux dans l'espace public, où chacun d'entre nous est libre dans la sphère privée, où peut alors régner une harmonie fraternelle.

C'est cette France unie que je défends.

Cette France qui mettra fin aux haines et aux divisions, cette France qui fera passer le rouleau compresseur républicain et qui bannira le communautarisme.

Cette France rassemblée qui ne reconnaîtra qu'une seule communauté, la communauté nationale !

Cette France qui n'aura pas peur de s'aimer et de s'afficher.

Cette France de la fraternité entre les Français, où toutes et tous ne seront que Français, et rien que Français !

Une France prospère

Ma perspective française, c'est cette France sûre et unie, et c'est aussi naturellement une France prospère, une France redressée, une France innovante, industrielle, agricole, une France qui se retrousse les manches, une France au travail qui offre un emploi à chacun et qui cesse de se faire marcher sur les pieds dans la mondialisation !

Pas de perspective française, pas d'avenir pour nos jeunes, pas de dignité pour nos anciens, sans redressement économique et social !

La terre de France je ne la crois pas un instant condamnée à n'être qu'une vaste friche industrielle ou un terrain de jachère. Je ne me résous pas à ce que les files d'attente devant Pole Emploi soient plus fournies que celles devant les grilles de nos usines !

Je crois profondément au génie français. J'ai une confiance totale dans nos savoir-faire, la formation d'excellence que nos écoles savent encore donner. J'ai la certitude que si on lui propose un grand dessein le peuple de France, étudiants travailleurs, retraités, créateurs, chercheurs aura à cœur de travailler d'arrache-pied pour se relever !

Alors, oui mes chers compatriotes, je fixe en matière de prospérité trois grands objectifs, et je ne fais qu'une seule promesse : tout mettre en œuvre pour les atteindre !

Ces trois objectifs sont simples : redonner du travail au Français, remettre la justice là où il n'y a plus qu'injustice, et faire de la France un pays qui produit !

Ces objectifs – le travail, la justice, la production – ne sont pas des mots lancés en l'air. Et bien sûr, on ne les atteindra pas par je-ne-sais-quel-miracle, en claquant des doigts, ou en répétant ad nauseam les mêmes mensonges sur une croissance mirage qu'on invente de toutes pièces pour tromper et tromper encore une opinion publique légitimement en colère !

Ces objectifs – travail, justice, production – tranchent avec les discours lénifiants de ceux qui ont tout échoué depuis si longtemps mais qui par la grâce d'un retour aux affaires voudraient nous faire croire qu'ils peuvent donner des leçons de compétence.

Nous mettrons tout en œuvre, dans la clarté et la vérité, pour remplir ce contrat que je passe avec les Français. Un contrat exigeant mais qui mérite de le porter de toutes nos forces.

Ce que je veux c'est une France qui tienne son rang face à la mondialisation sauvage. Une France qui retrouve des muscles pour faire valoir ses atouts et protéger ses intérêts.

C'est la grande bataille que je lancerai pour le protectionnisme à nos frontières nationales, un protectionnisme intelligent, tarifaire et non tarifaire, qui visera à rétablir une concurrence juste quand aujourd'hui elle est déloyale, quand aujourd'hui sans aucun respect pour quelque norme que ce soit :

- on devrait laisser sans rien dire des productions venues d'Europe de l'Est, de Chine ou d'ailleurs submerger notre marché national,
- ou l'on devrait sans réagir laisser délocaliser nos productions ou nos services, ou encore comme dans le bâtiment ou le transport par exemple, laisser nos entreprises et nos salariés être, sur notre propre territoire, victimes d'un dumping social féroce.

Pas de réindustrialisation sans protectionnisme, c'est à dire sans sortir de cette attitude naïve et suicidaire face à des concurrents qui eux n'hésitent pas à défendre et protéger leurs intérêts.

Et parce que je ne vous ai fait qu'une seule promesse : tout mettre en œuvre pour atteindre mes objectifs, je ne reculerai devant rien, et certainement pas devant les oukases ultralibéraux des grands prêtres de l'Union européenne, qui depuis des années se noient dans les mensonges de leur idéologie, mais n'ont pas le droit d'y noyer les peuples avec eux !

Pas d'emploi, pas de production, et donc pas de justice sans stopper la machine à aspirer l'industrie française, mais aussi l'industrie espagnole, italienne, irlandaise, portugaise : l'euro !

Monnaie unique, monnaie inique, invention allemande qui correspond provisoirement aux intérêts de l'Allemagne, ou plus exactement aux intérêts du grand patronat allemand, mais qui défait nos pays, qui défait, vide de son énergie industrielle et agricole la France. Machine à détruire notre compétitivité et nos exportations, à fabriquer du déficit.

Oui, je refuse les discours déclinistes des adeptes du surplace et de l'immobilisme.

Si le protectionnisme est possible dans un si grand nombre de pays du monde, il le sera demain en France, dans une France souveraine !

Si 95% des nations maîtrisent leur monnaie et leur politique monétaire, la France aura les capacités de le faire elle-aussi demain ! Comme elle l'a fait durant des siècles hier.

Je refuse de voir mon pays mourir pour les beaux yeux de la Banque centrale de Francfort.

Je refuse qu'on fasse croire aux Français que le changement serait impossible pour mieux leur faire avaler la pilule d'une idéologie moribonde.

Si le patriotisme économique ne plaît pas à l'Union européenne, et bien nous nous passerons de l'Union européenne, parce que nous voulons le meilleur pour la France !

Une France qui crée de l'emploi, de la justice, une France qui produit, c'est une France qui demain demandera par une loi à son Etat, à ses collectivités locales, à ses entreprises publiques d'acheter en priorité français !

C'est une France qui n'obéira plus aux directives insensées d'une Europe qui veut privatiser tous ses services publics, qui veut faire entrer la loi de l'ultrarentabilité et à tout prix notamment au prix de l'égalité des citoyens et, en réalité, de la prospérité des consommateurs.

C'est une France qui valorisera le travail, par une fiscalité beaucoup plus juste, pour les ménages comme pour les PME.

Une France qui n'acceptera plus de voir des retraités vivre dans des conditions indécentes.

Une France qui protégera l'environnement parce qu'elle produira sur place et non parce qu'elle aura créé 36 taxes verdâtres !

Une France qui refusera la dictature de la finance aujourd'hui maîtresse et des banques d'affaire, parce que sa Banque Centrale sera souveraine, parce que son Etat aura un cap, parce que les lobbies auront été dégonflés et la corruption remplacée par la probité et le sens du service !

Une France tournée vers l'avenir, avec son Etat comme socle solide, des muscles pour se battre et l'intelligence collective de son peuple pour avancer et inventer sans cesse !

Une France sûre d'elle-même

Mais, quand nous dessinons les perspectives françaises, nous voyons que le pire poison, mes chers compatriotes, c'est le manque de confiance en soi, c'est la dépréciation de soi, de son propre pays.

Et l'antidote à ce poison, c'est l'espérance française. Cette espérance que je partage avec vous aujourd'hui pour redonner confiance à tout un peuple, à mon peuple.

Lui redonner confiance en lui, redonner à tous les Français la maîtrise de leurs lendemains et le sentiment de leur profonde utilité.

Confiance dans nos capacités individuelles et collectives. Confiance dans notre avenir, dans notre destin, dans nos forces et nos atouts !

Confiance, oserai-je dire, dans la bonne étoile qui guide la France depuis des siècles et la hissera à nouveau demain aux premiers plans.

Nous sommes la France !

Prenez conscience de ce que cela signifie, des millénaires d'histoire qui nous précèdent, prenez conscience de l'éclat de ce nom dans le monde entier, de la gloire qu'il porte, du respect que partout il inspire, de l'honneur que nous ressentons d'en être !

Oui nous sommes la France !

Nous sommes ce pays qui peut compter sur un peuple de bon sens quand ses élites ont trahi.

Un pays unique, une nation politique, la plus politique d'entre toutes les nations du monde. Un pays qui abat l'impossible quand il est uni, rassemblé.

Nous ne sommes pas le passé, nous ne sommes pas petits, nous ne sommes pas moyens, nous ne sommes pas un musée, nous ne sommes pas une région d'Europe, nous ne sommes le vassal de personne.

Je ne veux plus qu'aucun Français en doute !

Je vous demande mes chers compatriotes de ne pas laisser vos pseudo-élites salir votre pays, et de vous battre avec la première des énergies pour faire respecter votre droit à la fierté.

Ce n'est pas le peuple français qui est faible, ce sont nos élites qui l'affaiblissent.

Ce n'est pas le peuple français qui désespère, ce sont nos élites qui nous désespèrent.

Le peuple français n'a pas peur, ce sont nos élites qui nous font peur.

Ce n'est pas le peuple français qui manque de courage, ce sont nos élites qui le découragent.

Oui, vous avez droit d'être fiers de vous, d'être fiers de votre pays. Ce n'est pas honteux, ce n'est pas criminel, c'est au contraire indispensable, et c'est ainsi que nous rayonnerons !

Je me battraï contre tous ceux qui, au plus haut niveau, n'ont cessé de rétrécir leur propre pays, qui de gré ou de force veulent le maintenir dans la médiocrité ou l'asservissement.

Nous sommes la France, nous sommes l'avenir, nous sommes nécessairement la grandeur parce que nous sommes la France !

Mes chers compatriotes, sûr de soi ne veut pas dire seul. Sûr de soi ne veut pas présomptueux. Sûr de soi ne veut pas dire irréaliste. La confiance est d'abord le reflet de l'amour que l'on porte à sa patrie.

Si la France chasse de sa tête les oiseaux de mauvais augure et les velléitaires de gauche et de droite, les portes de l'avenir lui seront grand ouvertes.

Voilà pourquoi je vous demande de croire en vous ! Et voilà pourquoi je mettrai fin à toutes les repentances !

Je ne supporte pas qu'on symbolise, par des repentances aussi inutiles, mensongères que blessantes, la volonté de rabaisser la France, cet acteur du monde qui toujours s'est battu pour l'opprimé et l'asservi et qui est encore, malgré ses dirigeants, symbole de liberté dans le monde.

Voilà pourquoi je remettrai l'enseignement de l'histoire de France au cœur des programmes scolaires. Nicolas Sarkozy avait fait disparaître Charles Martel, Henri IV, Louis XIV et Napoléon, voilà que François Hollande retire le général De Gaulle.

A ce rythme, qu'il supprime l'enseignement de l'histoire, ça ira plus vite !

Mais pour qui se prennent-ils ? Le passé ne leur appartient pas, ils ne peuvent pas en disposer à leur guise.

Je rendrai donc aux Français toutes les composantes de leur patrimoine au premier rang desquelles leur histoire glorieuse.

Le chemin du redressement que je dessine avec vous ne sera pas tous les jours facile, c'est certain.

Mais il sera vrai, il sera juste, il sera enthousiasmant.

Et il sera surtout possible si la France cesse de se lamenter sur elle-même, cesse de douter d'elle-même, cesse de se flageller, cesse de regarder toujours hier et avant-hier quand il faut résolument et de toute urgence penser à demain ! En un mot, si la France est la France.

La nouvelle politique et conclusion

Mes chers amis, vous avez compris que le chemin que je propose, que nous proposons, à la France, n'est pas celui sur lequel, avec l'UMPS, nous errons depuis des décennies.

Parce que je suis convaincue que le peuple lui sait où il veut aller, alors c'est lui qui doit reprendre la tête de l'épopée française.

Mais il ne suffit pas de savoir où l'on veut aller. Il faut aussi savoir comment on y va.

Je ne veux pas proposer aux Français de continuer à faire de la politique comme on en fait en France depuis maintenant trop longtemps.

Le fossé qui sépare le peuple des politiques est devenu un gouffre. Le divorce entre la classe politique traditionnelle et les Français est consommé et c'est un divorce pour faute, aux torts exclusifs de l'UMPS. Il n'est plus possible d'appliquer aujourd'hui les mêmes recettes que par le passé.

Alors, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à nous faire confiance, je veux commencer à dire aux Français qu'il y a une autre manière de faire de la politique.

Je veux commencer aujourd'hui à expliquer la nouvelle politique que je propose aux Français.

Il y a d'abord une réflexion à mener sur la notion de promesse.

Dans la vie politique française, existe une habitude insupportable : à chaque élection, les candidats nous font des promesses, ils en remplissent des catalogues entiers, et à chaque fois, arrivés au pouvoir, ils ne les tiennent pas, et font souvent l'inverse de ce qu'ils avaient promis.

Nous sommes obligés de constater que tous les responsables politiques depuis 30 ans ont été élus sur des mensonges.

Je pense bien sûr à François Hollande et à ses promesses sur le chômage, je pense à Nicolas Sarkozy et à ses promesses sur l'immigration, la sécurité ou le pouvoir d'achat, jamais tenues !

Le premier problème qui se pose, ce sont évidemment les hommes, c'est cette classe politique, c'est l'absence de souveraineté qui les amène à préférer la communication à l'action.

Ces gens-là ont pris l'habitude de mentir effrontément aux Français. Ils ne peuvent rien faire et font croire qu'ils peuvent, le temps d'une campagne...

Ça n'a pas tant d'importance pour eux puisque leurs préoccupations essentielles n'est pas qu'est-ce qu'ils feront arrivés au pouvoir mais comment arriver à se faire élire.

La tactique politicienne a pris le pas sur la politique.

Les moyens sur la fin.

Les promesses sur les objectifs.

La défense des intérêts personnels sur celle de l'intérêt général.

C'est vrai et il faut le reconnaître et le dire avec franchise aux Français, nous vivons dans un monde complexe.

Et dans un monde complexe, il n'est pas possible de faire des promesses simplistes ou purement idéologique.

Dans un monde complexe comme l'est le monde d'aujourd'hui, il n'est plus possible de dire qu'il suffira d'un peu de volonté ou de chance pour que les mesures que l'on prendra produisent les effets que l'on recherche.

Il n'est plus possible de faire croire, à chaque élection, qu'avec les mêmes recettes demain tout ira mieux.

Que ce qui n'était pas possible hier, ce que l'on n'a pas voulu ou pas pu faire, on le fera demain.

Les Français ont trop souffert, et ils souffrent encore aujourd'hui, de cette facilité dans la vie politique française.

Et quand je dis cela, je pense aussi aux désillusions futures, à cet éternel recommencement du cycle des promesses non tenues.

Je veux que cela change.

Nous devons revoir fondamentalement notre manière de voir la politique. La politique, ce ne sont pas des coups de baguette magique, des incantations ou des danses de la pluie.

La politique, ce doit être un combat de tous les jours pour tenir les objectifs fondamentaux que l'on s'est fixé.

C'est un combat contre les effets pervers des décisions que l'on prend, c'est un combat contre les forces puissantes qui veulent contrecarrer la volonté du peuple.

Ces forces contraires, et la finance internationale en est une, comme certains conservatismes, ou certains fanatismes, on sait qu'elles se manifesteront, et l'on doit se préparer à les affronter.

La politique, ce doit être un combat au nom de grands objectifs que l'on fixe, avec le peuple, par et pour le peuple. Et c'est l'engagement fondamental, peut-être la seule promesse que l'on soit en droit de faire, dans

laquelle l'on puisse mettre toute son énergie, toute sa détermination, toute son audace, au service de ces objectifs.

Oui, dans cette nouvelle politique, fini les enchaînements de promesses. Place aux objectifs !

Que le peuple sache clairement pour quoi il vote !

Qu'il sache ce qu'il veut faire, ce qu'il se fixe comme ambitions, et que le chemin soit clair pour tout le monde !

Fixer quelques grands objectifs pour la France, ce que j'ai fait aujourd'hui, et ne vous faire qu'une seule et unique promesse : tout mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, pour respecter la parole du peuple français, ses choix fondamentaux !

Voilà une nouvelle façon de faire de la politique.

La nouvelle politique, c'est de dire aux Français, avant les élections, que ce ne sera pas facile. Que l'on ne se remettra pas de trente années d'abandon, d'errances et de défaites, en un mois ou une année.

La nouvelle politique c'est un langage de vérité, pour dire qu'il ne faudra pas fléchir sur certaines orientations, qu'il faudra être ferme.

Je peux le dire aux Français. Quand nous serons au pouvoir, nous ne ferons pas plaisir à tout le monde. Nous ne satisferons pas toutes les demandes minoritaires. Nous ne pourrons pas faire dans la démagogie.

Parce que nous devons nous en tenir à l'essentiel. Nous devons d'abord et avant tout atteindre les objectifs sur lesquels nous aurons été élus par la majorité des Français.

C'est la voix du peuple qui s'exprime à travers les élections.

C'est la voix légitime de la majorité qui détermine la politique de la Nation. Et si le peuple a majoritairement statué pour aller dans une direction, c'est cette direction qu'il faut suivre, quelles que soient les pressions et les vents contraires que nous devons subir.

Alors, oui, je serai dure avec certaines revendications illégitimes, et je ne succomberai pas à la démagogie, qui serait de vouloir faire plaisir à ceux qui s'opposent à la voie choisie par le peuple français, à ceux qui revendiquent le plus haut, à ceux qui parlent le plus fort.

Je serai dure avec les minorités autoproclamées qui veulent faire plier l'ordre républicain, contre la sécurité de tous.

Je serai dure avec ceux qui fraudent la Sécurité Sociale, contre la survie de notre modèle français.

Je serai dure avec les spéculateurs qui veulent s'enrichir sur le dos des travailleurs et des entrepreneurs, contre la vitalité de notre économie.

Je serai dure avec les fanatiques qui veulent imposer leur loi dans l'espace public, dans l'école et dans l'entreprise, contre la laïcité et l'universalité de nos lois.

Je serai dure avec ceux qui ne jouent pas le jeu, parce que je veux que la volonté du peuple soit enfin entendue et respectée.

Je sais qu'il y aura des railleries, des contestations, des souffrances peut-être même, mais je ne peux tolérer que des intérêts particuliers prennent trop de poids au détriment de l'intérêt général.

Qu'on me comprenne bien, je ne suis l'ennemie de personne, d'aucune religion, d'aucune catégorie de la population, et je n'en veux à personne en particulier, ni ne m'attaquerai aux droits de quiconque, mais qu'on sache que je ne travaillerai qu'au service de la France et de la défense de l'intérêt des Français. Dans le respect absolu du mandat qu'ils m'auront donné.

Un président doit présider, et un Premier ministre, avec ses ministres, gouverner.

Je pense donc que le président de la République est responsable de la stratégie qui doit guider la politique de la Nation. Il n'a pas besoin pour cela d'un cabinet pléthorique, de créer des doublons de ministres, ou de donner à ses conseillers une autorité politique quelconque.

C'est à lui de décider, et c'est au Premier ministre de prendre en charge l'exécution des orientations déterminées. Il faut donc choisir à ce poste la personne la plus compétente pour exécuter une stratégie, et à la tête de chaque ministère des personnalités qui sont en phase avec la ligne générale fixée par le peuple.

Qu'il y ait des opinions personnelles émises dans le cadre de la communication gouvernementale, chacun peut le comprendre.

Mais qu'un ministre remette en cause publiquement l'orientation dessinée par le président de la République, et à travers lui, par le peuple français, est inacceptable !

Je ne pense pas par ailleurs, puisque nous parlons du gouvernement de la France, qu'on puisse se satisfaire d'une équipe ministérielle déconnectée de la réalité que connaissent les Français.

Vous le savez, nous sommes le parti de la réalité, nous sommes le seul mouvement qui ait ce souci de tenir compte de la réalité vécue par les Français.

Comment concevoir qu'un gouvernement ne comporte quasiment aucun membre issu de l'entreprise, qu'il s'agisse d'entrepreneurs ou de salariés ? C'est pourtant le cas du gouvernement actuel, c'était le cas du précédent.

Il faut à l'inverse, dans le gouvernement, des gens qui aient expérimenté la complexité de l'univers économique, des gens qui aient vécu l'expérience d'un salarié, qui aient conscience de ce que signifie le mot précarité, de ce que signifie la peur du chômage, l'angoisse des fins de mois difficiles, des gens qui aient eu envie un jour de créer une entreprise, qui aient vécu, concrètement, ce que signifie la rudesse de la concurrence.

Oui, le peuple de France, dans toutes ses composantes, a le droit d'être représenté. A l'Assemblée Nationale, bien sûr, mais aussi au gouvernement de la République.

Dans tous les rouages de l'administration, notamment au plus haut niveau, il faut des personnes respectueuses des grandes orientations fixées par le peuple français.

C'est une donnée essentielle de cette nouvelle politique que je veux mener : il faut casser la connivence qui existe entre la haute fonction publique et la haute finance.

Je ne veux plus de ces transferts entre Bercy et les multinationales de la finance, entre l'inspection générale des finances et les banques d'affaires.

Je remettrai de l'ordre dans les affaires de l'Etat, du gouvernement et de son administration.

Et pour que le gouvernement de la Nation puisse conduire une action déterminée, fidèles aux grandes orientations prises par le président, il faut que le circuit législatif soit accéléré. Nous n'avons plus de temps pour attendre quelques réformes essentielles.

Ainsi, l'Assemblée Nationale, dont je respecte totalement la légitimité, à condition qu'elle soit élue au scrutin proportionnel et que la France soit souveraine, doit exercer son pouvoir législatif et contrôler l'action du gouvernement.

Mais je ne peux comprendre aujourd'hui que le Sénat vienne considérablement ralentir le rythme du vote des lois, pour une valeur ajoutée très discutable et un coût très élevé. Le débat doit s'ouvrir sur le maintien ou la suppression de cette chambre, tant il est vrai qu'en ces temps difficiles, tout ce qui n'est pas utile est inutile.

Si j'insiste aujourd'hui mes chers amis, sur la façon nouvelle dont il faut faire de la politique en France, c'est que j'ai bien mesuré le degré d'exaspération des Français, et que je commence à m'en inquiéter.

Je m'en inquiète, parce que je sais que le contournement permanent de la volonté populaire, par le non-respect des promesses, par l'attention toujours donnée à ceux qui ne se reconnaissent pas dans la République, par le flou aussi toujours entretenu sur le dessein que l'on veut vraiment pour la France, je sais que toutes ces causes de l'exaspération des Français peu à peu minent la confiance collective dans l'action politique.

Pis, ces ferments de destruction sapent le moral du pays, c'était hier une étude d'opinion annonçant que $\frac{3}{4}$ des Français ne croyaient plus en l'avenir du pays, année après année ils l'enfoncent dans un défaitisme dont il n'apparaît plus aujourd'hui possible de sortir, et surtout désagrégent, lentement mais sûrement, notre contrat social.

Ce que je crains aujourd'hui, si l'on continue dans la voie que nous suivons depuis des décennies, c'est la décomposition de l'unité des Français, c'est, pour le dire plus simplement, la désunion, l'insurrection et peut être même la guerre civile.

Oui, si nous ne changeons pas notre façon de faire de la politique, c'est au final cette terrible issue que nous pouvons craindre. Sombre perspective.

Mais perspective évitable, parce que nous sommes là !

Je vous le disais tout à l'heure, l'année 2013 est une année sans élection. Mais l'année 2014 verra les scrutins municipaux et européens. Nous devons dès maintenant nous tourner vers ces batailles électorales qui sont autant d'opportunités d'amorcer un virage aussi radical que salutaire pour la France.

Nous devons dès maintenant dessiner, pour les Français, la perspective française que nous leur proposons.

Les maires, les conseillers municipaux, les députés européens que nous ferons élire seront l'avant-garde de cette nouvelle donne politique.

Ils constitueront partout dans les Conseils municipaux, mais aussi au parlement avec tous les patriotes des Nations européennes, les prémisses de l'alternative que nous proposons aux Français. La preuve aussi que faire mieux, beaucoup mieux c'est possible !

Nous menons un beau combat et avec nous toutes les forces patriotes de France- la jeunesse nous regarde, nous attend et nous rejoint.

Les Français unis sont invincibles disais-je il y a quelques minutes.

Je n'ai jamais eu de croyance plus forte.

De toutes mes forces, de toute mon âme, j'ai espoir en la France, et j'ai espoir en la politique.

De tout mon cœur, je crois en vous !
 Portez partout en France, ce message, la France peut se relever, une autre politique est possible !
 Il ne tient qu'à vous, il ne tient qu'à nous, il ne tient qu'à la France toute entière de croire en elle-même !
 Vive le Front National !
 Vive la République ! Vive la France !

Discours de Marine Le Pen à Paris le 18 mai 2014

Mes chers compatriotes,

Je suis heureuse d'être ici, à Paris, en soutien à la liste Bleu Marine conduite par notre ami brillant et combatif géopoliticien Aymeric Chauprade, dans le cadre d'un des derniers grands meetings de campagne avec celui du 20 mai à Marseille !

La classe politique a oublié les Français.

Et bien, les élections européennes sont une occasion de nous rappeler à leur souvenir et ces élections sont cruciales.

Nous devons nous mobiliser. Nous devons mobiliser autour de nous.

J'entends trop souvent ce discours désabusé. « Les européennes, c'est loin de nous. Les européennes tout le monde s'en moque. Les européennes, c'est moins important que les autres élections. »...

Non, c'est tout l'inverse. Ces élections sont importantes.

Elles le sont pour la France dans le contexte que nous connaissons.

Ces élections sont cruciales. Elles le sont même à plusieurs titres.

D'abord, c'est l'occasion de s'exprimer sur l'Union européenne. Eh oui, tout simplement !

Pour une fois, nous sommes consultés sur l'Europe.

Nos compatriotes ont compris que l'Union européenne allait dans le mauvais sens.

Disons-le dans les urnes ! Envoyons un message politique fort ! Nos compatriotes ont pris conscience du sens et de la portée de l'Union européenne telle qu'elle s'est construite ces dernières décennies.

Tous les sondages d'opinion montrent le désamour croissant des Français pour l'Union européenne.

J'entends de plus en plus ce discours lorsque je vais à la rencontre des Français.

Ce discours montre l'intelligence des Français, leur bon sens. Oui, les Français ont compris beaucoup de choses ces dernières années. Ils ont d'abord compris le lien de plus en plus évident entre l'Union européenne et l'immigration.

Tout le monde se plaint aujourd'hui de l'immigration de masse qui envahit la France.

Avec le traité de Schengen, voté par tous les partis européistes français, c'est-à-dire par le PS, par l'UMP et par leurs satellites, avec ce traité scélérat, nous avons perdu la maîtrise de nos frontières.

Tous les ressortissants des pays de l'Union européenne, donc de Roumanie et de Bulgarie, peuvent circuler librement et légalement en France.

Vous connaissez les chiffres de l'immigration légale, hors Union européenne : 200 000 entrées par an dans notre pays, que la droite soit au pouvoir, que la gauche soit au pouvoir. Sarkozy et Hollande se sont fixé le même objectif.

Vous connaissez aussi ce chiffre terrifiant qui vient de tomber : + 48% d'immigration illégale en Europe au cours de l'année qui vient de s'écouler.

Oh, il se trouve toujours quelques bobos pour craindre le retour des frontières et des douanes. Mais il y a surtout la conscience chez un nombre grandissant de Français que ces frontières, si nous ne les avons pas laissées disparaître, nous ne connaîtrions pas tant les ravages causés par l'immigration clandestine et même légale. Ce n'est pas Frontex, cette agence européenne sans moyens et sans directives politiques claires, qui va protéger les frontières de l'Europe ! Et ce n'est pas sans frontières nationales qu'on parviendra à nous protéger du laxisme de l'Union européenne et des autres pays.

On entre en Europe comme dans un moulin. Et une fois qu'on est en Europe, on va en France librement. C'est ça le résultat de Schengen.

Et les chiffres sont terribles : 10% des faux passeports en Europe sont français ! 30% des faux visas sont français ! Avec son système de protection sociale, la France est le pays le plus attractif pour les clandestins et pour les autres.

+ 26% de séjours illégaux détectés en France.

Le ministre de l'Intérieur italien avouait récemment que 600 000 individus attendent en Libye de pouvoir rejoindre notre continent. Je le disais déjà, pendant la campagne présidentielle, quand je suis allé à Lampedusa, en Italie. Personne ne voulait m'entendre.

La déstabilisation de la Libye par Nicolas Sarkozy et BHL a provoqué dans toute l'Afrique un appel d'air. Les réseaux mafieux de passeurs savent en profiter.

Dans des conditions épouvantables, ils organisent une immigration de masse vers l'Europe, et donc vers la France !

Qui veut faire l'ange, fait la bête. Cette immigration de masse entraîne des drames humains, avec ces noyés, ces disparus, ces bateaux pleins de migrants prêts à risquer leur vie pour rejoindre ce qu'on leur vend à prix d'or comme un eldorado.

Ceux qui soutiennent encore Schengen, PS ou UMP, ceux qui encouragent l'immigration clandestine, sont responsables de tout cela, sont coupables de ces drames humains !

Eh bien sûr il faut s'opposer à tout nouvel élargissement de l'Europe, alors que l'UMP soutient un candidat, monsieur Juncker, qui vient de dire son attachement à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne !

Quand je parle de l'intelligence des Français et de leur compréhension des liens entre l'Union européenne et les problèmes de la France, je veux aussi parler de l'économie, de nos emplois et de nos vies.

Il y a d'abord un lien évident entre l'Union européenne et la désindustrialisation du pays, et donc le chômage de masse. Comment comprendre ce phénomène redoutable, ces centaines de milliers d'emplois détruits dans l'industrie française si on ignore le contexte européen.

L'Union européenne nous interdit de protéger notre industrie, elle empêche toute politique industrielle. Comment pourrions-nous protéger Alstom, fleuron de l'industrie française, quand les règles européennes nous interdisent toute intervention ?

S'agiter comme le fait M. Montebourg ne sert à rien. Son récent décret est à peine signé que l'Union européenne le met en garde, pour mieux le jeter à la corbeille après les élections ! Son récent décret n'a d'autre objectif que d'essayer de créer l'illusion à quelques jours des élections européennes. Mais le maître bruxellois a déjà corrigé l'esclave français !

Il faut donc revoir les règles !

L'Union européenne nous interdit tout patriotisme économique : impossible de privilégier les achats de produits français dans les marchés publics.

L'Union européenne nous interdit de nous défendre contre les importations en provenance de pays qui pratiquent une concurrence déloyale : les portes de la France sont ouvertes à tous les vents mauvais de la mondialisation ultra-libérale.

L'Union européenne interdit tout protectionnisme intelligent à nos frontières : nous ne pouvons taxer le moins-disant-salarial, le moins-disant-social, le moins-disant environnemental, pendant que nos entreprises sont accablées de normes et de règlements : Prime à la multinationale la plus brutale en fait, la plus cupide, avec les règles absurdes de l'Union européenne, c'est elle qui gagne le marché puisque c'est elle la plus compétitive, plus on va faire travailler des esclaves, plus on les maltraite, moins on les paye, plus on passe par-dessus bord le respect de la sécurité des consommateurs, plus on détruit la planète et plus on a des chances de s'enrichir.

L'Union européenne nous contraint à une politique monétaire absurde, totalement contraire à nos intérêts. L'euro est inadapté, il est beaucoup trop cher pour l'industrie française, et les entrepreneurs le savent bien.

L'euro nuit gravement à nos exportations.

M. Valls a beau répéter tous les quatre matins qu'il aimerait que l'euro baisse, la BCE et l'Allemagne y sont violemment opposées. Angela Merkel l'a encore répété récemment : l'euro fort est bon pour l'économie allemande ! François Hollande et Manuel Valls sont prévenus !

Il n'est donc pas question de baisser la valeur de l'euro. L'euro a été conçu par l'Allemagne et pour l'Allemagne. Mitterrand, Chirac et Jospin ne l'ont pas compris en leur temps, ou plutôt, ont fait semblant de ne pas comprendre. Hollande, Sarkozy et Valls le savent, eux, pertinemment, confrontés qu'ils sont à la réalité des chiffres, à la réalité des faits ; mais ils s'en accommodent car le pire pour eux seraient que les Français se rendent compte qu'à cause de l'UMP, nous ne sommes plus maître chez nous, alors ils usent de cette hypocrisie décrite par Cocteau « Ces choses-là nous dépassent... feignons d'en être les organisateurs » !

Cette folle politique économique européenne conduit à l'austérité aveugle et injuste qui frappe la France de plus en plus.

Regardez leurs résultats ! Ils nous annoncent depuis des mois la fin de la crise, le retour de la croissance. Et pourtant, les chiffres pour ce début d'année 2014 sont épouvantables ! 0% de croissance en France, récession en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal et toujours en Grèce, où rien n'est réglé ; la Grèce, ce laboratoire de l'Union

oligarchie européenne qui sera notre avenir si nous laissons les mêmes continuer de diriger l'Europe ! La Grèce, victime d'un incroyable retour vers le passé, d'une régression sociale d'une brutalité inouïe, la Grèce qui souffre dans l'indifférence générale des grandes âmes soi-disant humanistes.

Le sauvetage de l'euro nous coûte depuis des années des dizaines de milliards de dette supplémentaires. Et ce déficit, nous le finançons par toujours plus d'impôts !

Il n'y a qu'une solution pour lutter contre le déficit, d'abord créer une monnaie nationale pour sortir du carcan de l'euro et redonner de l'oxygène à nos entreprises pour enfin créer à nouveau l'emploi et enfin réduire le déficit mais en taillant dans les dépenses inutiles comme l'immigration, la fraude sociale, la fraude fiscale, le coût du budget européen ou encore les gabegies des régions !

Ah non, ça on n'y touche pas, c'est tellement plus facile de taper sur les classes populaires et les classes moyennes.

84 taxes créées à égalité entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, pas de jaloux ! 30 milliards d'impôts supplémentaires à égalité entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, toujours pas de jaloux !

C'est le résultat direct de cette politique imbécile que nous sommes obligés de subir.

Je me lève avec vous contre tous ces pessimistes, tous ces déclinistes de l'UMPS qui sont persuadés que rien ne peut changer.

Tous ces défaitistes qui ne croient plus en la France, qui pensent qu'elle ne peut plus rien, qu'elle est trop petite, dépassée, frileuse ou je ne sais quelle autre stupidité pour justifier leur position clairement post-nationale, la réalité, c'est qu'ils sont en fait franco-sceptique ! Ces forces réactionnaires contrôlent la France et l'Europe et voudraient nous inciter à baisser les bras, à ne plus croire en nous, en nos forces, à la France. Alors que c'est en eux, cette caste politique, que les Français devraient cesser de croire !

Eh bien jamais je ne serai de ce camp-là, le camp de la défaite et du renoncement ! Je suis de ceux qui croient en la France !

Alors face à l'évidence des liens entre les politiques imposées par l'Union européenne et la situation de la France, l'intelligence des Français fait peu à peu son travail.

Nous n'y sommes pas pour rien, puisque nous parlons d'Europe sans cesse, depuis des années, faisant de la pédagogie sur ce sujet où l'obscurité et l'opacité voulues par le système perdent progressivement de son emprise sur le peuple français.

Nous contribuons sur tous ces sujets à imposer le débat en France, parce que nous n'avons pas peur de dire la vérité des choses, quel que soit le sujet. Parce que, vous le savez, nous sommes le parti de la vraie vie contre les partis qui n'ont comme seul argument que l'incantation. Or, une incantation répétée mille fois n'en devient pas une vérité, ça reste une incantation répétée 1000 fois...

Nous parlons de la dissolution concertée de l'euro, même si je suis consciente que sur ce sujet probablement, nous avons encore une fois raison trop tôt. Mais cette évidence s'imposera demain comme s'impose aujourd'hui la dévaluation dont tout le monde parle alors que nous étions les seuls, pendant la présidentielle, à l'évoquer.

Nous n'avons pas peur d'aborder des sujets difficiles. Nous refusons toute démagogie, de refuser de voir la réalité des souffrances qu'ils infligent à la France en se berçant de contes et légendes sur l'Europe.

Nous laissons à l'UMPS le soin d'agiter les fantômes, les spectres et les chimères.

Nous laissons à l'UMPS la démagogie qui suscite la peur.

Car chacun a bien compris cette méthode usée jusqu'à la garde qui consiste à accuser ses adversaires des crimes que l'on a soi-même commis, cela s'appelle « l'accusation en miroir », c'est ce que l'UMPS fait depuis des années. Non, ce n'est pas le Front National qui surfe sur la peur, c'est l'UMPS qui surfe, bel et bien, sur la peur. Une peur aussi infondée qu'irrationnelle. Ce sont eux qui font croire aux Français que retrouver notre souveraineté serait l'apocalypse.

Ce sont eux qui, pour s'attirer les bonnes grâces des personnes âgées dont ils savent qu'ils sont ceux qui s'abstiennent le moins, leur font croire que, si nous ne nous soumettons pas à la perte de nos souverainetés territoriale, monétaire, politique, juridique, budgétaire, alors ce serait le chaos.

Mais c'est la réalité d'aujourd'hui qui devrait faire peur aux Français et particulièrement à nos aînés. C'est la possibilité de ponctionner tous les comptes bancaires (dont le test a été effectué à Chypre) en cas de difficultés d'une banque qui devrait faire peur à ceux qui, ayant travaillé toute leur vie, ont en banque quelques économies pour leurs vieux jours.

C'est le chômage de masse des jeunes générations qui devrait effrayer nos anciens. Les 23% de jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas d'emploi, les 60% de jeunes grecs qui sont sur le carreau.

C'est de voir que leurs sacrifices, le sacrifice de leurs parents, de leurs grands-parents, pour que notre pays reste libre, le décès de ces millions de morts qui jonchent notre histoire et qui ont fait le sacrifice ultime pour que nous

puissions choisir nos lois, nos règles, notre langue. Ce sacrifice aurait été vain puisque, par l'effet des transferts de souveraineté, c'est précisément cet héritage de liberté que ceux qui nous gouvernent sont en train de brader. C'est la désespérance de la jeunesse française confrontée à un avenir bouché, à l'angoisse du déclassement et de la précarité dont nos anciens devraient avoir peur. C'est de voir la France se déliter sous leurs yeux, c'est de ne plus reconnaître le pays dans lequel ils ont eu la chance de grandir, de fonder une famille, d'élever leurs enfants. C'est de voir jetés aux orties nos valeurs, notre culture, notre mode de vie, nos traditions qui devraient les jeter dans l'angoisse. C'est la gigantesque perte de chance que représente pour les jeunes générations la perte de leur pays qui devrait les étreindre. Alors, halte à la démagogie UMPS qui suscite des peurs irrationnelles. La raison, c'est de regarder les problèmes qui existent bel et bien aujourd'hui, qui sont concrets, qui font du mal aux Français et la logique c'est de se réjouir qu'il existe des solutions pour les combattre, et ces solutions passent par notre liberté que nous devons retrouver pour rendre à la France son indépendance, sa prospérité, sa sécurité, son identité et un avenir pour les générations qui viennent. Ces solutions passent aussi par un regard lucide sur les responsabilités de nos politiques sur la situation actuelle.

Auparavant, dans notre pays, on se lamentait : la droite, la gauche sont tout le temps en échec. Pourquoi ? On ne parvenait pas à comprendre cet effet essuie-glace. Était-ce seulement une question d'hommes et de femmes ? Était-ce la faute à pas de chance ? Quelle malédiction pesait donc sur notre pays ?

Et puis les Français ont commencé à ouvrir les yeux. Bien sûr, les dirigeants qui se sont succédé ont leur responsabilité. Bien entendu, ils ont pris des décisions aux conséquences lourdes pour les Français.

Mais leur plus grande responsabilité, leur plus grande faute, c'est précisément d'avoir abandonné l'essentiel de notre souveraineté pour la confier à des instances non élues qui ne travaillent pas pour l'intérêt des Français.

C'est de n'avoir pas cru dans le peuple et avoir pensé qu'une oligarchie supranationale saurait mieux que les Français ce qui est bon pour eux.

Alors les Français de plus en plus nombreux comprennent. Les Français comprennent le sens de cette Union européenne. Les Français comprennent le lien entre la politique imposée par l'Union européenne et l'état désastreux de la France. Ils en sont revenus des belles promesses assénées depuis des décennies.

Mais beaucoup de Français y ont cru, ils ont cru qu'on trouverait un avenir meilleur via l'Union européenne. Et tous les politiques par la suite, de droite comme de gauche, ont entretenu ce mensonge, l'ont fait prospérer !

Toujours ils ont fait miroiter une Europe plus sociale, plus protectrice. Relisez leurs slogans, tous les cinq ans, à toutes les élections européennes, ils ont toujours été les mêmes, et ils sont les mêmes cette fois encore ! C'est même leur seule constance ! Mais malheureusement pour eux, la prise de conscience des Français a progressé, parfois se heurtant douloureusement à des convictions sincères, mais elle a progressé. Et le résultat est celui que nous connaissons : de plus en plus les Français protestent contre cette Union européenne, ce qu'elle est devenue. De plus en plus les Français disent leur attachement à la France, à leur pays qu'on voudrait tant effacer de l'histoire des nations !

Alors le système prend peur. L'Union européenne, c'est l'enfant chéri du PS et de l'UMP, de tous ces responsables qui ont tout voté : traités, directives, parfois dans le dos du peuple, contre sa volonté, comme en 2008, lors de cet acte de trahison suprême, quand les parlementaires de droite et de gauche, unis dans le mépris du peuple, ont voté à Versailles la constitution européenne pourtant largement rejetée par les Français 3 ans plus tôt, lors d'un référendum qui avait passionné le pays et qui avait connu une participation massive.

Sarkozy, Hollande, et tous leurs affidés, sont tous dans le même combat pour sauver leur rejeton, ce monstre européen qui a pris le pouvoir, ce monstre européen qui domine tout et voudrait dominer pour l'éternité. Les grands médias, les éditocrates, les économistes de service, tous, pour des intérêts qui ne sont pas ceux du peuple français, se liguent pour défendre l'Union européenne. Alors quelle arme ont-ils trouvée ? Face à cette conscience des Français, face à ce bon sens populaire en pleine progression, qu'ont-ils trouvé pour essayer de limiter la casse aux élections européennes ? La diversion. Ainsi, ces politiques, ces éditocrates, de leur expliquer que les élections européennes se résumeraient à un choix entre une Europe de droite et une Europe de gauche.

Ce ne seraient pas des élections pour envoyer les représentants de la France au parlement européen, mais des élections pour choisir entre M. Schultz et M. Junker, deux technocrates pur jus que personne ne connaît. Mais tout le monde sait qu'ils veulent poursuivre la même politique en l'aggravant encore.

C'est toujours la même mise en scène. Comme si la couleur de la présidence de la commission allait changer quelque chose. Comme s'il existait une différence entre la droite et la gauche européenne. Mais quelle tartufferie ! Demandez d'ailleurs aux Français : ils ne savent même pas si Barroso est de droite ou de gauche. Quel sens cela pourrait-il avoir ? Quelle importance ?

Que le parlement européen soit PPE (de droite) ou PSE (de gauche) n'y changera rien ! De toute façon, ces deux partis votent quasi systématiquement ensemble ! Nous devons démentir tous ceux qui veulent empêcher le

débat ! Nous devons, nous eurocritiques, donc eurolucides, nous francoconvaincus, voter, et faire voter tous nos compatriotes !

Il est fini le temps où l'on pouvait se permettre de râler dans son coin, de se dire que les autres pouvaient décider à notre place et que notre vote comptait peu ! Non, il faut envoyer le signal le plus clair possible : François Hollande et la Commission européenne ne pourront plus faire comme avant si le vote patriote est très haut, si le vote patriote se manifeste avec vigueur dans les urnes.

Je peux vous le dire avec la plus grande assurance : toute l'interprétation du scrutin dépendra du score du FN. Absolument tout. Il n'y aura pas d'autre indicateur qui comptera.

Et le système, l'oligarchie, la caste ne tremblera que si le FN explose les compteurs. Que si la France patriote se réveille et va aux urnes et s'exprime massivement !

Croit-on que quiconque s'alarmera du score de l'UMP ? Que cela changera quelque chose ? Certainement pas, François Hollande et tous les eurogagas en seront ravis ! François Hollande pourra triompher auprès de Madame Merkel en lui disant : regardez, l'UMPS a remporté les élections en France ! Rien ne changera ! Notre pays ne pourrait alors se faire entendre ! Car l'UMP, c'est le parti qui a trahi la nation en prétendant, certes de moins en moins, la défendre.

Quand, depuis 1985, année où a été signé l'accord de Schengen, l'UMP s'y est opposé ? Jamais ! Pourtant, l'UMP a été depuis au pouvoir la moitié du temps.

Quelles mesures les différents gouvernements UMP ont pris contre la désindustrialisation massive du pays ? Aucune, nous le savons malheureusement trop bien.

Quand Nicolas Sarkozy aurait tenu tête à Angela Merkel ? Jamais, au contraire il a toujours été le plus servile parmi les serviles de l'européisme. Et pourtant, dans ce domaine, il a eu à faire à forte concurrence ! De ce point de vue, Nicolas Sarkozy, le summum de son art si j'ose dire, est d'avoir fait adopter par les parlementaires UMPS une constitution européenne rejetée par le peuple français. Cette trahison de la France et de la démocratie ne sera jamais assez dénoncée.

L'UMP, c'est la parole forte dans les campagnes électorales, du style « Retenez moi ou je fais un malheur ».

L'UMP, c'est la main molle dans l'exercice du pouvoir pour mieux se conformer aux exigences étrangères, les États-Unis pour la diplomatie, l'Allemagne pour l'économie.

L'UMP, c'est le règlement de comptes permanent entre les califes et entre tous ceux qui veulent devenir califes à la place des califes déjà installés, et « comptes » doit être pris dans tous les sens du terme.

L'UMP, c'est une pétaudière, le parti de la discorde, de la désunion, des affaires, et nous en apprenons de plus en plus sordides tous les jours.

Et quand, un responsable de l'UMP n'hésite pas à soulever de vrais problèmes, pas seulement des questions d'ambition personnelle, les autres ont tôt fait de lui indiquer la porte de la sortie.

En chœur, Alain Juppé et Jean-François Copé ont demandé à Henri Guaino de s'en aller.

Quel crime, donc, a commis l'ancien conseiller de Philippe Seguin ? Il a dit qu'il ne voterait pas pour l'européiste aussi dogmatique qu'impénitent Alain Lamassoure. Celui-ci conduit la liste de l'UMP en Île-de-France.

Quel que soit le destin d'Henri Guaino, nous savons désormais qu'une affirmation de patriotisme est une cause d'exclusion de l'UMP ! Au moins les choses sont maintenant claires pour tout le monde !

L'UMP participe donc maintenant sans faux-semblant à l'européisme béat ! C'est l'européisme décomplexé !

C'est pour cela que second grand enjeu de ces élections, c'est d'envoyer au Parlement européen de vrais représentants de la France, de véritables défenseurs des intérêts français, et rien que cela !

Ce deuxième enjeu est crucial.

Avec des patriotes d'autres pays, nous pourrions mettre en place une force, la plus importante possible, pour en finir avec l'entre soi des européens qui se disent de droite ou de gauche, mais qui ne souhaitent qu'alimenter la machine infernale qu'ils vénèrent.

Cette force patriote pourra couper court aux folles dérives déjà en place et à celles qui s'annoncent. Et il y a urgence.

D'abord, le traité de libre-échange transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne se négocie actuellement dans le plus grand secret, dans la plus grande opacité. Ce Traité je suis heureuse que nous ayons été capables de le mettre peu à peu dans le débat, alors que personne n'en parlait jamais.

S'il devait se conclure, nous ne tarderions pas à avoir dans nos assiettes du bœuf aux hormones, du poulet lavé à l'eau de javel et la plus grande diversité possible d'OGM. Car les normes américaines, dites sanitaires, nous seraient imposées.

Ce Traité transatlantique c'est le petit frère de l'Union européenne : une fuite en avant dans ses pires travers. Un abaissement des dernières protections agricoles, viticoles, et industrielles ! Un véritable Schengen économique, à l'échelle de deux continents !

Un coup de pousse phénoménal aux intérêts américains contre nos propres intérêts, contre nos paysans, nos ouvriers, nos ingénieurs, nos PME.

Quelle folie pour l'UMP et le PS que de soutenir ce projet qui n'est ni français ni même européen mais intégralement américain !

Ensuite, le soutien religieux à l'euro qui continue à détruire notre industrie et à ravager notre agriculture. Euro rime avec zéro : zéro croissance, zéro perspective d'emploi, zéro avenir pour nos jeunes.

L'austérité est alors la seule politique possible, mettant la France à la suite de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Irlande, de Chypre, de l'Italie. Le soutien religieux à l'euro aggrave le démantèlement de nos services publics et de notre protection sociale. Alors, la dette atteint des sommets et le chômage poursuit son augmentation avec son cortège de drames et de misères. Et pourtant ! Là aussi il faut revenir à la raison et au bon sens : 95% des pays du monde ont une monnaie nationale, et ce sont eux qui réussissent dans la compétition mondiale, pas nous !

Enfin l'aggravation, la directive détachement des travailleurs qui permet, en toute légalité, de mettre en concurrence, sur le sol national, les travailleurs français avec des travailleurs d'autres pays européens dont les charges sociales sont 30 à 60% inférieures aux nôtres. Bienvenue la préférence étrangère et merci l'UMPS.

La directive détachement suscite de multiples trafics, d'invraisemblables combines, et participe à la casse de notre droit social. Elle encourage le dumping social, évince nos travailleurs français au profit d'une main d'œuvre venue des pays de l'Est. Elle pèse sur nos TPE nos PME et nos PMI. Déjà aujourd'hui, de grands chantiers français en France voient 60% des emplois pourvus par des travailleurs étrangers !

Oui, il y a donc urgence qu'au Parlement européen un groupe patriote s'oppose avec force à toutes ces dérives ultra libérales qui minent la France et appauvrissent les Français. Oui, un groupe patriote changera la donne dans cette assemblée jusqu'ici de connivences et de complicités contre les nations et les peuples.

Oui, par notre vote pour le Front National – Rassemblement Bleu Marine, nous pouvons contribuer à ralentir, sinon à bloquer, les funestes mesures de l'Union européenne.

Enfin, le troisième enjeu de ces élections européennes est plus directement nationale, interne même : François Hollande sera bien obligé de tenir compte de ce cri de révolte et d'espérance du peuple français.

Chacun le voit bien, ce qui comptera au soir du 25 mai prochain, c'est le résultat qu'aura obtenu le Front National – Rassemblement Bleu Marine. De quoi rêvent alors François Hollande et Manuel Valls ? D'une abstention massive.

Ils encouragent cette abstention massive en tentant d'expliquer que si vous êtes contre leur Europe, il serait illogique que vous alliez voter. Nous le savons bien : la seule attitude cohérente est à l'inverse : exprimons dans les urnes notre rejet de leur Europe et notre amour de la France. Ils souhaitent cette abstention massive pour relativiser et pour masquer la déroute que nous allons infliger à cette gauche, socialiste, communiste ou verte, qui a tant menti, qui a tant trahi.

Mais, au-delà de ces calculs politiques, ces élections européennes sont un enjeu décisif pour un certain nombre de dossiers immédiats.

Et d'abord, pour mettre un terme aux projets que François Hollande concocte contre la France. Il ne pourra pas les mener à bien car il lui faudrait modifier la Constitution.

Alors, soit, il passe par le congrès et l'UMP sera bien obligé de sortir de l'ambiguïté à ses dépens.

Soit, il consulte directement le peuple par referendum au risque plus que probable d'un désaveu cinglant.

Croyez-vous qu'il y a en France une majorité populaire pour donner le droit de vote aux étrangers ?

Croyez-vous qu'il y a en France une majorité populaire pour disloquer notre nation en une douzaine de grandes régions coûteuses, d'essence féodale et technocratique ?

Croyez-vous qu'il y a en France une majorité populaire pour supprimer les départements qui, depuis plus de deux siècles, sont le cadre de notre vie démocratique ?

Par notre vote du 25 mai prochain, nous pouvons empêcher toutes ces fuites en avant qui n'ont d'autres motifs que la volonté de déconstruire la France.

Par notre vote du 25 mai prochain, nous pouvons aussi atténuer leur politique d'austérité et tempérer dès maintenant leur légendaire « imagination fiscale ».

Nous pouvons enfin les empêcher d'inscrire le mot « fin » à notre épopée nationale et nous le ferons avec tous les patriotes de France.

Allez les chercher un par un, expliquez leur les enjeux de cette élection.

Mes chers amis, mobilisez-vous, votez, faites voter et venez avec nous écrire les nouveaux chapitres de l'histoire de France !

Vive le Front National ! Vive la République ! Vive la France !

Discours de Marine Le Pen à Paris (10 décembre 2015)

Mesdames, Messieurs, Chers compatriotes,

Dimanche, il s'est passé quelque chose ! Le plafond de verre qui s'était fissuré lors des élections européennes et départementales a très largement cédé.

6 millions de voix dans une élection locale ! Le Front national en tête dans six régions et à égalité dans une septième, ce n'était jamais arrivé.

Mes amis je vous demande d'applaudir nos têtes de liste qui ont porté nos couleurs et avec eux tous les militants qui les ont aidés et ont obtenu ce formidable résultat : Marion, Sophie, Florian, Louis, Nicolas, Gilles, Jacques, Christophe Boudot et Christophe Canioni, Philippe, Pascal, Wallerand

« Le choc » que certains médias ont cru entendre et qui a fait les unes de la presse nationale et mondiale était bien celui d'un monde qui commence à vaciller.

Comme en 1989 avec l'effondrement du monde soviétique, nous avons entendu les craquements d'un mur qui se fissure, d'un mur derrière lequel un système archaïque se croyait protégé du monde et du temps, un mur derrière lequel une Caste dirigeante espérait se survivre de génération en génération durant l'éternité.

Bien sûr les observateurs avisés n'avaient pas manqué de remarquer que le système était vermoulu, que comme les villages Potemkine, il ne tenait que sur l'apparence et le mensonge et qu'il ne survivait non par l'enthousiasme du peuple, non par le bonheur qu'il engendrait mais par une peur entretenue du changement.

Dimanche notre peuple, ce peuple que les élites méprisent profondément et ignorent souverainement, ce peuple dont les gouvernants se revendiquent pour faire perdurer leurs privilèges exorbitants, le peuple de France a ébranlé l'oligarchie, ses certitudes, son indifférence, son arrogance.

En quelques heures, le PS a été rayé de la carte dans ses bastions historiques du nord ; la droite a été aspirée dans le sud. :

– Le PS est KO

– L'UMP est groggy

M. Valls que ses fonctions devrait appeler à l'intérêt supérieur de l'Etat dans cette période de menaces terroristes et de chômage de masse, a, depuis des mois, consacré toute son énergie à de basses manœuvres d'appareil et des petites combines électoralistes.

Lorsqu'au lendemain du premier tour, il arrive à la télévision pour expliquer qu'il faut « savoir rester digne dans la défaite et savoir se retirer », on a pu croire un instant qu'il parlait de lui.

Pas du tout, il annonçait le sacrifice de ses amis socialistes de province, un sacrifice que ces partisans de la décentralisation ont décidé de Paris. Nous avons assisté au suicide collectif de la secte de Solférino.

Les équipages PS du nord et du sud ont fait naufrage et nous ont livré une version nouvelle du radeau de la Méduse, vous savez ce fameux tableau de Géricault tiré d'une histoire vraie où des naufragés, pour survivre, se sont livrés au cannibalisme.

En sacrifiant ses amis, M. Valls, matamore de sous-préfecture et accessoirement premier ministre, s'est autopromu au rang de directeur de campagne de l'UMP ce qui lui permet de survivre, au moins pour un temps, à un échec politique qu'aucun chef de gouvernement avant lui n'avait connu.

M. Sarkozy, quant à lui, qui, comme un joueur de bridge promettait un grand chelem, n'a pas fait un pli.

Il se voit aujourd'hui à la tête d'un parti dont les candidats se gauchissent à vue d'œil et sombrent dans une « bien-pensance » caricaturale que lui continue imperturbablement de dénoncer.

Non sans avoir préalablement reçu une gifle monstrueuse, sommé de se taire par Xavier Bertrand ou de déguerpir par Valérie Pécresse.

Il n'est plus audible même à grand renfort de jeux de mots besogneux. Rien ne dit que son aventure qui devait voir son triomphe, ne scelle pas sa mise à l'écart définitive.

En clair, mes amis, ce soir du 6 décembre, les deux partis l'UMP comme le PS, partis estampillés « de gouvernement » ont donc connu une défaite historique.

Eux qui se croyaient copropriétaires du savoir, de la morale et surtout du pouvoir, ont vu s'enrayer le balancier des fausses alternances : Ump qui succède au Ps, qui lui-même succède à l'Ump, qui succède au PS...

Pour varier la musique et accréditer l'illusion du changement, on se contentait de changer le nom du parti de droite ou de la coalition de gauche.

Dimanche, le peuple a entrepris de faire cesser ce jeu de dupe, à baisser le rideau sur ce théâtre d'ombres, à clairement indiquer que cette triste farce était jouée.

Même s'il reste un second tour et que rien n'est acquis, nous savons que le mouvement de basculement est enclenché, que les coups de boutoir commencent à faire céder la porte du dernier donjon du château.

Les électeurs ont également dit leur préférence pour une nouvelle génération pleine d'enthousiasme, de fraîcheur, de valeurs et d'idées.

Par un vote clair de premier tour, ils ont fait le choix des convictions, de la raison dans la gestion, et surtout de la nation.

De ses valeurs, La liberté face aux féodalités, L'égalité face aux privilèges, La fraternité en faveur des oubliés.

Ainsi, au fil des années, nos compatriotes ont élevé le Front national au rang de première force politique française, lui conférant la lourde responsabilité de jouer un rôle politique historique dans les moments cruciaux que le pays traverse, et dans la tourmente qui s'annonce. Avec humilité et je l'ai dit avec gravité, nous avons reçu cette marque de confiance comme un insigne honneur, comme une responsabilité qui nous oblige et nous force à être chaque jour meilleurs, chaque jour plus mobilisés, chaque jour plus déterminés. Nous le disons parce que nous le croyons.

Notre pays peut disparaître, être dilué dans le grand magma des événements et effacer sa trace du grand livre de l'histoire. De ce point de vue, notre génération, c'est-à-dire tous les Français d'aujourd'hui, portent sur leurs épaules une responsabilité décisive.

Notre rôle, à nous patriotes et militants nationaux, est d'éveiller notre peuple à la vérité, à la lucidité, à l'engagement et à l'action.

Il est de conduire les batailles qui mèneront à la grande alternance, une alternance démocratique qui s'appuiera sur le peuple, une alternance profonde mais qui sera apaisée, une alternance durable car fondée sur des valeurs millénaires qui ont fait la France : le courage, le dévouement, le travail, la recherche du progrès.

Aujourd'hui, il est de bon ton chez nos politiques inconsistants d'invoquer le « vivre ensemble » comme perspective ultime de tout projet collectif.

C'est là la version de ceux qui n'ont rien d'autres à offrir qu'un alignement de destins individuels ou plus exactement « le vivre ensemble » c'est l'autre nom de la coexistence pacifique de communautés différentes dont on espère que leurs antagonismes n'aboutiront pas au conflit.

Le « vivre ensemble » c'est la tarte à la crème des partisans de la société multiculturelle qui veulent cacher qu'une société multiculturelle tourne généralement à la société multi conflictuelle.

Nous, nous sommes des partisans de la nation, de l'assimilation républicaine qui fait des Français de toutes origines les membres solidaires d'une seule communauté, la communauté nationale. Mais la République française impose aussi de se plier à la règle commune, à nos coutumes et à nos modes de vie, au respect de nos principes de vie, à l'acceptation de nos valeurs fondatrices.

Or, ce qui apparaît comme une évidence chez tout républicain est aux yeux des professeurs de morale contestable voire scandaleux ou même immoral.

Nous, nous refusons de plier devant le politiquement correct s'il est politiquement débile ou suicidaire.

Nous considérons ces principes comme intangibles car ils sont les seuls qui garantissent la concorde et la paix civile à la France, un pays millénaire chargé d'histoire qui doit garder en mémoire les causes de ses conflits ou se condamner à les revivre. Cela, nous le voulons pas !

On le voit, chers amis, notre combat dépasse les petites politiqueries dans lesquelles nos adversaires ont l'habitude de réduire le débat politique et dont cet entre-deux-tour fournit une triste mais riche illustration.

Il est vrai que si le système ne sait pas faire grand-chose, il est passé maître dans l'art de se maintenir à n'importe quel prix. Le système, nous le savons, gère mal mais se défend bien.

Dès avant dimanche, les masques étaient tombés. La classe politique affolée d'abord par les sondages puis par les résultats s'est déchaînée et se montre telle qu'elle est. Chacun peut s'en rendre compte. Les listes nationales sont soumises à un pilonnage médiatique insensé qui est une véritable campagne d'Etat contre les opposants.

Ce pilonnage est orchestré depuis les Palais de la République et servi par les petits lapidateurs du système qui viennent jeter leur petite pierre.

Ils viennent un à un déverser leur bile au nom d'une prétendue morale: ainsi on a vu défiler pêle-mêle, un auguste représentant du grand patronat, un CGTiste à l'allure de Péponne, un millionnaire en k-way expatrié, un ancien vendeur de petits pois pas très bien conservé, quelques artistes inconnus trop heureux qu'on cite enfin leur nom, le directeur d'un journal du nord qui doit s'appeler, si mon souvenir est exact, « la voix de son maître ».

Ce pilonnage est surtout servi par des politiciens aux idées fausses, au regard fuyant, aux méthodes douteuses qui faute de fond, faute de projet, faute de résultats tangibles empilent les promesses plus insensées les unes que les autres, promesses qu'ils savent pertinemment intenables parce que non finançables.

On a vu M. Estrosi, certes habitué des abus de langage, s'affirmé « résistant » alors même qu'il milite dans un parti approuve et organise la submersion migratoire du pays avec les migrants. Que nos compatriotes de Provence Alpes Côte d'Azur la sachent. Si demain M. Estrosi est président de région il financera avec votre argent les associations qui installent les migrants dans vos villages. Ces résistants d'opérette, à qui il ne manque que la cape et les collants, n'ont manifestement pas le sens du ridicule qui, il est vrai, n'a jamais tué personne. Le mensonge, la calomnie, les montages dont la crème de la Caste s'est fait une spécialité, sont, on le voit les procédés usuels de ces gens, de ce système.

Avec le PS et l'UMP, nous avons affaire à deux clans d'une même mafia politique qui s'appelle l'UMPS et avec le changement de nom en les Républicains s'appellent aujourd'hui « L'RPS » et, je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais je n'en ai pas envie pour la France. Ils se sont répartis les territoires, se partagent les prébendes, alternent à la direction, se combattent sur l'accessoire mais font bloc quand leurs intérêts sont menacés.

Chaque minute qui passe depuis dimanche témoigne de cette dérive antirépublicaine digne de dictatures bananières ou des régimes à l'agonie.

Depuis dimanche, les vannes sont grandes ouvertes. Nous vivons une sorte de marathon de la diffamation que certaines chaînes d'information continue, relai servile du système, se plaisent à ressasser en boucle.

Les arguments sont tellement ubuesques qu'ils frisent le ridicule. Tout y passe !

A les entendre, à 40 % des voix, le Front national divise mais à 25 % des voix l'UMP rassemble et à 18 % le PS sauve la République! Certains suggèrent même que le Front national serait un fléau comparable à Daesch ou au réchauffement climatique.

Attendons-nous à voir Mme Météo nous prédire un tsunami en Alsace si Florian est élu président, ou un ouragan en Provence si Marion gagne la paca.

Je le dis, cette campagne de diffamation d'Etat ordonnée par le premier ministre et diligentée en sous-main par le vice chancelier est indigne d'une démocratie moderne, de surcroit en période de soi-disant unité nationale.

Mais il est vrai que les attentats ont été vite oubliés, remisés, pour s'attaquer à des choses plus sérieuses : sauver leurs postes! Sans peur du ridicule, ils sont prêts à toutes les compromissions, à tous les reniements opportunistes, à tous les revirements : avant le premier tour, ils se positionnent à droite toute avec des déclarations plus provoquantes les unes que les autres. On les retrouve au lendemain du premier tour plus à gauche que les socialistes.

Les socialistes expliquent au premier tour combien la politique de l'UMP est toxique pour la population jusqu'au dimanche 20 H et n'hésite pas à saborder leurs listes à son profit à 20h30. Comme le chantait Jacques Dutronc il y a longtemps en raillant cette classe politique, « ils ne savent faire qu'un seul geste c'est retourner leur veste. » A la fin de l'histoire, rappelez-vous, « la veste craque de tout côté », si on les regarde bien que c'est ce qui est en train d'arriver.

On pouvait croire que c'était une caricature, c'est devant nos yeux une réalité, une triste réalité.

On a vu hier le premier ministre, avec un masque de cire figé par une perpétuelle « indignation », se servir de la tribune que lui offre son poste à des fins de racolage électoral.

Dans une cérémonie sensée célébrer la laïcité, il s'est cru autorisé à lancer un appel quasiment direct aux musulmans à voter contre les listes du premier parti de France. Quelle étrange conception de la laïcité ?

Mais surtout, M. Valls signe là la posture d'un communautariste qui exhorte à un vote communautaire. Cela est grave.

En faisant cela c'est lui qui bafoue les principes de la République, c'est lui qui porte atteinte à l'unité nationale en assignant à résidence politique ou élective des citoyens français en fonctions de leur religion.

Nous, nous faisons confiance à nos compatriotes musulmans pour ne pas céder à ces imprécations imbéciles d'un premier ministre aux abois.

Nous leur disons sans ambiguïté que nous les appelons à nos côtés dans le grand mouvement de redressement national qui se forme. Ils y ont toute leur place. Beaucoup d'ailleurs le savent et nous ont déjà rejoints.

Au chapitre manipulation, que dire de ces sondages totalement improbables qui surgissent et qui, avant l'élection c'est-à-dire avant que le peuple ne se prononce, permettent à la presse de titrer que le front national aurait déjà perdu.

Là aussi, chers amis, ne vous laissez pas abuser par ces méthodes de basse propagande.

Je n'ose à peine citer tant l'écœurement me prend, cette tribune publiée dans le « Nouvel Obs plus » où un certain Thierry Lecoquière présenté comme médecin appelle clairement au viol des femmes qui ont voté Front national.

Honte aux prétendus humanistes qui tolèrent cela par aveuglement politique, honte aux journaux qui publient de telles infamies, honte à ceux qui constatent cela et ne disent rien ! Honte à eux !

Face à ce déferlement classique dans les régimes totalitaires, je vous dis, mes chers compatriotes, n'ayez pas peur !

N'ayez pas peur ! Ne vous laissez pas infantiliser, culpabiliser, manipuler !

Ne doutez pas et ne vous démobilitiez pas ! Le soleil du renouveau se lève !

Nous en avons vu paraître les premiers rayons ! Dans un avenir qui est maintenant proche, dimanche dans certaines régions et plus tard dans toute la France, le pays en sentira les effets bienfaisants.

Ils ne peuvent rien contre l'instinct de survie d'un peuple, contre sa volonté profonde, contre son aspiration à être lui-même et d'être gouvernés conformément à ses intérêts. Ils ne peuvent pas contrarier l'âme d'un peuple. Comme on n'arrête pas la mer avec les bras, on n'arrête pas les cycles historiques. Nous, nous avons une idée trop haute de la politique et trop de respect pour nos compatriotes pour admettre ces comportements. Ils ne font, mais vous le savez, que renforcer notre détermination.

Quoi, serait-il si inconvenant qu'en démocratie, le premier parti d'un pays ne puisse être justement représenté dans les assemblées nationales ou locales ?

Serait-ce scandaleux qu'un tiers des Français soient considérés comme des sous citoyens privés du choix d'une gestion de leurs affaires locales conforme à leur souhait ?

Nous ne le pensons pas ! Nous n'acceptons pas ce terrorisme intellectuel ! Ils ne nous feront pas céder !

Nous appelons tous les Français patriotes à être vigilants dans les bureaux de vote dans notre pays où, rappelons-le, le premier ministre vocifère partout qu'il faut TOUT faire pour empêcher nos listes de gagner une région.

Nous n'abdiquons pas nos droits. Nous les ferons respecter tranquillement sereinement avec la force de ceux qui savent qu'ils se comportent bien. Nous l'avons toujours dit : nous préférons perdre sur nos idées que d'être élus sur celles des autres.

Nous ne concevons pas la politique comme la conquête de sièges, l'accession à des mandats pour en jouir ; nous concevons la politique comme un engagement noble qui met en jeu des convictions, des affections et des engagements annoncés et respectés.

Il nous apparaît que le respect du peuple appelle un devoir de vérité, vérité dans l'analyse, vérité dans les engagements, vérité dans l'action. Ce devoir de vérité, nous n'y dérogerons pas.

Si nous voulons le pouvoir, ce n'est pas pour nous, ce n'est pas pour en jouir comme ces notables installés du système, ce n'est pas pour le déléguer à d'autres instances comme les rois fainéants qui nous gouvernent, c'est pour le rendre au peuple qui est, dans notre démocratie et à nos yeux, le seul souverain dans notre pays. Le peuple français doit pouvoir décider en toute clarté, nous dirions aujourd'hui pour être à la mode « en toute transparence ».

Il nous apparaît important non de confisquer le pouvoir mais de le partager avec lui, de l'associer, de le porter avec nous dans l'action que nous menons.

Nous le ferons à l'échelon des régions que nos compatriotes feront l'honneur de nous confier, nous le ferons demain, je l'espère, à la tête de l'Etat.

Chacun se rend compte aujourd'hui qu'il n'y a pas de changement de politique et de méthodes sans changement des hommes.

De la même façon, sans volonté, sans vision, sans projet politique construit, il n'y a pas de réformes à espérer et donc de résultats à attendre.

Chacun le comprend, nous ne pouvons plus continuer comme cela. Les pratiques politiques du système, les turpitudes de la caste politique, sont à la fois la marque et la cause du déclin français.

Beaucoup de nos compatriotes se sont réfugiés dans l'abstention par fatalisme devant tant d'inertie, lassés des promesses non tenues, dégoûtés souvent aussi des usages politiques en vigueur.

Ils peuvent aujourd'hui, ils doivent aujourd'hui se dire que le temps du changement tant espéré est venu. Il ne tient qu'à eux de saisir l'occasion. A eux, par leur vote, d'accompagner un vrai changement politique qu'ils ont tant espéré.

Le choix des listes Front national est naturellement le choix d'équipes nouvelles pour conduire les politiques régionales, c'est aussi le soutien à un mouvement politique d'émancipation, de réhabilitation de la politique sans lequel il n'y aura ni projet collectif, ni véritable alternative, ni avenir pour notre pays.

Au fil des élections, nous entrons dans un nouveau cycle de notre histoire politique moderne et ce mouvement est inexorable.

Un ancien monde est en train de disparaître devant nous ! Un nouveau se profile et nous sommes à l'avant-garde de ce changement, que dis-je de ce changement, de ce bouleversement politique de grande ampleur.

D'un point de vue institutionnel, la France a confirmé dimanche à 20h l'instauration d'un tripartisme politique.

Il n'a pas fallu longtemps pour que, les retraits des listes PS au profit de l'UMP réduisent ce tripartisme à un bipartisme.

Limité officiellement à deux régions, cet effacement de forces politiques redondantes a vocation à s'étendre lorsque le PS ultralibéral d'un Valls et d'un Macron rejoindra l'UMP gauchisant de Juppé dans une coalition que M. Dray a déjà décrit comme « arc en ciel », et à qui j'avais, il y a plusieurs mois, trouvé un nom « le ROM » Rassemblement des Organisations Mondialistes.

Le suicide politique du PS au profit de l'UMP auquel nous avons assisté ne constitue pas une surprise mais plutôt une clarification publique.

Il ne fait que révéler au grand jour une grande tromperie qui explique les fausses alternances de ces trente dernières années entre des forces apparemment concurrentes mais en réalité parfaitement conniventes.

Cette escroquerie politique s'est faite, dans le dos des Français, à leur détriment et pour le plus grand malheur du pays.

Mais surtout, la situation à laquelle nous assistons met en lumière le nouveau clivage politique autour duquel se structure désormais la vie politique française.

Il sépare les mondialistes et les patriotes, entre ceux qui accompagnent voire organisent la disparition de notre nation millénaire et ceux qui travaillent à son renouveau, entre ceux qui se sont résignés à l'effacement et ceux qui se battent, debout sans faillir pour le rayonnement de notre pays.

Ce sera le grand clivage, celui des présidentielles. Il est déjà celui des régionales.

C'est pourquoi, j'appelle tous les électeurs qui se sentent patriotes, quel que soit leur vote de premier tour, à dépasser le clivage droite gauche qui n'a plus de sens et à voter dimanche prochain pour les listes Front national. Notre projet régional ou plutôt nos projets régionaux car nous sommes respectueux des identités de nos régions, procède de cet esprit.

Je l'ai dit et je le répète quitte à décevoir nos adversaires qui voudraient qu'on ressemble à la caricature qu'ils font de nous.

Nous mettrons en œuvre une alternance apaisée, dans les régions qui nous seront confiées, il n'y aura pas de chasse aux sorcières.

Nous entendons travailler d'abord évidemment avec les agents de ces collectivités dont nous connaissons, pour les côtoyer depuis des années dans nos mandats de conseillers régionaux, le professionnalisme et le dévouement au service public.

Parce que nous croyons que nous ne sommes pas propriétaires des charges qui nous sont dévolues, nous entendons travailler avec toutes les collectivités et tous les élus sans distinction.

Le maître mot ne sera pas l'idéologie mais le pragmatisme.

Il ne s'agit pas pour nous de renverser je ne sais quelle table. Ce serait puérile, dérisoire, inutile.

Tranquillement, avec professionnalisme, nous ouvrirons chaque dossier, nous auditerons chaque action régionale, nous mesurerons le bilan coût avantage de chaque politique menée.

Ce n'est qu'à l'issue de ce travail que nous nous déciderons d'arrêter, de réformer de poursuivre ce qui avait été mis en œuvre par nos prédécesseurs.

Nous avons l'immense avantage d'être des gens libres et ceci fait de nous, dans la classe politique, une véritable exception.

Nous devons notre élection ni à des groupes de pression, ni à des groupes d'intérêts, ni à des féodalités politiques ou syndicales, nous ne la devons qu'au peuple.

C'est pour nos régions l'assurance que les décisions ne seront dictées que par l'intérêt général c'est-à-dire concrètement l'intérêt régional et, c'est logique pour nous nationaux, par l'intérêt national.

Cette liberté de penser et d'agir en fonction du bien commun c'est la garantie pour tous les citoyens d'un traitement individuel d'une parfaite objectivité. Nous serons la relation de ceux qui n'en n'ont pas. Il n'y aura ni passe-droit, ni faveur, ni communauté à acheter, ni clientèle à servir, ni réseaux à remercier.

Pour autant, parce que nous savons aussi que nous ne sommes pas propriétaires des mandats que les électeurs nous ont confiés, que vous nous avez confiés, nous tiendrons nos promesses et appliquerons le programme sur lequel nous aurons été élus.

Au-delà de nos projets régionaux respectifs, tous très réfléchis, très solides nous entendons gérer sans jamais perdre le fil rouge de nos valeurs : l'intérêt national, l'intérêt régional, la rigueur de gestion, l'éthique.

Ces grands projets régionaux, nous les mettrons en œuvre avec vous parce que nous croyons dans l'intelligence collective et nous les mettrons en œuvre pour vous parce que le clanisme nous fait horreur.

Dans nos villes, Hénin Beaumont avec Steeve, Beaucaire avec Julien, Fréjus avec David, Villers Cotterêt avec Frank, ... l'alternance s'est passée en douceur, les réformes ont été mise en place et les habitants témoignent par leurs votes aux européennes, aux départementales et maintenant aux régionales de leur satisfaction.

Mes amis, ce que craignent nos adversaires ce n'est pas notre échec à la tête des collectivités c'est notre succès, c'est à vrai dire la preuve que leur dernier argument ne tient pas. Leur argument de la peur, le dernier qui s'est effondré dans nos villes et qu'ils ont si peur de perdre avec notre accès à la tête de nos régions.

Alors mes amis, laissons éructer ce vieux système, regardons devant nous.

Je vous appelle à l'espérance, à une espérance active. Chaque voix va compter dans le combat fondamental que nous menons pour notre pays, pour notre peuple, pour ses libertés, pour son unité. Ce combat c'est le combat des générations qui nous ont précédés pour que la France soit celle que nous aimons et qui a fait ce que nous sommes.

C'est aussi le combat pour nos enfants parce que de son issue dépend, nous en avons tous conscience ici, la survie des Français en tant que peuple, fort, fier et libre. Dimanche, aux urnes citoyens ! Vive la République française

Et vive la France !

Discours de Marine Le Pen aux Estivales de Fréjus 18 septembre 2016

Françaises, Français, mes Chers Compatriotes de métropole et d'Outre-mer, En clôture de ces estivales qui ont été un superbe moment de travail et d'échanges, dans cette belle ville de Fréjus, je voudrais vous remercier toutes et tous de votre présence, remercier également en votre nom les organisateurs de ces rencontres si amicales et si fructueuses, et particulièrement Sandrine qui a dû faire face aux caprices du vent avec ses équipes, aidée par le dynamique FNJ du Var.

Ce moment marque le début de la mobilisation de cette campagne présidentielle, si décisive pour le pays, cette campagne qui se profile et dont j'ai le plaisir de vous annoncer que j'ai confié la direction à quelqu'un de talentueux, à un homme qui symbolise la jeunesse, le travail, le mérite, la fidélité et le succès, David Rachline, Sénateur-maire de Fréjus !

C'est en candidate du peuple que je me présente devant vous, c'est la France qui nous réunit cet après-midi, et cet après-midi je veux vous parler de la France, et de rien d'autre.

La France, c'est d'abord le peuple français, notre peuple.

Le peuple français, c'est vous et c'est nous.

Ce sont des millions d'hommes et de femmes fondamentalement unis par des liens invisibles mais irréductibles, unis par l'amour d'un pays, par l'attachement à une langue et une culture, un peuple c'est un seul cœur qui bat dans des millions de poitrines, c'est un même souffle, une même espérance.

Peuple français, nous avons en nous la force de tous les recommencements, la foi de toutes les reconquêtes, l'énergie de tous les renouveaux.

Il y faut du travail, du courage, de la clairvoyance aussi.

Personne ne doit ignorer que cette élection présidentielle, cette élection de 2017, met en jeu une alternative implacable, soit la France, sa souveraineté, son identité, ses valeurs, sa prospérité, soit un pays que nous ne reconnaitrons plus, qui nous sera devenu étranger.

Je vous le dis : Il n'y aura plus de France sans identité, **Et il n'y aura pas d'identité sans souveraineté,**

Mais disons-le aussi, sans souveraineté et sans le peuple, il n'y aura plus de démocratie.

Ce qui nous appelle ensemble, ici, aujourd'hui, ce qui nous envoie sur les places et les marchés, sur les réseaux sociaux et dans les cages d'escalier, tous les jours, ce qui nous a fait grandir, depuis des années maintenant, ce n'est pas un parti, ce n'est pas un mouvement et ce n'est pas non plus un mandat.

Je vous l'ai dit.

C'est le souci de la France telle qu'elle est notre bien le plus précieux, le souci de la France libre.

Et c'est la conscience que la France n'est plus entre les mains des Français.

Nous, citoyens français, nous, peuple français, ne décidons plus de notre destin.

Nos lois ne sont plus nos lois, nos codes et nos mœurs ne sont plus nos codes et nos mœurs, et la politique de la France est trop souvent dictée de l'étranger, Washington, Berlin ou Bruxelles, quand il y a encore une politique de la France.

Inutile de multiplier les exemples de situations injustifiables.

Nous les vivons tous les jours.

- Agriculteurs, artisans, commerçants soumis à plus de 400 000 normes incompréhensibles, inapplicables, voire contradictoires ;
- dirigeants politiques rendus impuissants par des transferts de compétences antidémocratiques, opaques, déresponsabilisants et coûteux ;
- policiers et gendarmes bafoués par ceux qu'ils ont arrêtés dix ou vingt fois, et qui demeurent impunis ;
- entreprises ruinées par ces opérations financières qui trichent avec l'impôt, violent les frontières et bafouent les Nations ;
- parents interdits de transmettre à leurs enfants leur héritage moral et spirituel, y compris dans les écoles de leur choix ;
- salariés de l'industrie volés de leur emploi, de leurs brevets, de leur richesse collective, par des offensives de pillage économique organisées ;
- fonctionnaires trahis par ceux qui oublient le sens du service public ;
- soldats parfois engagés dans des aventures guerrières dictées de l'étranger hors de nos frontières, de notre histoire et de nos intérêts nationaux...

La France n'est plus en pleine possession de son territoire, et tous les jours, nos forces de police ou de gendarmerie, quand ce n'est pas notre armée, sont confrontées à des codes, des mots, ou des crimes, qui ne sont pas de France, mais qui sont en France.

Le mandat confié par la Constitution au président de la République fait de lui le garant de l'intégrité du territoire et de l'identité de la Nation. Ce mandat est clair.

Il a pourtant été trahi.

Est présent sur notre sol autre chose que des criminels, sont présents des ennemis qui entendent faire régner des lois, des mœurs, une idéologie politico-religieuse, venus de l'extérieur.

Le résultat, vous le vivez, nous le vivons tous les jours.

Les Français qui ont tant souffert, tant combattu, pour conquérir leur liberté, se voient dépouillés du droit d'être eux-mêmes, sur leur terre et dans leurs frontières.

Ils se voient privés du droit de demeurer ce qu'ils sont, par une offensive contre leurs intérêts vitaux qui ne dit pas son nom, par une dépossession méthodique et organisée de nos libertés collectives dont la première d'entre elles, celle de décider de notre destin.

Je ne désignerai pas un ennemi extérieur, ni même un parti de l'étranger, ce serait trop facile et trop réducteur.

La complaisance est dans nos têtes, elle est dans nos petits arrangements avec l'intérêt national, et elle est dans l'abdication devant un système qui livre tout bien commun, tout projet collectif, aux appétits individuels.

Nous avons cru à l'individu absolu, dévoré par le consumérisme, qui n'est que le jouet du marché et des désirs qu'on lui inflige.

Nous avons trop cédé aux mensonges de l'ultralibéralisme et de l'individualisme radical, à la religion du multiculturalisme.

Nous avons cru à la création de droits sans conditions, qui signifient trop souvent l'enfermement malheureux dans l'assistance et même l'asservissement des uns et la spoliation des fruits du travail des autres.

Nous avons accepté qu'être Français ne distingue plus, ne vaud plus et ne protège plus.

C'est la pente de notre système politique, nous y avons beaucoup trop et trop longtemps cédé. Le prix à payer, nous le savons désormais, c'est notre liberté politique, comme Nation, comme République, comme France, comme peuple.

Nous nous voyons sommés de nous plier à des intérêts qui ne sont pas ceux de la France, au nom de préférences qui ne sont pas celles des Français, pour un ordre supra national, politique ou marchand, qui entend en finir avec les peuples, les frontières et les Nations.

Nous nous sommes laissés raconter le conte de fées de la fin de l'histoire, endormir par le mirage de la pax americana, abusés par l'idée d'un monde de gentils qui ne nous voulaient que du bien.

Nous nous sommes laissés désarmer, moralement et intellectuellement, acceptant de fait un alignement économique, politique, diplomatique et militaire.

L'heure est venue d'en faire le bilan ; nous avons laissé notre démocratie se soumettre à la tutelle de l'économie financière, des intérêts particuliers, et de modèles étrangers.

Ce bilan se mesure aussi en dizaines de milliers d'entreprises détruites, en millions d'emplois perdus, en milliards d'aides publiques détournés, il se mesure en perte de confiance, en crise de légitimité politique, il se paie bien plus encore de l'affaiblissement de l'Etat et du démantèlement régalien.

Nous avons voulu oublier que seule la puissance garantit le respect, et que personne ne défend ceux qui ne se défendent pas eux-mêmes.

De lâches abandons en grands reculs, au nom du marché, de petites concessions en renoncements majeurs, au nom de l'ouverture, de minables tricheries en grandes trahisons, au nom d'une prétendue modernisation, la France n'est plus une Nation souveraine, le peuple français n'est plus maître chez lui, et l'intégrité du territoire comme l'identité de la France ne sont plus garanties aux Français.

Des élus, ou ceux qu'ils avaient choisis pour les représenter, ont signé des traités qui aliènent la liberté de la Nation, qui placent ses lois, sa justice et ses mœurs sous contrôle étranger.

Nos forces armées sont sous dépendance, notre autonomie nucléaire est attaquée, notre presse est parfois tentée par le déni ou l'autocensure, et nos données personnelles, comme les secrets techniques et commerciaux de nos entreprises, sont pillées.

Chaque année, s'allonge la liste des entreprises championnes de leur secteur qui passent sous le contrôle de capitaux étrangers, dont les sièges quittent la France, dont les brevets, les emplois, la dynamique, sont emportés loin de France.

Chaque semaine, des salariés découvrent qu'ils ne sont plus dans une entreprise française, et que leur entreprise a quitté le territoire.

Et chaque jour, à longueur d'écrans et de colonnes, nous sommes invités à troquer ce qu'ils appellent les illusions de la démocratie, de la souveraineté et de la Nation, contre les petits profits de la soumission.

Pour quelques points de profit en plus, que ne faudrait-il abandonner !

C'est Alstom aujourd'hui qu'il faudrait abandonner !

Alstom, fleuron de notre technologie industrielle, leader incontesté de son marché, que l'on voudrait abandonner parce qu'on ne prend même plus la peine d'acheter ses produits ! Parce qu'on laisse nos collectivités se fournir chez ses concurrents étrangers, sans rien vouloir protéger.

Sans rien pouvoir protéger en réalité, parce qu'on s'est lié les mains à l'Union Européenne, signant des traités absurdes qui empêchent tout patriotisme économique !

Entendons-nous bien, à nos yeux, **l'Europe, la vraie, celle du cœur, de la coopération, de l'histoire est une évidence. L'Union européenne, elle, est une ingérence.**

Ah ! Qu'on regarde avec passion et envie ce qu'ont fait nos voisins britanniques, le fameux Brexit, et comme nous avons hâte, nous aussi, de reprendre notre liberté !

Sans cette liberté, la France ne peut garantir l'intangibilité de valeurs, de principes et de ces singularités qui font l'exception nationale, qui pourra se reconnaître, s'entraider, se respecter, transmettre ?

Chaque minute, à chaque instant, de la Bretagne à la Corse et de Lille à Strasbourg, des Français regardent autour d'eux, et se disent : où suis-je ?

Et chaque jour, la France est sommée par Berlin, par Bruxelles ou par Washington de se taire, d'obéir, de se plier, à des lois, des principes, des directives, ou des traités, que le peuple français n'a jamais véritablement voulus, dont il n'a jamais débattu, et dont le plus souvent, il lui a été interdit d'avoir seulement connaissance.

Quels Français ont jamais débattu librement de la question des migrations ?

Quels Français ont été consultés sur le changement le plus important survenu depuis un siècle dans la Nation, l'ouverture à l'immigration massive bouleversant tous les acquis de la laïcité, de la libération des femmes et du pacte républicain ?

Nous vivons une dépossession de pouvoir.

Dépossession de notre souveraineté nationale concédée par des représentants indignes à des instances supranationales,

Dépossession de notre souveraineté populaire quand les référendums non conformes à l'idéologie officielle sont jetés à la corbeille comme en 2005.

Que dire du fonctionnement de l'Etat qui, privé d'un vrai chef, agit parfois avec sa logique propre et souvent contre la Nation.

Qui peut croire que sans la liberté de décider, sans la liberté de nous protéger, nous pourrions préserver notre identité ?

Ils disent interdépendance, et ils pensent obéissance.

Ils disent ouverture, et ils pensent démantèlement.

Ils disent mondialisation, et ils pensent asservissement mondial.

Derrière ce qu'ils appellent la liberté de mouvement des hommes, se cachent les marchands d'esclaves.

Qui est assez naïf pour imaginer que l'on pourra faire échec à la submersion migratoire et aux changements profonds qu'elle entraîne sans remettre en question les traités européens qui l'organisent ?

Immigration massive et communautarisme sont les enfants de l'Union européenne.

Le multiculturalisme, quant à lui, a une apparence, celui du respect de toutes les différences. Il a une réalité, dénoncée par René Girard, celui de les détruire toutes sous prétexte de les tolérer toutes.

Il est devenu une religion, enseignée dans les écoles, diffusée par tous les médias, imposée dans les esprits, et ceux qui ne font pas profession de foi se voient bannis, exclus, condamnés sans être entendus !

Et il a un résultat politique, celui dont le Liban fut le triste exemple, la guerre civile entre des communautés qui tôt ou tard découvrent qu'elles ne sont pas faites pour vivre sans conflit, pour travailler, voter, se gouverner ensemble.

La religion immigrationniste est une insulte à la personne humaine, dont l'intégrité est toujours liée à une communauté nationale, une langue, une culture, c'est d'abord une insulte à ces peuples dont la croyance, les mœurs, les pratiques ne sont pas les nôtres, qui n'ont pas vocation à être en France, mais que nous n'avons ni droit ni raison de critiquer chez eux, sur leur terre et dans leur histoire.

Nous pouvons, évidemment si nous le souhaitons, en accueillir certains membres mais en aucun cas organisés en communauté.

Derrière le multiculturalisme et le communautarisme sur le sol de notre patrie, vient la remise en cause de la liberté, de toutes les libertés, celles notamment conquises par les femmes, à quel prix !

Notre pays vit une période folle qui voit les droits des femmes s'effacer, de plus en plus rapidement, derrière les victoires du fondamentalisme !

Je dis aux Françaises, et à tous ceux qui les aiment pour ce qu'elles sont, qu'elles pourront compter sur moi ! Nous ne laisserons pas cela arriver !

Oui, je le proclame et je l'assume, le premier combat politique, le seul qui emporte tout, est celui de la liberté ! La liberté nationale ! Les Français savent ce qu'ils veulent, ils doivent pouvoir le dire, en débattre, et en décider. Ceux qui pendant tant d'années, ont tourné la France en dérision, ont insulté à plein écran le petit Français, ont interdit de parole et, parfois, menacés ceux qui résistaient, qu'en disent-ils aujourd'hui ?

Qu'en disent-ils aujourd'hui :

- quand des quartiers et des villes sont sortis de la République et de la loi,
- quand des jeunes Français s'engagent dans une guerre contre la France, sur son sol et dans ses frontières,
- quand des colloques dits de décolonisation sont interdits aux Blancs,
- quand l'irresponsable cohabitation de familles et de communautés que tout oppose menace ici et là de déclencher conflits et violences ?

Qu'en disent-ils quand ils voient que certains, ayant fait de la haine de la France un réflexe quotidien, s'enferment dans le communautarisme, le repli sur soi, l'inculture, et le rejet de ce qui fonde notre identité à tous ?

Quand ils voient que certains, pire encore, s'enivrent de la mort des Français, et s'engagent eux-mêmes dans cette entreprise de terreur infâme qui secoue le pays à intervalles désormais de plus en plus rapprochés ?

Or, le peuple français savait, et il ne pouvait rien dire.

Il devinait, et il était interdit de dire ses inquiétudes.

Il souffrait, et il était impossible de confier ses souffrances.

Il faut se souvenir de toutes celles, de tous ceux qui ont combattu, qui ont parlé, qui ont raconté, qui ont témoigné.

Ils ont été les témoins de l'ombre, les héros anonymes d'un combat pour la France aussi essentiel, aussi vital que peu d'autres.

La caricature a fait d'eux des adeptes de l'exclusion, de la fermeture, les nostalgiques d'un passé condamné. C'est tout le contraire.

Ils étaient les prophètes du monde qui vient.

Et ils étaient les témoins, les amoureux, les défenseurs, d'une France qui a compté pour le monde, de la France que le monde attend, la France libre de redevenir ce qu'elle est, et de dire au monde ce qu'elle a à dire !

Ceux qui sont très sûrs de ce qu'ils sont et de ce qu'ils se doivent ont leur place partout dans le monde, ceux qui savent ce qui les distingue savent respecter, écouter l'Autre, et même, apprendre de lui.

Qu'il est loin, le temps où le secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies, Boutros Boutros Ghali, nous adressait ce compliment ; « partout dans le monde, le français est la langue des non-alignés ! » et c'était vrai.

De Pékin à Brasilia et de N'Djaména à Calcutta, et aussi d'Alger à Montréal, cette France-là, la France de Victor Hugo et de Claude Lévi-Strauss, la France du général de Gaulle et d'André Malraux, était bien vivante et elle était attendue.

Contre le totalitarisme soviétique, contre la spoliation de l'Amérique du Sud ou de l'Afrique par les multinationales, contre l'injustice et la spoliation, le français était la langue des insoumis, et la France, partout dans le monde, était chère au cœur des hommes libres.

Qu'est-ce que la France si elle n'est pas la France libre, non alignée, toujours debout quand il s'agit d'affirmer la liberté des peuples à choisir leur destin ?

Qu'est-ce que la France quand elle ne rappelle pas les principes intangibles de la souveraineté des Nations, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, et de la primauté du droit des Nations, le vrai nom du droit international, sur tout autre ?

L'utopie d'un pouvoir mondial annonce la destruction de la diversité des Nations et des peuples, c'est une déclaration de guerre contre la liberté politique, c'est-à-dire la condition humaine, et c'est la première menace pour la paix mondiale.

Qu'est-ce que la France si elle n'est pas la France différente, libre de ses alliances, loin des prétendues guerres de civilisation, plus loin encore des enrôlements forcés et des soumissions exigées ?

Il lui faut réaffirmer le principe de relations internationales, entre des Nations égales en droit, en dignité et en souveraineté.

Elle doit au monde de promouvoir le respect de la souveraineté des peuples, l'équilibre des puissances, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, la réciprocité dans les échanges internationaux.

C'est cela que l'on attend de nous.

La place de la France est là, dans le défi à toutes les puissances qui voudraient faire leur loi au monde, dans le rappel à toutes les forces qui se prétendent universelles alors qu'elles ne font qu'espérer étendre au monde leur modèle propre, dans la solidarité avec tous ceux qui résistent aux empires à visée hégémonique, au pillage de leurs terres et au saccage de leurs cultures.

Le moment est venu de renouer avec le monde, et de s'extraire d'une logique contraire à notre histoire qui rétrécit la France.

De l'Afrique à l'Asie, de l'Atlantique nord au Pacifique ou à l'Océan Indien, et jusqu'à l'Antarctique, les Français ont toujours parlé au monde.

Partout la France a vocation à travailler, laisser son empreinte ; notre domaine maritime, le second du monde, en témoigne !

Le moment est venu de voir le monde comme il va, et pas comme on nous le raconte.

Voir le monde comme il avance et se rebelle ne laisse pas de doute ; l'Histoire s'est remise en marche, l'insurrection des différences bat son plein, et le monde ne se réduit pas à son utilité, n'en déplaie à tous les marchands et à tous ceux qui veulent le réduire à un casino financier !

Ce moment appelle la France, il ouvre toutes les chances à une France libre, à une France lucide, à une France qui dise la vérité d'un monde qui ne survivra que par la diversité humaine, culturelle, la biodiversité, d'un monde qui périra s'il ne comprend pas qu'il n'y a pas de civilisation s'il n'y a pas des civilisations – que la diversité des sociétés humaines est la condition de sa survie.

Oui au multiculturalisme au niveau de la planète, non au multiculturalisme dans un seul pays.

Et ce moment est décisif, à la fois pour le meilleur et pour le pire.

Pour le pire, parce que l'échec du libéralisme financier, l'arnaque de la mondialisation heureuse, qui détruit si bien la société pour livrer l'individu aux intérêts privés, confrontent nos sociétés, et la France elle-même, à des régressions politiques, morales et sociales que nous n'aurions même pas osé imaginer.

N'écoutons pas les marchands de territoires, d'hommes et de monnaies.

Nous ne sommes pas à vendre, la France n'est pas à vendre, nos vies ne s'achètent pas, et le monde ne se réduit pas à son exploitation.

La primauté du politique s'exprime d'abord dans cette affirmation ; tout n'est pas à vendre !

Nous voyons, en France, ailleurs dans le monde, les effets de la réduction de toute chose à son prix.

Et ces effets sont effrayants ; la vie elle-même est en jeu.

Terres épuisées, incapable de nourrir ceux même qui y vivent, eaux polluées, espèces exterminées, hommes réduits à se vendre au plus offrant sur les routes du monde, pays volés de leurs investissements éducatifs, civilisations piétinées au nom de la conformité et de la « diversité » individuelle, monnaie livrée à des faux-monnaieurs privés qui détruisent les patrimoines et livrent l'industrie à la prédation déterritorialisée...

Il n'est pas de politique réaliste qui ne soit une politique de maîtrise nationale des biens vitaux, des infrastructures physiques et virtuelles, plus encore, d'affirmation culturelle et de rayonnement de civilisations diverses.

N'écoutons pas ceux qui savent ce qui est bon pour nous, parce qu'ils l'ont appris dans les banques, sur les marchés, et le chiffrent en dollars !

Derrière ce qu'ils appellent la liberté de mouvement des hommes, se cachent les marchands d'esclaves.

Je vous parle d'une France qui se bat, d'une France que son attachement à la liberté des peuples fait rayonner, je vous parle d'une France que le monde appelle, et je vous parle d'une France digne de son histoire et de son peuple.

L'histoire, la grande histoire, est le cimetière des empires totalitaires, ces entités artificielles par leur immensité, fragiles par leurs fondements et inhumaines par leurs pratiques.

Notre idée de la France est la plus actuelle qui soit.

Le temps des Etats Nations revient ; le temps est aux frontières, c'est-à-dire aux protections naturelles et légitimes, le temps est au travail sur soi, et à la séparation des grands ensembles lâches tenus par les marchés.

A défaut de protection aux frontières, nous voyons des murs intérieurs s'ériger partout, 65 murs construits ou planifiés dans le monde, soit 40 000 km de long, chez nous un mur végétal à Calais, des clôtures de plus en plus hautes chez les particuliers.

Car dans le torrent des événements il dépend d'Etats en pleine possession de leurs frontières, de citoyens responsables de leur territoire, de sociétés humaines libres de fixer leur destin, de cultures libres d'approfondir leurs singularités, d'affirmer leur unité.

Dans ce monde qui redécouvre les limites de l'espace, du temps et de la vie, dans ce monde multiple, divers et insoumis, nous devons nous donner les moyens de notre souveraineté, à l'extérieur une diplomatie, une armée, à l'intérieur, une politique, une monnaie, et un Etat.

Dans ce monde qui l'attend, la France doit à son histoire et aux siens, elle nous doit, de demeurer, et il faut bien le dire aujourd'hui de redevenir elle-même.

La liberté à laquelle nous aspirons n'est pas un droit décrété d'en haut ; c'est un privilège toujours à reconquérir. La France libre, la France maîtresse de ses lois, de son économie, de sa monnaie, et gardienne de ses frontières, voilà la condition de toute politique nationale.

Et voilà où tout commence, où tout s'engage, où tout se joue.

D'abord, la citoyenneté.

Question cruciale à l'heure où la destruction de la Nation et l'affaissement de l'Etat renvoie chacune et chacun aux fondements éthiques religieux et culturels d'une identité que le projet national ne dépasse plus.

La France est la patrie de tous les Français. Mais nul autre que le peuple français ne peut décider qui est Français, qui peut le devenir, et à quelles conditions, qui bénéficie des lois de la République, et quels sont les devoirs qui ouvrent accès aux droits nationaux.

C'est au nom du peuple français qu'il conviendra de réaffirmer la compétence exclusive du gouvernement français sur les questions d'entrée et de sortie du territoire, de résidence et d'ouverture de droits.

Et rien d'autre que la fierté nationale ne peut réussir là où la politique de la ville et la politique de l'excuse ont échoué, et à quel coût !

C'est le vrai sens de la Nation, qui dépasse la détermination des origines, de la religion, de la culture, dans une synthèse qui est une autre naissance, une autre croyance, une autre culture.

C'est l'expérience de tant de générations qui ont conquis, par l'effort, par le travail et par le sang, le droit d'être Français. Dans le temps, et parce qu'ils le voulaient.

La grandeur française est celle de toutes celles, de tous ceux qui sont prêts à placer la France en avant – avant toute autre dépendance, tout autre lien, tout autre attachement.

Cette exigence nationale est le contraire d'une fermeture.

C'est le lien vital de la transmission dans le temps entre ceux qui ont fait de nous ce que nous sommes, et ceux à qui nous donnons la chance d'être Français.

Les questions d'identité nationale et de souveraineté nationale ne se séparent pas non plus des questions d'emploi et de pouvoir d'achat ; car ce sont les conditions même du progrès économique et social qu'elles déterminent.

Ce sont les conditions de l'égalité sociale et de la fraternité nationale.

Pas besoin d'aller chercher ici ou là des recettes, de mobiliser des comités d'experts et des commissions de sachsants.

L'union, la confiance, la sûreté de soi, de son environnement, de ses principes, voilà les vraies conditions morales et politiques qui commandent l'économie.

Nous nous trouvons dans un paradoxe.

La France est le pays de l'OCDE qui pratique les niveaux d'imposition les plus élevés, celui où l'Etat prélève le plus sur les ménages et les entreprises alors que, paradoxalement, il ne cesse de vendre nos bijoux nationaux par les privatisations ou les perd par le refus de mettre en place une quelconque stratégie industrielle, l'actualité récente le démontre cruellement avec les chantiers navals de l'Atlantique et Alstom !

C'est dans le même temps l'un des pays dont les citoyens sont les plus pessimistes sur leur avenir collectif, l'un de ceux aussi où ils sont le plus nombreux à redouter de tomber dans la pauvreté, et même, la grande pauvreté.

La France se réclame de l'égalité, et tolère les plus grandes inégalités devant la retraite, devant l'emploi, devant l'éducation : trop de petits salaires, de pensions de misère, d'échec scolaire.

La France se réclame de la liberté d'entreprendre, et c'est le pays qui pénalise le plus lourdement l'investissement en actions d'entreprises françaises.

Et c'est enfin l'un des pays où ceux qui travaillent dans les entreprises en concurrence, comme dans des administrations, travaillent le plus et se révèlent parmi les plus performants au monde, avec des pics spectaculaires de productivité par heure travaillée.

Ce paradoxe n'est qu'apparent.

Trop peu de Français sont réellement engagés dans l'économie nationale, et trop peu bénéficient pleinement des fruits de leur travail, et des extraordinaires performances qu'ils ont permis de réaliser à ces dizaines d'entreprises françaises, de toute taille, qui comptent parmi les champions mondiaux de leur secteur ; parmi eux,

je n'oublie pas les salariés des administrations qui fournissent les infrastructures collectives, territoriales et nationales sans lesquelles ces entreprises ne pourraient dégager leurs performances.

Frappés par le chômage de masse, lui-même conséquence de choix politiques erronés, trop peu de Français qui travaillent, qui entreprennent et qui investissent, participent vraiment aux résultats de l'économie française.

La désindustrialisation qui frappe tant de régions, tant de villes, qui a condamné au chômage de longue durée tant de Françaises et de Français, s'explique par la guerre économique qui est menée contre nous, et qui menace ici ou là, dans le nucléaire, dans l'énergie, dans les télécommunications, dans l'aéronautique, dans la santé ou dans l'armement, l'indépendance de la France, comme elle menace des millions d'emplois de grande valeur.

Elle s'explique surtout par la complaisance avec laquelle tant d'experts et les décideurs qui les écoutent, ont sacrifié le patriotisme économique pour les dogmes du libre marché, de la concurrence libre et non faussée, pour la course au moins disant salarial, social, environnemental et fiscal ; il y eut même un ministre pour interdire que l'on parle de « politique économique » dans son Ministère !

Elle s'arrêterait vite sans la naïveté de tant de dirigeants qui suivent les yeux fermés les préceptes venus de pays qui se gardent bien d'appliquer à eux-mêmes ce qu'ils prêchent aux autres, les Etats-Unis notamment, qui protègent par tous les moyens leur agriculture et leur industrie et n'hésitent devant aucun moyen quand leur intérêt national et en jeu ; faites ce que je vous dis, pas ce que je fais !

Croissance régulière, monnaie nationale, égalité sociale, diffusées à tous les bénéfices du capitalisme national.

Finance débridée, monnaie unique, surveillance de masse, suprématie américaine, réservent les bénéfices du capitalisme mondialisé au tout petit nombre, qui se dispense de l'impôt, remplace l'égalité par la charité, et se veut nomade pour mieux échapper à toute règle et à toute justice et profiter d'une concentration mondiale jamais connue des capitaux, des dividendes et de la richesse.

La réponse pour l'économie nationale est la participation et la concertation.

Face à la situation créée par l'individualisme radical, la réponse est connue, elle est tout autour de nous, il suffit d'ouvrir les yeux !

Elle repose sur le réalisme économique, sur le pragmatisme ; à l'intérieur des frontières, dans des règles fixées par l'Etat, un Etat qui n'hésite pas à intervenir quand il le faut, et à donner des directions fermes, parce que lui seul voit l'intérêt général, l'économie de marché tout simplement ;

à l'extérieur, tout ce qui sert l'intérêt national, rien qui serve d'autres puissances, rien qui nuise à la Nation !

Elle appelle le renouveau de la participation des salariés au capital des entreprises, elle invente les moyens de concertation qui vont rendre tout son sens à la vie et au débat démocratiques.

Elle exige surtout cette révolution ;

- que dans tous les domaines de l'économie, de la finance et des marchés, le gouvernement pense la France d'abord !
- que dans chaque opération d'émission de dette publique, d'arbitrages budgétaires, d'agrément de la vente d'entreprises françaises à des fonds étrangers, la seule priorité soit ; l'intérêt de la France et des Français, en premier !
- que dans chaque élection, dans chaque jugement de l'action publique ou de la gestion des affaires, et dans chaque appréciation d'un élu ou d'un dirigeant, le critère décisif soit ; ont-ils bien servi la France et les Français ?

Doutez-vous qu'en Chine, en Inde, aux Etats-Unis, d'autres critères, d'autres principes motivent le jugement et déclenchent l'action ?

Doutez-vous qu'ils ne nous enseignent si bien le désarmement moral et l'inconscience nationale que parce qu'eux-mêmes sont si bien armés et tellement conscients de l'impératif national ?

Pour qu'un patriotisme économique nous replace dans la guerre économique mondiale, il faut reprendre le pouvoir, et d'abord, le pouvoir sur nos idées, nos analyses et nos opinions.

Il le faut, pour avancer vers cette société de participation et de concertation qui est la voie d'une économie nationale prospère, la voie choisie par toutes les puissances gagnantes d'aujourd'hui, des Etats-Unis à la Chine et de l'Inde à la Russie ou à Israël.

La France a été, elle reste une Nation d'entrepreneurs, de conquérants, de voyageurs du savoir, des sciences et des idées.

Pour que se lèvent à nouveau les forces du progrès, du renouveau, de la grandeur française, il faut à la fois que s'allègent à l'intérieur les contraintes et l'injustice fiscales, les contraintes réglementaires, juridiques, qui sanctionnent la réussite, qui découragent l'initiative et privilégient la rente sur l'investissement à risque, et que se renforcent à l'extérieur le principe de la préférence pour soi et de primauté de la Nation.

Le protectionnisme intelligent, la capacité à faire gagner son industrie, ne sont pas des gros mots !

Il faut que les Français qui prennent le risque de l'entreprise, qui deviennent copropriétaires des sociétés françaises, soient plus et mieux intéressés au succès.

Il faut que les salariés de ces entreprises aient une plus large part à leurs résultats, en tant qu'associés en capital. Mais il faut aussi que la propriété industrielle et commerciale soit mieux protégée, que ceux qui choisissent entre l'intérêt de leur pays et leur propre intérêt financier soient jugés comme ils le méritent, mais il faut encore que le succès de quelques-uns participe davantage au progrès de tous, qu'un capitalisme national entraîne mieux et davantage la France vers plus grand, plus riche, plus fort.

Le temps de penser une grande politique industrielle, une grande politique de services, une grande politique bancaire et financière, aussi et surtout une politique de propriété populaire du capital national, est venu.

Aucun des outils de la réussite et de la grandeur ne doit manquer à la France.

Parce que l'économie est indissociable de la Nation, il faut reprendre l'examen des privatisations hasardeuses, des rentes concédées sur l'espace public, sur nos biens communs, et il faut analyser dans le détail l'affaiblissement du régalien qui en résulte – l'appauvrissement des Français de ce patrimoine national qui s'appelle sécurité, confiance, libertés civiques.

Enfin, la sécurité des biens, des consciences et des personnes. La France de tous les Français est la France de l'espace public, des services collectifs et des biens communs.

Le premier de tous, celui sans lequel tous les autres perdent leur saveur, c'est la sécurité.

Sans sécurité, pas de propriété privée, pas d'espace public d'accès libre, gratuit et égal pour tous, pas de biens communs assurés à tous les Français.

Sans sécurité collective, politique, culturelle, sociale, en somme, pas de progrès.

Sans résilience environnementale et robustesse de nos territoires, pas de sécurité physique et morale de populations attachées à des paysages, des terroirs.

Les dommages causés par la prise de pouvoir de la conformité et de la norme bureaucratique – comme si la norme bureaucratique faisait une politique, comme si la conformité était autre chose qu'une fuite devant la responsabilité ! – engendrent une déception générale devant les biens collectifs, devant les biens communs, devant la politique enfin, si profonde qu'elle est l'origine du malheur français, de cette étrange morosité qui a saisi l'un des peuples les plus gais de la terre.

Certains voient dans la situation actuelle un motif de désespérer de la France et des Français. J'y vois une raison d'espoir.

Certes le défi est de taille ; mais je crois dans le génie français, le génie des Français, qui les rend capables d'un sursaut dans les moments les plus graves.

S'ils désespèrent, c'est parce qu'ils en attendaient tant !

S'ils se sentent malheureux, c'est parce qu'ils se souviennent du bonheur français, de la joie française, de l'accomplissement français !

Ils ne douteraient pas tant, s'ils n'avaient pas cru autant ; et ils ne craindraient pas tant, s'ils n'étaient pas prêts à espérer tellement !

Ce combat, la France doit le remporter pour les Français, et pour le monde. Ils sont combien qui attendent de la France, qui espèrent de la France, qui ne doutent pas que la France reprenne le chemin de la grandeur !

Pour répondre à leur attente, pour répondre aux attentes de tous ceux qui, dans le monde, regardent la France, et ne comprennent pas, j'engagerai la France auprès des Nations Unies dans le renouvellement des accords de La Havane.

Ces accords, au fondement même des Nations-Unies, subordonnaient le commerce au progrès et la liberté de la finance et des marchés au développement social et humain.

Je proposerai aux Nations-Unies de compléter et d'accomplir les droits de l'homme, qui sont les droits de l'individu, en ajoutant à la Déclaration Universelle les dispositions qui assurent les droits des sociétés humaines. Droit à la sécurité environnementale, droit à l'intégrité de leurs institutions, de leurs lois, de leur gouvernement ; droit à décider de l'emploi de leurs ressources, droit de fixer les règles sociales et fiscales applicables sur leur territoire.

Droit à leur intégrité morale et culturelle, enfin.

Car quand tout est à vendre, que même les consciences elles-mêmes et la vie elle-même sont des biens comme les autres, négociables sur un marché mondial comme n'importe quel autre produit, ce n'est pas la liberté qui s'étend, c'est l'esclavage, le servage et l'usure qui reviennent.

Il est digne de la France de rappeler que la liberté politique est la plus grande de toutes, qu'un monde plat est un monde mort.

Au nom de la France, j'engagerai ce combat.

Avec le peuple français, avec tous les peuples libres du monde, nous remporterons ce combat. C'est celui de la liberté, et c'est celui du véritable progrès.

C'est celui-là le combat pour la France.

Il commande tous les autres. Le principe du gouvernement est simple.

C'est le principe de tout gouvernement d'un peuple libre, au service d'une Nation souveraine. Tout au nom du peuple français. Rien sans lui, rien contre lui.

Rien qui le trompe, qui le lie, qui le place sous dépendance.

Le moment est venu de remettre l'intérêt des Français au cœur de la décision politique.

Le moment est venu de remettre la France, la France libre, au cœur de tous les arbitrages et de tous les choix, au cœur du monde, ce monde qui se redécouvre divers, multiple, inépuisable, vivant.

Le moment est venu de remettre la France, libre, égale et souveraine, parmi les autres Nations, elles-mêmes libres, égales et souveraines.

Et le moment est venu de le dire ; sans la France, sans la force, la chaleur, l'amour du peuple français, rien ne se fera, rien ne sera gagné.

Ce moment est celui d'éprouver la chaleur du nous, de reprendre confiance dans nos propres forces, le moment où c'est l'amour de la patrie qui juge chacune et chacun, cette patrie qui est autre chose et bien plus qu'une idée, qu'un patrimoine ou qu'un régime.

Car ceux qui sont morts dans les tranchées sont morts pour que leurs enfants, et les enfants de leurs enfants, restent Français.

Car ceux qui ont combattu dans la nuit de l'Occupation, et aujourd'hui, ceux qui luttent, ceux qui meurent dans la campagne de terreur qui veut précéder la soumission, ne se battent pas, ils ne meurent pas pour des idées abstraites et vagues, pour des contrats ou pour des droits, mais pour cette chose vivante, précieuse, proche ; la liberté de la patrie ! Les libertés du peuple !

Au-delà de nos différences, au-delà de nos histoires personnelles et de nos préférences partisans, au-delà des formules et des politiques, nous avons la France en commun. Et nous savons désormais que c'est essentiel. La France, nous ne vivons pas sans elle.

Pour la France, avec la passion de la France, avec la passion de la France première, nous saurons préparer les conditions pour que chaque Français puisse s'épanouir dans la liberté.

Et nous saurons travailler debout, ensemble, confiants et fiers de ce que nous aurons entrepris et gagné ; rendre la France à son destin.

Au nom du peuple !

Vive la République !

Vive la France !

Assises présidentielles de Lyon : Discours de Marine Le Pen 5 février 2017

Mesdames, Messieurs,

Très chers compatriotes de métropole, de l'outre-mer ou de l'étranger,

Si vous êtes ici aussi nombreux aujourd'hui, c'est que vous avez compris, et l'actualité récente en a apporté une démonstration éclatante, que contre la droite du fric et la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple.

En effet, à tous égards, cette élection présidentielle n'est pas comme les autres ; elle met en jeu un débat crucial qui engage notre pays de manière fondamentale.

De son issue, dépendront la continuité de la France en tant que nation libre et pour ceux qui comme nous se sentent avant tout français, notre existence en tant que peuple.

Après des décennies d'erreur et de lâchetés, après des fausses alternances faites de reniements et de laisser-aller, de laisser-passé, de laisser-faire, nous sommes à la croisée des chemins.

Je le dis avec gravité : le choix que nous aurons à faire dans cette élection est un choix de civilisation.

La question est, en même temps, simple et cruelle : nos enfants vivront-ils dans un pays libre, indépendant, démocratique ?

Pourront-ils encore se référer à notre système de valeurs ?

Auront-ils le même mode de vie que nous et nos parents avant nous ?

Nos enfants, et les enfants de nos enfants, auront-ils encore un travail, un salaire digne, la possibilité de se constituer un patrimoine, de devenir propriétaire, de fonder dans un environnement sûr une famille, d'être soignés correctement, de s'élever à l'école, de vieillir dignement ?

Nos enfants auront-ils les mêmes droits que nous ?

Vivront-ils selon nos références culturelles, nos valeurs de civilisation, notre art de vivre, et même parleront-ils encore notre langue le français, qui se désintègre sous les coups de boutoir de dirigeants politiques qui dilapident ce trésor national, allant jusqu'à choisir un slogan en anglais pour promouvoir la candidature de Paris aux JO 2024.

Auront-ils le droit de se réclamer de la culture française quand certains candidats à la présidentielle, bouffis de leur propre vide, expliquent qu'elle n'existe pas

Je pose cette question majeure, parce qu'à l'inverse de nos adversaires, je ne m'intéresse pas seulement au patrimoine matériel des Français, mais je veux défendre aussi leur capital immatériel.

Ce capital immatériel n'a pas de prix parce que ce patrimoine-là est irremplaçable, en réalité je défends les murs porteurs de notre société.

Or, chacun en a conscience, tout ceci est aujourd'hui remis en cause.

Nos dirigeants ont choisi la mondialisation dérégulée, ils la voulaient heureuse, elle s'est révélée affreuse.

Procédant uniquement de la recherche par certains de l'hyper profit, elle se développe à un double niveau, la mondialisation d'en bas avec l'immigration massive, levier du dumping social mondial, et la mondialisation d'en haut avec la financiarisation de l'économie.

La mondialisation qui était un fait avec la multiplication des échanges, ils en ont fait une idéologie : le mondialisme économique qui refuse toute limitation, toute régularisation de la mondialisation et qui, pour cela, a affaibli les défenses immunitaires de la Nation, la dépossédant de ses éléments constitutifs : frontière, monnaie nationale, autorité de ses lois conduite de l'économie, permettant ainsi à un autre mondialisme de naître et croître : le fondamentalisme islamiste.

Ce dernier a lui grandi au sein d'un communautarisme délétère, lui-même enfant de l'immigration de masse, subie année après année par notre pays.

Nous avons ainsi rempli notre premier acte politique qui est de désigner l'adversaire.

Ces deux mondialismes, aujourd'hui, se font la courte échelle :

- Le mondialisme financier et affairiste dont l'Union européenne, la finance et l'essentiel d'une classe politique domestiquée sont les serviteurs zélés;
- Le mondialisme djihadiste qui porte atteinte à nos intérêts vitaux à l'étranger, mais aussi qui s'implante sur notre territoire national, dans certains quartiers, dans certains lieux, dans certains esprits faibles.

Et l'un et l'autre œuvrent à la disparition de notre nation c'est-à-dire de la France telle que nous la vivons, telle que nous l'aimons, c'est pourquoi les Français ont un sentiment de dépossession.

Ces deux idéologies veulent soumettre nos pays.

L'une au nom de la finance mondialisée, c'est-à-dire de l'idéologie du tout commerce, l'autre au nom d'un islam radicalisé, c'est-à-dire de l'idéologie du tout religieux.

Face à ces deux totalitarismes qui menacent nos libertés et notre pays, nous n'avons plus le temps, ni les moyens de l'angélisme, des faux semblants, des petits arrangements, des grandes lâchetés.

Nous devons faire preuve d'une lucidité, d'une détermination et d'une unité sans faille.

Le mondialisme économique tue par asphyxie, lente, progressive, mais sûre.

Le fondamentalisme islamiste nous agresse chez nous par le harcèlement calculé des résistances républicaines, par des exigences incessantes, par des demandes d'accommodements dont aucun ne peut être, pour nous, raisonnable et donc envisageable.

N'oublions pas non plus, mais nous le gardons dans nos mémoires meurtries, que le fondamentalisme islamiste est barbare, qu'il se manifeste chaque jour dans le monde en tuant, en massacrant, en usant notamment de l'arme immonde et lâche du terrorisme ou de l'assassinat de masse.

Comme dans tous les combats idéologiques, il se trouve chez nous des idiots utiles, des relais, des complices plus ou moins conscients qui, par lâcheté, aveuglement ou cupidité, facilitent ces entreprises d'installation de cette idéologie barbare, ennemie de la France.

Pour progresser, les tenants de ces deux idéologies mondialistes donnent l'illusion de s'appuyer sur nos principes; en réalité, ils invoquent faussement la liberté pour installer leur totalitarisme : c'est la liberté du renard dans le poulailler.

- **le premier**, le mondialisme économique et financier, invoque la liberté du commerce, la liberté de circulation, la liberté d'installation ; tous ceux qui s'avisent de révéler ses échecs sont taxés d'ignorance, accusés de je ne sais quelle dérive idéologique, frappés d'opprobre morale.

Ils sont mis au ban de la bonne société pour crime contre la bienséance économique; le mondialisme économique et financier s'appuie sur une pseudo expertise économique qui ne cède jamais, pas même devant l'évidence de son échec économique et de la dévastation sociale qu'il provoque;

L'objectif est de réduire l'homme à son rôle de consommateur ou de producteur.

Les pays ne sont plus des nations, unies par un élan de cœur, mais des marchés, des espaces où la marchandisation de toute chose et de tout être humain est envisageable, possible, admise et même organisée.

Les peuples ne sont plus que des populations.

Les frontières sont effacées, comme avec Schengen, pour faire de nos pays des halls de gare où tout un chacun est libre de venir et de rester et, par le nombre, participer au nivellement des protections sociales et la baisse des salaires ainsi qu'à la dilution culturelle dans un plus petit commun dénominateur mondial.

Avec les mondialistes, les cultures des peuples c'est à dire ce qui fait la diversité du monde sont destinées à être gommées pour faciliter la commercialisation de produits standards et faciliter les hyper profits au prix souvent de l'épuisement écologique de la planète ou du travail des enfants du tiers monde.

On fait croire à Monsieur Toutlemonde que dans ce monde il sera un « winner », mais coupé de son histoire, dénué de tout sentiment d'appartenance, isolé dans un monde insensible à toute solidarité, il ne sera en fait qu'un esclave dans des pays asservis.

En réalité, comme je l'ai déjà dit, cette vision du monde revient à faire fabriquer par des esclaves pour vendre à des chômeurs!

Ce monde où l'économie est une fin en soi et l'homme, un simple outil à son service, nous plonge dans l'ère des nomades, de l'éphémère, du courtermisme, du jetable, bref un monde artificiel et profondément déshumanisé.

Le droit des gens, leur situation sociale, leur bien-être, l'environnement où ils vivent, deviennent la variable d'ajustement des intérêts de grands groupes et de la caste.

La Nation est pour eux une barrière non tarifaire ; à leurs yeux, le pays est un espace géographique ouvert où la seule exigence se limite au « vivre ensemble » c'est-à-dire à l'injonction faite à des communautés qui n'ont précisément pas demandé à vivre ensemble, de ne pas s'agresser entre elles.

Je veux la dénoncer, cette alliance puissante entre la promotion de la mondialisation sauvage d'un côté et l'inaction coupable, voulue même, face à l'immigration incontrôlée et sa conséquence directe, l'installation du fondamentalisme islamiste.

- Si le mondialisme économique avance avec le bouclier de la liberté du commerce, **le second** de ces mondialismes, le fondamentalisme islamiste, instrumentalise le principe de la liberté religieuse pour tenter de nous imposer des schémas de pensée qui sont clairement à l'opposé des nôtres :

Et le laxisme, la faiblesse d'âme de nos dirigeants ont été une hormone de croissance à cette idéologie qui a encore essayé de semer la mort au Louvre il y a deux jours.

Permettez-moi, à cette occasion, de rendre un hommage appuyé à nos soldats, nos policiers, nos gendarmes, qui nous défendent parfois au péril de leur vie, qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Mais nous, nous mettons des mots sur ce que nous vivons ou plutôt sur ce que nous ne voulons pas vivre.

Nous ne voulons pas vivre sous le joug ou la menace du fondamentalisme islamiste.

Il cherche à nous imposer pêle-mêle:

- la contestation de la mixité dans les lieux publics,
- le voile intégral ou non,
- des salles de prières dans les entreprises, des prières de rues, des mosquées cathédrales,
- la soumission de la femme interdite de jupe, de travail ou de bistro.

Cela, aucun Français, aucun républicain, aucune femme attachée à sa dignité et à sa liberté ne peut l'accepter.

Pour progresser, l'islamisme radical brandit une prétendue « islamophobie » en trouvant chez les professionnels de la repentance antifranaise, chez les islamo-gauchistes, chez les tiers-mondistes nostalgiques, chez les bobos ou parfois même chez certains juges un soutien irresponsable.

Mais derrière ces deux idéologies se profile inexorablement l'asservissement des personnes ; un asservissement d'abord mental, qui s'opère par la désaffiliation, par l'isolement, par la dissolution des liens traditionnels.

Le mondialisme économique professe l'individualisme, l'islamisme radical, le communautarisme.

Le mondialisme s'appuie, on le voit, sur la négation des valeurs sur lesquelles la France s'est construite et sur les principes dans lesquels l'immense majorité des Français se reconnaissent encore : la prééminence de la personne et donc son caractère sacré, la liberté individuelle et donc le consentement individuel, le sentiment national et donc la solidarité nationale, l'égalité des personnes et donc le refus des situations de soumission.

Ces principes pour lesquels nous nous battons sont affirmés dans notre devise nationale « Liberté, Egalité, Fraternité » qui procède, elle-même, d'une sécularisation de principes issus de notre héritage chrétien.

Mais ces deux idéologies mondialistes ne s'attaquent pas seulement à notre Nation ; l'une et l'autre s'attaquent aussi à notre République en mettant en cause son indivisibilité.

Nous le savons, la subversion est l'art de dissuader ses adversaires de combattre.

Moi, je vous le dis. Ne nous laissons pas abuser.

Ne nous laissons pas subvertir.

Ne nous laissons pas intimider.

La réponse n'est pas technicienne mais régalienne, c'est pourquoi nous appelons au réarmement moral du pays et au sursaut des énergies nationales. Nous appelons à la résistance et à la reconquête. « *Face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur* » écrivait le général de Gaulle dans ses mémoires de guerre.

Il n'y a rien pour nous de plus beau que la France, il n'y a rien pour nous de plus grand que la France, il n'y a rien pour nous de plus utile au monde que la France !

Gardons à l'esprit le fil rouge de l'intérêt national, gardons à l'esprit que tout procède du peuple et donc rétablissons le peuple comme sujet politique.

Dans le trou noir de la mondialisation sauvage dans laquelle certains voudraient nous précipiter comme face à l'obscurantisme des fondamentalistes, c'est ensemble, c'est unis, c'est groupés que nous allons faire face.

Eux proposent de nous désunir, nous, nous exaltons tout ce qui unit les Français entre eux, ce lien indéfinissable, mais si profond et si rassurant qui crée entre nous une fraternité de cœur et nous permet d'affronter l'avenir ensemble.

Ne perdons jamais de vue que nous sommes un grand peuple, un peuple qui sait qu'il porte en lui les moyens de sa liberté, de l'affirmation de ses valeurs, de sa grandeur, de son destin.

Dans ces circonstances où les prétendues élites ont jusqu'à présent failli et trop souvent trahi, le seul recours c'est le peuple, c'est de sa volonté que naîtra l'arrachement aux forces du déclin, c'est de sa détermination que s'engageront les reconquêtes, c'est de son sein qu'émergeront les femmes et les hommes qui conduiront le pays à la lumière.

Je dis aux Français qui nous regardent ou nous écoutent : le sort de la France est entre vos mains !

C'est la raison pour laquelle j'ai frappé ma candidature du sceau du peuple en prenant cet engagement solennel devant les Français, un engagement que nos militants affichent sur les murs de France : « *Au Nom du peuple.* »

Mon projet pour la France, il vous a été présenté ce week-end.

J'ai voulu que vous puissiez comprendre au mieux ce que je veux pour notre pays, et je l'ai donc articulé autour d'engagements.

144 engagements qui sont autant de vérités que je dois aux électeurs.

Car, après mon élection, il ne s'agira pas d'oublier la campagne, comme l'ont fait tous les autres, mais il s'agira de toujours avoir au cœur ce pour quoi les Français m'auront élue.

Et je leur demanderai de vérifier, un par un, que ces engagements sont tenus ! C'est ce que j'appelle la démocratie de contrôle.

Car, sans contrôle, pas de démocratie !

Sans contrôle, il ne sert à rien de s'adresser au peuple. Et quand on fait sa campagne au nom du peuple, c'est à lui que chaque jour une fois au pouvoir on revient !

Ce projet, il est aussi une œuvre collective, dont je tiens à remercier les contributeurs, au premier rang Jean Messiha qui en fut le coordinateur, les collectifs, les Cap, les Horaces, comme les nombreuses collaborations internes et externes.

Ceux qui le liront seront frappés par sa cohérence et son équilibre, ils seront frappés par son pragmatisme et sa modernité, ils seront frappés par sa résonnance avec le grand mouvement historique que connaît aujourd'hui le monde.

Dans ce monde politique inerte, dénué de tout volontarisme politique ou de toute culture du résultat, il est mu par une triple impulsion :

- La révolution du patriotisme
- La révolution de la proximité
- La révolution de la liberté

La révolution du patriotisme

La politique, la haute politique, celle qui permet à un pays de retrouver ses repères, consiste à créer du sens et du lien.

Le dirigeant politique doit être capable de définir les fondements du pacte social qui nous unit, celui qui unit les Français d'où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

Cela l'oblige à rappeler que la France est un pays millénaire, une histoire, une culture.

La France est un acte d'amour, cet amour a un nom : le patriotisme. C'est lui qui fait battre nos cœurs à l'unisson quand retentit la Marseillaise ou quand nos couleurs nationales battent au vent de l'histoire.

C'est lui qui peut réunir les Français de droite et de gauche, de Mayotte à l'Ardèche, du berceau à la canne, de l'usine au bureau.

C'est lui qui confronte notre vision à celle des mondialistes.

De ce patriotisme aussi, les Français ont été dépossédés, souffrant en silence de ne pas avoir le droit d'aimer leur pays.

Nous ne ferons pas aimer la France si nous-mêmes nous ne l'aimons pas.

Or, vous avez le droit d'aimer votre pays et même de le montrer.

Nous croyons qu'il est temps de revivifier le sentiment national, de le faire vivre au quotidien, en apprenant à nos enfants tout ce qui fait et a fait leur pays, en leur apprenant à aimer leurs compatriotes, à être fiers de leur histoire, à être confiants dans les forces de la France.

Nous voulons que chaque Français, dans ses projets ou ses difficultés, puisse se sentir soutenu par la communauté nationale et appuyé par un Etat attentif et bienveillant.

Nous voulons un Etat fort, un Etat stratège, qui peut nous en faire le reproche si l'Etat c'est vous ! Et s'il est l'instrument de la mise en œuvre de votre volonté.

L'Etat est au service de la nation, c'est-à-dire au service de notre projet collectif, mais aussi au service des citoyens notamment en garantissant, au meilleur coût, des services publics de qualité.

Nos prestations sociales, parce qu'elles sont distribuées à ceux qui viennent du monde entier, sont en passe de ruiner nos systèmes sociaux au détriment de nos compatriotes en difficulté, et particulièrement des femmes déjà victimes directes de la loi El Khomri, qu'il faudra supprimer.

Ces femmes souvent pilier de familles monoparentales et, à ce titre, fragilisées à l'extrême par la dilution de fait de la solidarité nationale.

Certains en tirent comme conclusions brutales, la fin de cette solidarité, moins d'indemnisation en cas de chômage, moins d'hôpitaux, moins de santé, moins de protections, plus de travail, moins de revenus, moins de retraites, plus d'impôts, moins de services.

Il n'en est pas question parce que nous ne pouvons-nous dire patriotes si nous ne défendons pas la solidarité nationale, c'est-à-dire le témoignage d'une solidarité fondamentale entre Français.

C'est la raison pour laquelle, dans le logement social, l'emploi, nous établirons la priorité nationale.

Ce principe sera inscrit dans la Constitution.

C'est aussi pourquoi nous créerons la « prime de pouvoir d'achat » qui permettra de verser aux salariés et retraités qui touchent moins de 1500 euros par mois, les recettes d'une contribution sociale à l'importation de 3 %, c'est ainsi en moyenne 1000 euros par an qui viendront soulager chacun de ces travailleurs et retraités modestes quand ils ne sont pas carrément pauvres.

C'est pourquoi nous revaloriserons aussi significativement l'allocation adultes handicapés et le minimum vieillesse, c'est pourquoi nous créerons une « protection logement jeunes » en revalorisant de 25 % l'aide au logement des jeunes jusqu'à 27 ans, et que nous aiderons résolument les familles.

J'entends déjà les égoïstes souvent très bien nantis nous expliquer qu'il serait immoral et ruineux de relever les 801 euros/mois du minimum vieillesse.

J'entends déjà les politiques et leurs cautions, certains économistes bien choisis, les sachant, les experts de pacotille, nous expliquer d'un ton péremptoire que c'est contraire à la science économique, la même science en application de laquelle ils ont fait 2200 milliards d'euros de dette, 7 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres et 66 millions de Français désabusés, démoralisés.

Ne les croyez pas !

A cette vision comptable, égoïste, refermée, erronée, nous opposons une vision volontariste, dynamique, juste, vertueuse, patriotique, parce qu'encore une fois, ce n'est que tous ensemble que nous réussirons.

Mais le patriotisme suppose aussi un pays qui se respecte et donc un pays qui se fait respecter.

A ce titre, nous appliquerons le principe selon lequel un étranger clandestin ne pourra jamais être régularisé et a fortiori jamais naturalisé.

Une situation hors la loi ne peut être génératrice de droits. L'AME sera supprimée.

Quand on aspire à s'installer dans un pays, on ne commence pas par violer ses lois. On ne commence pas par réclamer des droits.

A tous, et notamment aux gens de toutes origines et de toutes confessions que nous avons accueillis, je rappelle, parce que ce qui va sans dire va encore mieux en le disant : il n'y a pas et il n'y aura pas d'autres lois et valeurs en France que françaises.

Sur ce sujet, il n'y aura aucun recul, aucune retraite, aucune compromission.

Ceux qui sont venus en France c'est pour trouver la France, pas pour la transformer à l'image de leur pays d'origine. Ou alors, s'ils voulaient vivre comme chez eux, il leur suffisait de rester chez eux.

Nous appliquerons strictement les règles de laïcité dans un pays dont l'histoire tragique a appris à se garder des guerres de religion, que nous étendrons à l'espace public et que nous inscrirons dans le droit du travail afin d'apporter une réponse à ceux qui voient, avec inquiétude, monter les revendications religieuses dans l'entreprise et la montée des conflits sur les lieux de travail.

Pour tous les enfants de France, nous voulons restaurer à l'école le roman national que des dérives jargonantes et pédagogistes ont relégué.

Nous ne voulons plus que l'Etat laisse se propager la haine de la France.

Nous voulons une école publique ou privée qui transmette aux futurs citoyens la maîtrise de notre belle langue et l'amour de notre culture.

De même, l'école fera acquérir en primaire à tous les petits Français une maîtrise parfaite des savoirs essentiels que sont l'histoire de France et les mathématiques.

Nous voulons une France qui transmet et une France qui se transmet !

Dans le prolongement, nous inscrirons dans la Constitution, la défense et la promotion de notre patrimoine historique et culturel, nous redonnerons à la francophonie ses lettres de noblesse, nous protégerons nos bâtiments nationaux, mais aussi nos entreprises stratégiques, de la captation et de la spéculation étrangère, nous redonnerons à nos compatriotes d'Outre-mer une place au cœur de notre cœur.

Enfin, pour renforcer le sentiment d'appartenance et de solidarité, nous instaurerons un service national, civil ou militaire, de trois mois pour les garçons et les filles.

Voilà une partie de ce patrimoine immatériel dont je parlais tout à l'heure.

Au moment où certains annoncent la fin du travail, constatant par la même leur épouvantable échec, je défendrai résolument le travail.

Nous voulons un pays qui reconnaisse enfin le travail parce que la première mesure sociale est de donner un travail à chaque Français, un travail rémunéré à sa juste valeur, un travail qui permet de vivre dignement, de faire des projets, de construire sa vie.

Le travail, nous l'encouragerons et le récompenserons par le maintien des heures supplémentaires majorées que mes adversaires veulent supprimer et l'instauration de leur défiscalisation.

Cette mesure, attendue par les salariés, alliera la nécessité de la revalorisation du pouvoir d'achat et la garantie d'une certaine souplesse pour l'entreprise.

Défendre le travail, c'est aussi abaisser les impôts sur les revenus du travail.

Nous le ferons de manière significative puisque nous abaisserons de 10 % l'impôt sur le revenu sur les 3 premières tranches.

Notre projet vous l'avez compris est un projet empreint d'une grande force, la force des équilibres.
 Nous n'avons personne à servir, personne à qui renvoyer l'ascenseur, aucune clientèle à fidéliser, aucun copain à remercier, aucune puissance financière à amadouer, aucun pays étranger à qui nous devrions plaire.
 Nous sommes libres d'un projet où le peuple est central, en même temps cause et sujet, et chaque Français libre de trouver sa place, construire sa vie et montrer son génie.

La révolution de la proximité

La deuxième révolution que nous voulons engager est celle de la proximité.

Nous sommes pour le local contre le global.

Qui peut croire, comme le professent les mondialistes, qu'il serait logique, écologique ou même économique de produire sur un continent, transformer sur un autre et consommer sur un troisième.

En matière de production, nous souhaitons privilégier les circuits courts qui supposent la réorganisation et la maîtrise de nos filières de production, la relocalisation de nos circuits de transformation et l'organisation de filières éthiques de distribution.

Pour les producteurs, c'est l'assurance de justes prix.

Pour le consommateur, c'est la garantie de la provenance et donc de la qualité.

Pour les Français, c'est l'assurance de la sécurité alimentaire et donc de la santé de soi-même et des siens.

Nous voulons une France durable.

Cette relocalisation de nos productions passe par le protectionnisme intelligent et le patriotisme économique, démarches pour nous naturelles, mais aujourd'hui interdites par l'Union européenne.

Ce patriotisme économique notamment jouera pour les appels d'offres, mais aussi pour le soutien public aux filières qui nous semblent indispensables, stratégiques.

Mais cette révolution de la proximité, c'est aussi arrêter la désertification.

C'est protéger nos commerces de proximité, nos services publics de proximité, nos mutuelles, nos pharmacies, nos banques de proximité.

C'est avoir des écoles, des hôpitaux, des élus aussi de proximité et donc lutter contre les projets fous visant à passer de 35 000 à 6 000 communes, supprimant la relation privilégiée entre les administrés et leurs maires.

Mairie / département / Nation ; elle est là notre proximité, pas dans ces intercommunalités et ces Conseils régionaux éloignés et coûteux, et encore moins dans cette Union européenne sans légitimité et sans efficacité, déconnectée des aspirations des peuples.

Cette démocratie de proximité est la seule en réalité qui permette votre contrôle.

Et le contrôle ne peut s'exercer si vous êtes sans voix.

Alors, je rendrai la parole au peuple parce qu'en démocratie seul le peuple a raison et personne n'a raison contre lui, nous instaurerons donc un référendum d'initiative populaire.

Vous attendez une loi, elle ne vient pas ? 500 000 d'entre vous pourront déclencher un référendum et le peuple parlera.

Une loi a été votée, elle ne vous sied pas ? 500 000 d'entre vous pourront réclamer sa révision par référendum, et le peuple s'exprimera.

Vous avez, à nouveau, véritablement la maîtrise et redeviendrez à nouveau souverain.

La Révolution de la liberté

Révolution du patriotisme, révolution de la proximité et enfin révolution de la liberté.

La première des libertés est la sécurité. Ce sera une des priorités du quinquennat.

Comment me direz-vous puisque depuis trente ans tous les gouvernements ont échoué ?

Notre méthode est simple : nous allons appliquer la loi !

Car comme disait le Cardinal de Richelieu : « *faire une loi et ne pas l'exécuter c'est autoriser la chose que l'on veut défendre* ».

Nous allons en réalité rétablir l'État de droit c'est-à-dire faire appliquer la loi républicaine dans les endroits où elle a perdu droit de citer, là où nos gouvernants n'en n'avaient visiblement ni le courage ni la volonté.

Nous allons vraiment en finir avec l'impunité des délinquants, les zones de non droit, la dictature de caïds sur certains quartiers, les trafics de drogue ou d'armes, les cambriolages, les voitures brûlées.

La certitude des poursuites, la certitude de la sanction, la certitude de la peine avec pour les étrangers délinquants la reconduite automatique à la frontière.

Je dis aux mères qui m'écoutent, soutenez-moi, n'acceptez pas que nos enfants vivent dans la peur, dans cette violence quotidienne dont ils sont les premières victimes, parfois au prix de leurs jeunes vies.

L'hécatombe doit cesser.

Pour l'exercice de leur mission si importante pour le pays, nous redonnerons à nos forces de sécurité les moyens humains et matériels de même que le soutien et les instructions nécessaires.

Nous les réarmerons y compris moralement avec, enfin, l'instauration de la présomption de légitime défense.

Nous ouvrirons les places de prison qui conviennent, nous conclurons des accords avec les pays d'origine pour que les délinquants étrangers effectuent leur peine de prison dans leur pays d'origine, nous augmenterons les moyens de la Justice, nous organiserons une réponse pénale qui se résume en deux mots : tolérance zéro.

En matière de terrorisme, nous n'entendons pas demander aux Français de s'habituer à vivre avec cette horreur.

Nous allons l'éradiquer ici et sur les théâtres d'opération extérieure.

Puisque nous sommes en guerre contre le fondamentalisme islamiste, nous appliquerons aux ennemis de la France les dispositifs légaux de l'état de guerre.

Nous nous donnerons les moyens techniques et humains adéquats et créerons sur le territoire national comme à l'extérieur les conditions et les coopérations nécessaires au renseignement.

Les étrangers fichés S seront reconduits à la frontière.

Les binationaux fichés S seront déchus de leur nationalité française et, l'ambiguïté sur leur nationalité réelle étant levée, ils seront renvoyés dans leur pays.

Les Français fichés S seront poursuivis pour intelligence avec l'ennemi et frappés d'indignité nationale.

Les lieux de prédications islamistes seront fermés et les semeurs de haine condamnés et expulsés.

Les vitrines légales de l'islamisme, notamment sur internet, seront éteintes.

Pour autant, nous n'entendons pas sacrifier la liberté des citoyens à la sécurité.

Nous laissons la censure préalable, notamment des sites internet, le fichage et la surveillance généralisée à la gauche.

Nous entendons au contraire réaffirmer dans notre pays les libertés individuelles.

A l'heure où le pouvoir voudrait tout voir, tout entendre, tout interdire, nous souhaitons sanctuariser les libertés numériques en en mentionnant le principe dans la Constitution, abroger Hadopi en la remplaçant par un approfondissement de la licence globale.

Nous souhaitons également protéger les citoyens contre les menaces de fichages numériques.

La liberté est aussi celle d'entreprendre, de créer. Nous souhaitons un Etat régalien, un Etat stratège.

Ce sera un Etat modernisé, restauré dans ses moyens et respecté dans ses décisions.

Il ne s'agit pas là de concevoir un Etat omnipotent et omniprésent, mais un Etat protecteur, un Etat garant des justes équilibres, un Etat qui garantisse à chacun l'égalité de chances, pour créer un environnement économique favorable.

C'est la réforme totale du RSI, « sérial Killer » des indépendants.

Cette libération des énergies des entrepreneurs passe par la baisse de l'impôt sur les TPE/PME, la protection contre la concurrence déloyale, la simplification administrative, la sécurité juridique, la baisse des charges, un plan vigoureux de réindustrialisation et une grande politique énergétique.

Nous avons conscience que ce sont les entreprises qui créent l'emploi et notamment les petites et moyennes.

Avec elles, par des synergies intelligentes, en encourageant la recherche, l'innovation, les transferts de technologies et l'exportation, nous nous attaquerons au chômage par la création d'emplois durables.

Enfin, cette révolution de la liberté est celle de nos libertés collectives qu'on appelle pour un Etat la souveraineté, c'est-à-dire concrètement pour un peuple la liberté de décider pour lui-même.

Soyez conscients que ce combat pour la souveraineté est premier, principal, essentiel, cardinal, il conditionne tout le reste.

Sans souveraineté, pas de protection possible, pas d'action possible.

Sans souveraineté, un projet devient une promesse mensongère.

Mes adversaires prétendent contrôler les frontières, revenir sur le droit du sol, empêcher l'immigration, lutter contre la concurrence déloyale.

Ils vous mentent.

En refusant de s'affranchir du carcan de l'Union européenne qui est décisionnaire sur ces sujets, ils s'interdisent toute inflexion même mineure.

Pire, en restant dans l'euro, ils plombent notre économie, entretiennent le chômage de masse et donnent à l'Union européenne le moyen de pression pour imposer ses vues, ses directives ineptes, ses millions de migrants.

Or, chacun en convient, l'Union européenne est un échec. Elle n'a tenu aucune de ses promesses et tout particulièrement sur la prospérité et sur la sécurité et pire, elle nous a mis sous tutelle, tenus en laisse courte.

Qui pourrait se satisfaire de ne rien faire devant un système qui nous enchaîne, qui ne fonctionne pas et pire dont les dysfonctionnements nous ruinent ?

C'est pourquoi, élue, j'annoncerai la tenue d'un référendum dans les 6 mois sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne et j'engagerai immédiatement avec nos partenaires européens -dont beaucoup aspirent comme nous à la souveraineté-, une renégociation avec ce système européiste tyrannique qui n'est en l'état plus un projet, mais une parenthèse et je l'espère un jour un mauvais souvenir.

L'objectif sera de trouver dans les six mois un compromis qui nous permette de recouvrer nos quatre souverainetés : monétaire, économique, législative et territoriale.

Si l'Union européenne ne se soumet pas, alors je demanderai aux Français de voter au référendum pour se démettre de ce cauchemar et redevenir libres.

Dans le même esprit, parce que nous pensons que la France n'est grande que quand elle fait entendre sa voix qui est celle en faveur de l'indépendance et de l'équilibre mondial, nous sortirons du commandement intégré de l'Otan ; nous réexaminerons notre diplomatie au regard de nos intérêts nationaux et nous donnerons les moyens de notre politique intérieure et étrangère par la reconstruction de notre potentiel militaire.

L'armée doit cesser d'être la variable d'ajustement des errements budgétaires de nos dirigeants.

Nous inscrirons donc le seuil minimum de 2 % du PIB consacré au budget de la défense dans la Constitution.

Nous nous réarmerons sans complexe.

Nous voulons une France libre !

Nous voulons, nous, Français, être libres !

Vous le voyez, mes chers amis, la tâche est immense.

Mon engagement est de remettre la France en ordre en cinq ans. En pratique cela concerne tous les secteurs de notre vie :

- Remettre notre économie en ordre
- Remettre l'école en ordre
- Remettre notre Justice en ordre
- Remettre notre diplomatie en ordre
- Remettre notre sécurité en ordre
- Remettre notre solidarité en ordre

Pour ce faire, nous avons besoin de tout le monde.

Nous ouvrons les bras à tous ceux qui partagent avec nous l'amour de la France et qui souhaitent engager notre pays sur les voies du redressement national.

On le voit, l'ancien débat droite-gauche a vécu. Les primaires ont montré que les débats sur la laïcité ou l'immigration comme sur la mondialisation ou la dérégulation généralisée constituaient un clivage fondamental et transversal.

Ce clivage n'oppose plus la droite et la gauche, mais les patriotes aux mondialistes.

Dans cette élection présidentielle, nous représentons le camp des patriotes.

Ce qui nous anime n'est pas l'amour de l'argent ou des intérêts particuliers, mais le souci de la patrie, ce n'est pas une vision asséchée et désincarnée du monde mais un monde multipolaire riche de sa diversité, de ses peuples et de leur génie propre.

Nous engageons tous les patriotes de droite ou de gauche à nous rejoindre. Elus ou simples citoyens, d'où que vous veniez, quels qu'aient pu être vos engagements, vous avez votre place à nos côtés.

Patriotes, vous êtes les bienvenus !

L'effondrement des partis traditionnels et la disparition un à un de la quasi-totalité de leurs dirigeants montrent que la grande recomposition politique a commencé.

Avec ceux qui nous rejoindront au cours de la campagne de premier tour, avec ceux qui nous rejoindront entre les deux tours, et ceux qui nous rejoindront après la victoire, nous formerons une majorité présidentielle et, après les législatives, un gouvernement d'union nationale.

Je crois dans notre victoire.

J'y crois parce que je sais qu'une immense majorité des Français partage nos choix et notre vision de l'homme et de la Nation.

Personne de raisonnable ne veut faire de la France le cobaye d'une mondialisation qui ne sera heureuse que pour la caste. Personne ne veut accepter l'asservissement économique et politique qu'elle nous prépare.

Les autres peuples ont montré la voie.

Les Britanniques qui ont choisi la liberté avec le Brexit et qui, chaque jour, peuvent se féliciter de la forme insolente de sa croissance.

Les Italiens qui ont montré leur réprobation lors du référendum sur la Constitution de M. Renzi.

Les Grecs qui envisageraient à nouveau de sortir de l'Euro.

Les Autrichiens qui ont éliminé de la présidentielle au premier tous les partis traditionnels.

Les Américains qui ont fait le choix de leur intérêt national.

Ces Nations ont montré que le réveil des peuples contre les oligarchies peut devenir une réalité et que comme le symbolise notre belle Rose Bleue, l'impossible devient possible.

Comme il est possible que des présidents comme Donald Trump, non seulement soient élus contre un système coalisé, mais surtout respectent leurs promesses et agissent vite et fort dans l'intérêt et selon le souhait de leur peuple.

Vous le voyez, mes chers amis. Comme le proclamait Victor Hugo dans l'Année Terrible après la défaite de la France : « Nous n'avons pas encore fini d'être Français ! »

Ce réveil des peuples est historique. Il marque la fin d'un cycle. Le vent de l'histoire a tourné.

Il nous portera au sommet et, avec nous, notre pays : la France.

Vive le peuple !

Vive la République !

Vive la France !